

Rapport aux actionnaires



La Banque Royale du Canada déclare de solides résultats pour le troisième trimestre de 2007

Sauf indication contraire, l'information financière fournie dans le présent document est basée sur les états financiers dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, et les montants y sont libellés en dollars canadiens.

Faits saillants du troisième trimestre de 2007 par rapport au troisième trimestre de 2006 :

- Bénéfice net de 1 395 millions de dollars, en hausse de 19 %
- Bénéfice dilué par action de 1,06 \$, en hausse de 18 %
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 24,4 %, en hausse de 130 points de base
- Revenus ⁽¹⁾ de 5 480 millions de dollars, en hausse de 5 %
 - Revenus en hausse de 9 % ⁽²⁾, compte non tenu de l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers
- Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance de 343 millions de dollars, en baisse de 45 %
 - Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance en baisse de 12 % ⁽²⁾, compte non tenu de l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers

- Frais autres que d'intérêt ⁽¹⁾ de 3 165 millions de dollars, en hausse de 11 %
- Ratio du capital de première catégorie de 9,3 %, en baisse de 30 points de base
- Augmentation de 0,04 \$ ou 9 % du dividende trimestriel

Neuf premiers mois de 2007 par rapport aux neuf premiers mois de 2006 :

- Bénéfice net de 4 168 millions de dollars, en hausse de 20 %
- Bénéfice dilué par action de 3,18 \$, en hausse de 20,5 %
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 25,1 %, en hausse de 180 points de base
- Revenus ⁽¹⁾ de 16 847 millions de dollars, en hausse de 10 %
- Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance de 1 536 millions de dollars, en baisse de 19 %
- Frais autres que d'intérêt ⁽¹⁾ de 9 380 millions de dollars, en hausse de 10 %

TORONTO, le 24 août 2007 – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a annoncé aujourd'hui qu'elle a réalisé un bénéfice net de 1 395 millions de dollars pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2007, en hausse de 218 millions ou 19 % par rapport à l'an dernier. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,06 \$, en hausse de 18 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est élevé à 24,4 %, comparativement à 23,1 % l'an dernier. Nos solides résultats ce trimestre sont principalement attribuables au rendement élevé des secteurs Marchés des Capitaux, Gestion de patrimoine et Services bancaires canadiens, et ils reflètent la mise en œuvre fructueuse continue de nos initiatives visant la croissance ainsi qu'une conjoncture et des conditions du marché généralement favorables pendant presque tout le trimestre, de même qu'une baisse du taux d'imposition effectif. La croissance élevée enregistrée au chapitre de nos activités bancaires a été contrebalancée par la hausse des coûts découlant de l'accroissement des niveaux d'activités et des dépenses engagées à l'appui de nos initiatives visant la croissance, ainsi que par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

(1) Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2006, le total des résultats présentés sur une base consolidée est comparable aux résultats déclarés relativement aux activités poursuivies pour les périodes précédentes correspondantes.

(2) Un rapprochement du total des revenus et des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, compte non tenu de l'incidence des normes comptables concernant les instruments financiers, est présenté à la section Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Table des matières

1	Faits saillants du troisième trimestre	11	Questions et contrôles comptables	23	Résultats par secteur géographique
2	Rapport de gestion	12	Résultats des secteurs d'exploitation	24	Situation financière
2	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	13	Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	24	Données figurant au bilan
3	Aperçu de la Banque Royale du Canada	17	Services bancaires canadiens	25	Gestion du capital
3	Faits saillants financiers	19	Gestion de patrimoine	26	Arrangements hors bilan
4	Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives pour 2007	20	Services bancaires américains et internationaux	27	Opérations entre apparentés
4	Rendement financier	21	Marchés des Capitaux	27	Gestion du risque
10	Résultats trimestriels et analyse des tendances	22	Services de soutien généraux	31	États financiers consolidés intermédiaires
				35	Notes complémentaires
				47	Renseignements aux actionnaires

Commentant les résultats, M. Gordon M. Nixon, président et chef de la direction, a déclaré : « Je suis très satisfait des résultats enregistrés dans tous nos secteurs d'exploitation ce trimestre. Nous avons maintenu notre position de chef de file au Canada et tiré parti de notre solide situation pour poursuivre notre expansion aux États-Unis et à l'étranger, tout en fournissant à nos actionnaires des rendements se situant dans le quartile supérieur. »

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2007, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre terminé le 30 avril 2007. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et notes complémentaires, ainsi qu'avec notre rapport annuel 2006 aux actionnaires (rapport annuel 2006). Ce rapport de gestion est daté du 24 août 2007, il se base sur les états financiers dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et, sauf indication contraire, tous les montants sont présentés en dollars canadiens. En date du 31 octobre 2006, RBC Mortgage Company avait cédé pratiquement tous les actifs et obligations restants, et ses résultats ne sont plus présentés séparément dans nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés. Le total des résultats présentés sur une base consolidée est comparable aux résultats déclarés relativement aux activités poursuivies pour les périodes précédentes correspondantes.

PCGR des États-Unis

Avec prise d'effet ce trimestre, nous avons décidé de ne plus fournir un rapprochement de l'application des PCGR du Canada et des États-Unis dans nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés trimestriels. Nous continuerons toutefois de fournir un rapprochement de l'application de ces PCGR dans nos états financiers consolidés vérifiés annuels et dans nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour le semestre terminé le 30 avril. Nous n'avons noté aucune nouvelle différence importante entre les PCGR du Canada et des États-Unis depuis le 30 avril 2007.

Des renseignements additionnels relatifs à la Banque Royale du Canada, y compris notre notice annuelle 2006, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com et sur la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (SEC) à l'adresse sec.gov.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis et de toute loi sur les valeurs mobilières applicable au Canada. Nous pouvons faire ces déclarations dans le présent document et d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC des États-Unis, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Ces déclarations prospectives comprennent notamment les déclarations concernant nos objectifs à moyen terme et pour 2007, ainsi que les stratégies concernant la réalisation de nos objectifs, de même que les déclarations concernant nos opinions, perspectives, projets, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « soupçonner », « perspectives », « croire », « projeter », « prévoir », « estimer », « s'attendre », « se proposer », « objectif », « occasion » et l'emploi du conditionnel ainsi que les mots et expressions semblables visent à dénoter des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives comportent de nombreux facteurs et hypothèses, et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques, tant généraux que bien précis, qui entraînent la possibilité que les prédictions, prévisions, projections et autres déclarations prospectives ne se matérialisent pas. Nous déconseillons aux lecteurs de se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants, notamment : les risques de crédit et de marché, le risque opérationnel et d'autres risques décrits à la rubrique Gestion du risque; la conjoncture économique générale au Canada, aux États-Unis et dans les autres pays où nous exerçons nos activités, y compris l'incidence de la volatilité du marché des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis et du resserrement des liquidités dans les marchés financiers; l'incidence des fluctuations du dollar canadien par rapport aux autres devises, notamment le dollar américain et la livre sterling; l'incidence des modifications des politiques gouvernementales, monétaires et autres; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'incidence des modifications apportées aux lois et aux règlements, y compris les lois fiscales; les décisions judiciaires et réglementaires et les actions en justice; l'exactitude et l'intégralité des renseignements concernant nos clients et contreparties; la réussite de la mise en œuvre de notre stratégie;

notre capacité de mener à bien des acquisitions stratégiques et des contreprises et de les intégrer avec succès; les modifications apportées aux normes, conventions et estimations comptables, y compris les modifications apportées à nos estimations concernant les provisions; notre capacité d'attirer et de conserver des employés et des dirigeants clés. Les autres facteurs susceptibles d'influer sur les résultats futurs comprennent notamment : l'élaboration réussie et opportune de nouveaux produits et services; l'expansion fructueuse et le développement de canaux de distribution et la réalisation de revenus à la hausse tirés de ces canaux; les activités sur les marchés financiers mondiaux; les changements technologiques et notre dépendance envers des tiers aux fins de la fourniture des composantes de notre infrastructure commerciale; les fraudes commises par des parties à l'interne ou à l'externe; les changements imprévus dans les dépenses et les habitudes d'épargne des consommateurs; l'incidence possible, sur nos activités, de maladies entraînant des répercussions sur l'économie locale, nationale ou mondiale, ou de perturbations touchant l'infrastructure publique, y compris les transports, les communications et l'alimentation en électricité et en eau; l'incidence possible, sur nos activités, de conflits internationaux ou d'autres développements politiques, y compris ceux liés à la guerre contre le terrorisme; la mesure dans laquelle nous prévoyons et réussissons à gérer les risques liés aux facteurs susmentionnés.

Nous informons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs importants susceptibles d'influer sur nos résultats futurs n'est pas exhaustive. Les personnes, et notamment les investisseurs, qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres faits et incertitudes. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs sont fournis à la rubrique Gestion du risque du présent rapport, ainsi qu'aux rubriques Gestion du risque et Risques additionnels susceptibles d'influer sur les résultats futurs dans le rapport annuel 2006.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie dudit document. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent document sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Aperçu de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) et ses filiales exercent leurs activités sous la marque RBC. La Banque Royale du Canada est la plus importante banque du Canada en matière de capitalisation boursière et d'actifs, et elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord. Elle offre, à l'échelle mondiale, des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des services de gestion de patrimoine, des services d'assurance, des services à la grande entreprise et aux marchés des capitaux et des services de traitement des opérations. Nous comptons environ 70 000 employés à plein temps et à temps partiel au service de plus de 15 millions de particuliers, d'entreprises et de clients du

secteur public en Amérique du Nord et dans 34 pays partout dans le monde. Pour de plus amples renseignements, visitez le site rbc.com.

Avec prise d'effet le 7 février 2007, nos trois anciens secteurs d'exploitation (RBC Particuliers et entreprises – Canada, RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International et RBC Marchés des Capitaux) ont été remplacés par quatre nouveaux secteurs : Services bancaires canadiens, Gestion de patrimoine, Services bancaires américains et internationaux et Marchés des Capitaux. Nous avons retraité l'information financière sectorielle historique des exercices précédents afin de tenir compte de ce changement. De plus amples renseignements sont fournis à la rubrique Résultats des secteurs d'exploitation.

Faits saillants financiers

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 juillet 2006	31 juillet 2007	31 juillet 2006
Total des revenus	5 480 \$	5 669 \$	5 206 \$	16 847 \$	15 288 \$
Frais autres que d'intérêt	3 165	3 148	2 861	9 380	8 540
Dotation à la provision pour pertes sur créances	178	188	99	528	270
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	343	677	627	1 536	1 898
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 794	1 656	1 619	5 403	4 580
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	1 395	1 279	1 194	4 168	3 494
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	–	(17)	–	(28)
Bénéfice net	1 395 \$	1 279 \$	1 177 \$	4 168 \$	3 466 \$
Données financières sommaires					
Bénéfice par action – de base	1,07 \$	0,99 \$	0,91 \$	3,22 \$	2,68 \$
Bénéfice par action – dilué	1,06 \$	0,98 \$	0,90 \$	3,18 \$	2,64 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	24,4 %	23,5 %	23,1 %	25,1 %	23,3 %
Rendement du capital de risque (2)	36,9 %	35,2 %	35,7 %	37,9 %	36,4 %
Marge nette d'intérêt (3)	1,33 %	1,35 %	1,38 %	1,34 %	1,37 %
Ratios de capital (4)					
Ratio du capital de première catégorie	9,3 %	9,3 %	9,6 %	9,3 %	9,6 %
Ratio du capital total	11,4 %	11,7 %	12,4 %	11,4 %	12,4 %
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Total de l'actif	604 582 \$	589 076 \$	523 969 \$	604 582 \$	523 969 \$
Valeurs mobilières	190 219	198 509	172 803	190 219	172 803
Prêts à la consommation	163 118	156 356	146 502	163 118	146 502
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	69 681	69 293	59 418	69 681	59 418
Dépôts	376 325	372 728	334 702	376 325	334 702
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	22 250	21 950	20 050	21 850	19 700
Moyenne du capital de risque (2)	14 700	14 650	12 950	14 500	12 600
Actif ajusté en fonction des risques (4), (5)	250 197	243 202	218 482	250 197	218 482
Biens sous gestion	159 900	159 000	134 100	159 900	134 100
Biens administrés – RBC	563 100	560 900	504 700	563 100	504 700
– RBC Dexia IS (6)	2 190 800	2 119 000	1 832 700	2 190 800	1 832 700
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne (de base)	1 272 913	1 272 212	1 279 300	1 273 246	1 281 815
– moyenne (diluée)	1 288 227	1 288 415	1 297 340	1 289 947	1 301 165
– à la fin	1 275 780	1 275 327	1 281 279	1 275 780	1 281 279
Dividendes déclarés par action	0,46 \$	0,46 \$	0,36 \$	1,32 \$	1,04 \$
Rendement de l'action	3,2 %	3,3 %	3,1 %	3,2 %	3,0 %
Cours de clôture de l'action ordinaire (RY sur TSX) – à la fin	54,09 \$	57,82 \$	46,03 \$	54,09 \$	46,03 \$
Capitalisation boursière (TSX)	69 007	73 739	58 977	69 007	58 977
Renseignements généraux					
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	65 833	63 493	60 875	65 833	60 875
Nombre de succursales	1 524	1 515	1 430	1 524	1 430
Nombre de guichets automatiques bancaires	4 377	4 333	4 297	4 377	4 297
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période (7)	0,937	0,874	0,896	0,889	0,879
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	0,937	0,901	0,884	0,937	0,884

(1) La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont calculés à l'aide des soldes de fin de mois pour la période.

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. La moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque sont des mesures financières hors PCGR. Plus de détails et un rapprochement des données sont présentés à la section Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(3) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne de l'actif. La moyenne de l'actif est calculée à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(4) Calculé selon les directives publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

(5) L'actif ajusté en fonction des risques au 30 avril 2007 a été retraité de manière à tenir compte d'un ajustement de 563 millions de dollars lié à des dérivés sur actions.

(6) Le poste Biens administrés – RBC Dexia IS représente le total des biens administrés de la coentreprise au 30 juin 2007, dans laquelle nous détenons une participation de 50 %.

(7) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives pour 2007

Canada

La croissance économique au Canada est demeurée solide ce trimestre, en raison principalement des dépenses de consommation élevées découlant du faible taux de chômage et des hausses salariales, ainsi que des investissements effectués par les entreprises. Afin de maîtriser les tensions inflationnistes, la Banque du Canada a majoré le taux du financement à un jour de 25 points de base et l'a porté à 4,5 % en juillet; il s'agissait de la première hausse de ce taux depuis mai 2006. Bien que la croissance du crédit lié aux prêts à la consommation et aux prêts aux entreprises au Canada ait été solide, la qualité du crédit a diminué légèrement durant la période, en raison d'un retour à des conditions plus normales. Afin de faire face aux récentes préoccupations en matière de liquidité liées au marché des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis et de soutenir la stabilité du système financier canadien, la Banque du Canada a injecté des liquidités dans les marchés financiers au mois d'août. De plus, bon nombre d'institutions financières ont entrepris des mesures concertées au mois d'août dans le but de soutenir les liquidités en ce qui a trait aux programmes de papier commercial adossé à des créances mobilières non commandités par des banques.

On s'attend à ce que le taux de croissance de l'économie canadienne s'élève à 2,6 % en 2007, en raison principalement de la vigueur soutenue des dépenses de consommation et des investissements des entreprises. En outre, nous nous attendons à ce que la Banque du Canada hausse de nouveau ses taux d'intérêt lorsque les récentes craintes liées aux liquidités et la réévaluation générale du coût du risque se seront atténuées. Nous nous attendons à ce que le dollar canadien demeure élevé par rapport au dollar américain, en raison d'une forte croissance économique à l'échelle mondiale et des prix élevés des marchandises.

États-Unis

La croissance de l'économie aux États-Unis s'est accélérée au cours de la période, en raison surtout des dépenses élevées des entreprises et malgré la correction continue du marché de l'habitation. Bien que la croissance du crédit aux États-Unis soit demeurée solide durant la période, elle a diminué depuis l'automne dernier, en raison notamment de l'ampleur de la réévaluation du coût du risque. De façon générale, la qualité du crédit lié aux prêts à la consommation et aux prêts aux entreprises demeure élevée, malgré une légère diminution au cours de la période. La principale exception à cette tendance tient à l'accroissement des défaillances liées au marché des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis. Bien que les préoccupations concernant ce marché existent depuis quelque temps déjà, les problèmes se sont intensifiés en juillet

et ont récemment eu des retombées sur les autres marchés financiers, y compris les marchés du papier commercial adossé à des créances de bonne qualité et d'autres marchés financiers. Cela a entraîné une volatilité importante des marchés, ainsi qu'un élargissement des écarts de taux par rapport aux taux historiques et un resserrement des liquidités à l'échelle mondiale. Afin d'atténuer les craintes grandissantes concernant les liquidités et de soutenir la stabilité du système financier américain, la Réserve fédérale américaine a injecté des liquidités importantes dans les marchés financiers et a réduit son taux d'escompte de 50 points de base au mois d'août.

En raison de la faiblesse continue des investissements dans le secteur résidentiel et des récentes retombées sur les marchés financiers, nous nous attendons à ce que la Réserve fédérale américaine baisse ses taux dans le but d'empêcher les remous observés sur les marchés financiers d'avoir des répercussions sur l'économie. Malgré les récents événements sur les marchés, l'économie américaine devrait croître au rythme modéré de 2,2 % en 2007, puisque les investissements élevés des entreprises, la forte croissance des exportations et la vigueur persistante des dépenses de consommation devraient continuer de soutenir la croissance économique. Bien qu'on s'attende à ce que la qualité du crédit se détériore de façon modérée, la qualité du crédit des entreprises devrait demeurer bonne en raison de la solidité de leurs bilans.

Autres économies mondiales

Les autres économies mondiales sont également demeurées solides pendant presque toute la période et ont continué d'offrir des conditions favorables pour le secteur des services financiers. La plupart des principaux marchés boursiers ont enregistré des résultats records en juillet et ont ensuite subi un recul, tout comme les marchés des emprunts, essentiellement en raison des retombées liées au marché des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis. Les activités de montage de prêts et de titres de participation et les activités de fusion et d'acquisition étaient élevées au début de la période, mais un certain nombre de montages ont été reportés récemment en raison des prix moins favorables et du resserrement des liquidités.

À l'échelle internationale, la croissance économique devrait demeurer élevée, mais elle devrait connaître un rythme plus lent qu'en 2006. Nous prévoyons une amélioration modérée des conditions générales des marchés des capitaux mondiaux et une stabilité renouvelée de ces marchés, étant donné les liquidités que de nombreuses banques centrales ont récemment injectées dans leurs marchés financiers respectifs.

Rendement financier

Nous avons déclaré un bénéfice net de 1 395 millions de dollars pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2007, en hausse de 218 millions ou 19 % par rapport à l'an dernier. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,06 \$, en hausse de 18 % comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est élevé à 24,4 %, par rapport à 23,1 % l'an dernier. Nos résultats élevés sont en grande partie attribuables au solide rendement des secteurs Marchés des Capitaux, Gestion de patrimoine et Services bancaires canadiens, et ils reflètent la mise en œuvre fructueuse continue de nos initiatives visant la croissance, une conjoncture et des conditions du marché généralement favorables pendant presque tout le trimestre ainsi que la baisse du taux d'imposition effectif. L'augmentation du bénéfice reflète principalement la solidité des activités de fusion et d'acquisition et des activités de montage de titres de participation, ainsi que les résultats à la hausse au chapitre des opérations de change et des activités de négociation de titres de participation. L'augmentation tient aussi à la hausse des actifs liés aux services tarifés des clients et des volumes de transactions, aux résultats techniques favorables au chapitre de l'invalidité, ainsi qu'à la solide croissance de nos activités

de réassurance vie en Europe. La forte croissance de nos activités bancaires au pays a été contrebalancée par la hausse des coûts découlant de l'accroissement des activités et de l'augmentation des dépenses engagées à l'appui de nos initiatives visant la croissance, par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances, ainsi que par la diminution de la marge d'intérêt. Le ratio du capital de première catégorie s'est établi à 9,3 %, en baisse par rapport à 9,6 % l'an dernier. Le ratio du capital total s'est chiffré à 11,4 %, en baisse de 100 points de base comparativement à 12,4 % l'an dernier.

Pour les neuf premiers mois de 2007, le bénéfice net s'est chiffré à 4 168 millions de dollars, en hausse de 702 millions ou 20 % par rapport à l'an dernier. Pour les neuf premiers mois, le bénéfice dilué par action s'est élevé à 3,18 \$, en hausse de 0,54 \$ ou 20,5 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est élevé à 25,1 %, en hausse de 180 points de base comparativement à 2006. La forte croissance de notre bénéfice reflète les résultats solides que nous continuons d'enregistrer dans l'ensemble de nos secteurs d'exploitation. Ce rendement est en grande partie attribuable à la mise en œuvre fructueuse de nos initiatives visant la croissance, notamment

l'expansion des succursales et les acquisitions, ainsi qu'aux conditions du marché généralement favorables pendant presque toute la période. L'augmentation du bénéfice tient principalement à la forte croissance des prêts et des dépôts liés à la plupart des activités bancaires, à la croissance élevée des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète les nouvelles ventes et l'appréciation du capital, ainsi qu'à l'accroissement des volumes de négociation et des activités de montage. Les résultats améliorés de l'Assurance mondiale reflètent principalement la constatation, à l'exercice précédent, de charges liées aux ouragans, ainsi que l'incidence favorable d'un ajustement au titre de la réaffectation de certains capitaux de placements étrangers comptabilisé au premier trimestre de 2007 et la croissance solide de nos activités de réassurance vie en Europe. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances découlant de la croissance du portefeuille, ainsi que par l'augmentation des taux de pertes et du nombre de prêts douteux, qui tendent dans les deux cas à retrouver des niveaux plus normaux.

Rendement par rapport aux objectifs établis pour 2007

Nous avons établi nos objectifs annuels pour 2007 à la fin de 2006, en fonction de nos perspectives économiques et commerciales. Pour l'exercice à ce jour, nos résultats s'alignent sur ces objectifs :

	Objectifs pour 2007	Rendement pour les neuf premiers mois
1. Croissance du bénéfice dilué par action	10 %+	20,5 %
2. Levier d'exploitation (1)	> 3 %	2,8 %
3. Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	20 %+	25,1 %
4. Ratio du capital de première catégorie (2)	8 %+	9,3 %
5. Ratio de distribution	40 %-50 %	41 %

- (1) Notre levier d'exploitation représente la différence entre le taux de croissance des revenus (ajusté) et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt (ajusté). Les revenus sont présentés en fonction de la majoration au montant imposable équivalent, compte non tenu des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) consolidées, des ajustements comptables liés aux nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers et des revenus liés aux activités d'Assurance mondiale. Les frais autres que d'intérêt ne comprennent pas les frais liés aux activités d'Assurance mondiale. Ce levier constitue une mesure hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, il y a lieu de se reporter à la section Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (2) Calculé selon les directives publiées par le BSIF.

La croissance de 20,5 % du bénéfice dilué par action pour l'exercice à ce jour et l'augmentation de 25,1 % du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires se comparent favorablement à nos objectifs de croissance annuels énoncés, et elles reflètent le rendement solide de la plupart de nos secteurs d'activité. Notre levier d'exploitation pour les neuf premiers mois s'est établi à 2,8 %, soit un résultat légèrement inférieur à l'objectif annuel de plus de 3 % qui reflète la forte croissance des activités et les investissements à l'appui de nos nouvelles initiatives visant la croissance, y compris les acquisitions. Notre situation de capital demeure solide, le ratio du capital de première catégorie s'étant chiffré à 9,3 %, soit un résultat de loin supérieur à l'objectif de plus de 8 %. En raison du bénéfice enregistré, nous avons décidé d'augmenter le dividende sur actions ordinaires trimestriel de 0,04 \$ ou 9 % et de le porter à 0,50 \$ au quatrième trimestre.

Comparativement au deuxième trimestre de l'exercice 2007, le bénéfice net a augmenté de 116 millions de dollars ou 9 %, et le bénéfice dilué par action a progressé de 0,08 \$ ou 8 %. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est chiffré à 24,4 %, par rapport à 23,5 %. Ce résultat à la hausse tient en grande partie aux résultats solides liés à nos activités d'assurance et à nos activités bancaires, qui reflètent principalement l'amélioration des résultats techniques au chapitre de l'invalidité, l'accroissement des soldes des prêts sur cartes de crédit et du volume des transactions, la forte croissance des prêts et des dépôts, ainsi que les récentes acquisitions et le fait que le troisième trimestre compte un nombre plus élevé de jours que le deuxième trimestre. L'augmentation tient aussi à l'accroissement du volume des activités de RBC Dexia IS, à la hausse

des distributions sur les placements privés et à un règlement fiscal favorable ce trimestre. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des résultats liés aux activités de négociation ainsi que par l'accroissement des coûts à l'appui des initiatives visant la croissance. Au 31 juillet 2007, le ratio du capital de première catégorie se chiffrait à 9,3 %, soit un résultat inchangé comparativement à 9,3 % à la fin du trimestre précédent. Le ratio du capital total s'élevait à 11,4 %, en baisse de 30 points de base par rapport à 11,7 % au trimestre précédent.

Principaux événements de l'exercice 2007

Flag Financial Corporation (Flag) : Le 8 décembre 2006, le secteur Services bancaires américains et internationaux a conclu l'acquisition de Flag et porté le réseau de succursales de RBC Centura à plus de 50 en Géorgie, un État qui constitue un marché de croissance clé.

Carlin Financial Group : Le 3 janvier 2007, le secteur Marchés des Capitaux a conclu l'acquisition de Carlin Financial Group, rebaptisée RBC Carlin. Grâce à cette acquisition, le secteur Marchés des Capitaux bénéficie d'une plateforme technologique d'accès direct au marché.

Daniels & Associates, L.P. : Le 10 janvier 2007, le secteur Marchés des Capitaux a conclu l'acquisition de Daniels & Associates, L.P., rebaptisée RBC Daniels, une importante société de services-conseils en matière de fusion et d'acquisition aux États-Unis dans les secteurs de la câblodistribution, des télécommunications, de la radiodiffusion et des services Internet. Cette acquisition continue de renforcer notre présence aux États-Unis et à l'échelle mondiale.

Succursales d'AmSouth Bank (AmSouth) : Le 9 mars 2007, le secteur Services bancaires américains et internationaux a conclu l'acquisition de 39 succursales d'AmSouth Bank situées en Alabama, opération qui a permis à RBC Centura de pénétrer le marché dans cet État.

Coentreprise de services bancaires d'investissement : Le 17 avril 2007, nous avons annoncé la signature d'un accord ferme de coentreprise aux termes duquel le secteur Services bancaires américains et internationaux acquerra une participation de 50 % dans Fidelity Merchant Bank & Trust Limited, la filiale en propriété exclusive de Fidelity Bank & Trust International Limited située aux Bahamas. L'opération est assujettie aux conditions de clôture habituelles et elle devrait être menée à terme au quatrième trimestre de 2007.

J.B. Hanauer & Co. : Le 18 mai 2007, le secteur Gestion de patrimoine a conclu l'acquisition de J.B. Hanauer & Co., qui nous permettra d'accroître notre présence au New Jersey, en Pennsylvanie et en Floride.

Seasongood & Mayer, LLC : Le 18 juin 2007, le secteur Marchés des Capitaux a conclu l'acquisition de Seasongood & Mayer, LLC, afin de renforcer notre position de chef de file du marché des banques d'investissement du secteur municipal aux États-Unis.

Incidence du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien

Les fluctuations des taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien influent sur nos résultats consolidés libellés en dollars américains.

Le taux de change du dollar canadien s'est apprécié en moyenne de 5 % par rapport à l'an dernier, ce qui a donné lieu à une diminution de 2 millions de dollars de la valeur de conversion du bénéfice net libellé en dollars américains, mais n'a eu aucune incidence sur notre bénéfice dilué par action ce trimestre.

Le taux de change du dollar canadien s'est apprécié en moyenne de 1 % par rapport aux neuf premiers mois de 2006, mais n'a eu aucune incidence sur la valeur de conversion du bénéfice net libellé en dollars américains ni sur le bénéfice dilué par action ce trimestre.

Le taux de change du dollar canadien s'est apprécié en moyenne de 7 % par rapport au trimestre précédent, ce qui a donné lieu à une diminution de 15 millions de dollars de la valeur de conversion du bénéfice net libellé en dollars américains et à une réduction de 0,01 \$ du bénéfice dilué par action ce trimestre.

Éléments particuliers

À partir du premier trimestre de 2007, des montants ne sont plus classés à titre d'éléments particuliers. Pour des détails sur les éléments qui étaient considérés comme des éléments particuliers à l'exercice 2006, il y a lieu de se reporter à notre rapport annuel 2006.

Incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons adopté trois nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers publiées par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA). Selon ces normes, une plus grande partie des éléments figurant au bilan consolidé doit être évaluée à la juste valeur. Sauf en ce qui concerne les titres du compte de placement et les dérivés désignés comme des couvertures des flux de trésorerie ou des couvertures de l'investissement net dans des établissements étrangers, les variations de la juste valeur des éléments visés du bilan sont inscrites dans les résultats au cours de la période où elles se produisent. Les variations de la juste

valeur des titres du compte de placement et des dérivés désignés comme des couvertures des flux de trésorerie ou des couvertures de l'investissement net dans des établissements étrangers sont inscrites dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, un nouvel élément du poste Capitaux propres. Les normes fournissent également de nouvelles directives sur la comptabilisation des dérivés désignés dans des relations de couverture.

Le tableau suivant illustre l'incidence générale de l'application des nouvelles normes sur nos états consolidés des résultats. De plus amples renseignements sur les nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers sont fournis aux notes 1 et 2 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

	Pour le trimestre terminé le		Pour les neuf mois terminés le	Secteurs touchés de façon importante
	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 juillet 2007	
(en millions de dollars canadiens)				
Revenu net d'intérêt	– \$	18 \$	18 \$	Services bancaires canadiens
Revenus autres que d'intérêt				
Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires	(212)\$	55 \$	(227)\$	Services bancaires canadiens
Revenus liés aux activités de négociation	12	7	27	Marchés des Capitaux
Autres	9	10	36	Gestion de patrimoine
Autres	2	(3)	7	Services de soutien généraux
Total des revenus	(189)\$	87 \$	(139)\$	
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	(208)	58	(219)	Services bancaires canadiens
Bénéfice net	21 \$	19 \$	62 \$	

Services bancaires canadiens

Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2007, nous avons comptabilisé une perte de 212 millions de dollars au poste Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires, relativement aux variations de la juste valeur des titres garantissant les activités d'assurances vie et maladie. Ces pertes ont été en grande partie contrebalancées par une diminution correspondante de 208 millions de dollars de certaines obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie, qui sont comptabilisées au poste Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007, nous avons constaté un revenu net d'intérêt de 18 millions de dollars relativement à l'application de la méthode des intérêts effectifs au portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels, et nous avons comptabilisé une perte de 227 millions au poste Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires, qui a été en grande partie contrebalancée par une réduction correspondante de 219 millions des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Marchés des Capitaux

Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2007, nous avons constaté un gain de 12 millions de dollars dans les revenus liés aux activités de négociation, en raison de l'augmentation nette des justes valeurs des divers portefeuilles de négociation, qui étaient évalués au coût non amorti auparavant.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007, nous avons constaté un gain de 27 millions de dollars.

Gestion de patrimoine

Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2007, nous avons comptabilisé un gain de change de 9 millions de dollars dans les revenus autres que d'intérêt – autres, relativement aux dépôts ayant servi à financer certains titres du compte de placement libellés en devises, de manière à réduire au minimum le risque lié aux variations des taux de change. La perte de change correspondante liée aux titres du compte de placement a été inscrite dans le cumul des autres éléments du résultat étendu.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007, nous avons comptabilisé un gain de change de 36 millions de dollars sur ces dépôts, et nous avons constaté une perte de change correspondante relativement à ces titres du compte de placement au poste Cumul des autres éléments du résultat étendu.

Services de soutien généraux

Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2007, nous avons constaté un gain de 2 millions de dollars. Ce gain se composait d'un gain de 21 millions de dollars comptabilisé au poste Revenus autres que d'intérêt – Autres relativement à certains billets à long terme à des fins de financement et à des débentures subordonnées qui ont été émis et désignés comme des passifs détenus à des fins de transaction en vertu des nouvelles normes comptables, lequel a été contrebalancé par une perte de 19 millions sur les dérivés connexes.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007, nous avons constaté un gain de 7 millions de dollars. Ce gain se composait d'un gain de 31 millions de dollars sur certains billets à long terme à des fins de financement et sur les obligations au titre des débentures subordonnées, déduction faite d'une perte de 24 millions sur les dérivés connexes.

Total des revenus

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 juillet 2006	31 juillet 2007	31 juillet 2006
Intérêts créditeurs	6 898 \$	6 747 \$	5 849 \$	20 089 \$	16 084 \$
Intérêts débiteurs	4 920	4 846	4 083	14 343	11 019
Revenu net d'intérêt	1 978 \$	1 901 \$	1 766 \$	5 746 \$	5 065 \$
Services de placement (1)	1 156 \$	1 093 \$	941 \$	3 296 \$	2 808 \$
Activités d'assurance (2)	590	855	821	2 265	2 485
Activités de négociation	546	575	683	1 924	1 954
Services bancaires (3)	701	684	648	2 034	1 749
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	309	319	253	916	731
Autres (4)	200	242	94	666	496
Revenus autres que d'intérêt	3 502 \$	3 768 \$	3 440 \$	11 101 \$	10 223 \$
Total des revenus	5 480 \$	5 669 \$	5 206 \$	16 847 \$	15 288 \$
Total des revenus tirés des activités de négociation					
Revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation	(31)\$	(31)\$	(146)\$	(213)\$	(366)\$
Revenus autres que d'intérêt liés aux activités de négociation	546	575	683	1 924	1 954
Total des revenus tirés des activités de négociation	515 \$	544 \$	537 \$	1 711 \$	1 588 \$

(1) Comprend les commissions de courtage, les commissions de gestion de placements et les revenus tirés des fonds communs de placement.

(2) Comprend les primes d'assurance, le revenu de placement et le revenu provenant de services tarifés.

(3) Comprend les frais bancaires, les revenus de change autres que ceux tirés des activités de négociation, les frais de gestion de cartes et les commissions de crédit.

(4) Comprend les autres revenus autres que d'intérêt, le gain ou la perte à la vente de titres et les activités de titrisation.

Troisième trimestre de 2007 par rapport au troisième trimestre de 2006

Le total des revenus a augmenté de 274 millions de dollars ou 5 % par rapport à l'an dernier. En excluant l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, les revenus se sont accrus de 463 millions de dollars ou 9 %, par rapport à l'an dernier. Cette augmentation tient principalement à la solide croissance continue des soldes et des volumes liés à nos activités bancaires et de gestion de patrimoine. Elle reflète aussi la hausse des revenus tirés de la plupart des activités sur les marchés financiers. Un rapprochement du total des revenus, compte non tenu de l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, est présenté à la section Principales mesures financières et mesures hors PCGR.

Le *revenu net d'intérêt* a augmenté de 212 millions de dollars ou 12 %, en raison principalement de la forte croissance des prêts et des dépôts et de la hausse des revenus tirés des emprunts et prêts de titres. La marge nette d'intérêt s'est établie à 1,33 %, en baisse de 5 points de base par rapport à l'an dernier.

Les revenus liés aux *activités de placement* se sont accrus de 215 millions de dollars ou 23 %, résultat qui tient principalement à la forte croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle reflète le niveau élevé des nouvelles ventes, l'appréciation du capital et l'embauche de conseillers chevronnés additionnels. Ce résultat à la hausse tient aussi à la croissance des services de garde et des activités de prêt de titres de *RBC Dexia IS*, à l'augmentation des volumes de transactions effectuées par des clients s'inscrivant dans le cadre de nos activités de courtage, ainsi qu'à l'accroissement des ventes nettes de fonds communs de placement et à l'appréciation du capital.

Les revenus liés aux *activités d'assurance* ont diminué de 231 millions de dollars ou 28 % par rapport à l'an dernier. En excluant l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, les revenus liés aux *activités d'assurance* ont diminué de 19 millions de dollars ou 2 % comparativement à l'an dernier. La diminution est en grande partie imputable à la réduction des ventes de rentes aux États-Unis découlant principalement de la faiblesse relative des taux d'intérêt, ainsi qu'à la baisse des revenus tirés de nos activités de réassurance contre les catastrophes puisque nous avons cessé d'assurer de nouvelles activités. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la solide croissance de nos activités de réassurance vie en Europe et de toutes les activités au pays. Un rapprochement des revenus liés aux *activités d'assurance*, compte non tenu de l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, est présenté à la section Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Les revenus tirés des *activités de négociation* ont diminué de 137 millions de dollars ou 20 % par rapport à l'an dernier. Le total des revenus tirés des activités de négociation (qui comprend le revenu net d'intérêt et les revenus autres que d'intérêt tirés des activités de

négociation) s'est établi à 515 millions de dollars, en baisse de 22 millions ou 4 % comparativement à l'an dernier.

Les revenus tirés des *services bancaires* ont progressé de 53 millions de dollars ou 8 %. Cette augmentation reflète principalement la hausse des volumes de transactions et des soldes des clients, ainsi que l'accroissement des activités de syndication de prêts.

Les *commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils* ont augmenté de 56 millions de dollars ou 22 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de l'accroissement des activités de fusion et d'acquisition au Canada et aux États-Unis, et des activités de montage de titres de participation dans tous les secteurs géographiques.

Les *autres* revenus se sont accrus de 106 millions de dollars ou 113 %, résultat qui tient essentiellement aux gains liés à l'évaluation à la juste valeur des dérivés de crédit ayant servi de couverture économique de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, ainsi qu'à la prise en compte de revenus liés à certaines activités (qui sont en grande partie compensés au poste Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales). L'augmentation tient aussi à la hausse des gains et des distributions sur les placements privés et à la diminution des pertes découlant de l'évaluation à la juste valeur des autres dérivés ayant servi de couverture économique de certaines positions. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les pertes liées aux activités de titrisation ce trimestre.

Troisième trimestre de 2007 par rapport au troisième trimestre de 2006 (résultats sur neuf mois)

Le total des revenus a augmenté de 1 559 millions de dollars ou 10 % par rapport à l'an dernier. En excluant l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, les revenus ont progressé de 1 698 millions de dollars ou 11 % comparativement à l'an dernier. L'augmentation tient principalement à la forte croissance des activités bancaires et de gestion de patrimoine et à la plupart des activités sur les marchés financiers. Cette forte croissance reflète en grande partie la mise en œuvre fructueuse de nos initiatives visant la croissance, y compris les activités d'expansion et les acquisitions, ainsi que le maintien de conditions du marché généralement favorables.

Le *revenu net d'intérêt* s'est accru de 681 millions de dollars ou 13 %, en raison principalement de la forte croissance des prêts et des dépôts et de la hausse des revenus tirés des activités de négociation découlant de l'accroissement des emprunts et des prêts de titres. La marge nette d'intérêt s'est établie à 1,34 %, en baisse de 3 points de pourcentage par rapport à l'an dernier.

Les revenus liés aux *activités de placement* ont augmenté de 488 millions de dollars ou 17 %, résultat qui tient surtout à la croissance continue des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle

reflète le niveau élevé des nouvelles ventes, l'appréciation du capital et l'embauche d'autres conseillers chevronnés. Le résultat à la hausse est aussi attribuable à la croissance des services de garde et des activités de prêt de titres et à l'augmentation des volumes de transactions s'inscrivant dans le cadre de nos activités de courtage.

Les revenus liés aux *activités d'assurance* ont diminué de 220 millions de dollars ou 9 % par rapport à l'an dernier. En excluant l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, les revenus liés aux *activités d'assurance* ont augmenté de 7 millions de dollars par rapport à l'an dernier. L'augmentation est principalement attribuable à la solide croissance de nos activités de réassurance vie en Europe et de toutes les activités au pays. Ces facteurs ont été en grande partie neutralisés par la baisse des ventes de rentes aux États-Unis, qui tient principalement à la diminution des taux d'intérêt à long terme, et par le recul des revenus tirés de nos activités de réassurance contre les catastrophes puisque nous avons cessé d'assurer de nouvelles activités.

Les revenus tirés des *activités de négociation* ont diminué de 30 millions de dollars ou 2 % par rapport à l'an dernier. Le total des revenus tirés des activités de négociation (qui comprend le revenu net d'intérêt et les revenus autres que d'intérêt tirés des activités de négociation) s'est établi à 1 711 millions de dollars, en hausse de 123 millions ou 8 % comparativement à l'an dernier. L'augmentation reflète la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation découlant de l'expansion de certaines stratégies en matière de négociation, neutralisée en partie par la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, qui ont récemment été touchés défavorablement par l'élargissement des écarts de taux et par la diminution des liquidités dans le marché.

Les revenus tirés des *services bancaires* ont progressé de 285 millions de dollars ou 16 %. Cette augmentation reflète principalement la hausse des soldes des prêts sur cartes de crédit et des volumes de transactions. L'augmentation tient aussi à la hausse des frais bancaires et des revenus tirés des opérations de change découlant de l'accroissement des volumes de transactions et de l'amélioration des activités de syndication de prêts. Les résultats l'an dernier tenaient compte d'un ajustement visant à augmenter le passif au titre de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit, situation qui ne s'est pas reproduite cette année.

Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 juillet 2006	31 juillet 2007	31 juillet 2006
Salaires	899 \$	880 \$	812 \$	2 643 \$	2 360 \$
Rémunération variable	755	804	716	2 350	2 129
Avantages sociaux et rémunération au titre de la conservation du personnel	294	295	272	883	837
Rémunération à base d'actions	44	43	28	145	134
Ressources humaines	1 992 \$	2 022 \$	1 828 \$	6 021 \$	5 460 \$
Autres charges	1 173	1 126	1 033	3 359	3 080
Frais autres que d'intérêt	3 165 \$	3 148 \$	2 861 \$	9 380 \$	8 540 \$

Troisième trimestre de 2007 par rapport au troisième trimestre de 2006

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 304 millions de dollars ou 11 %, par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète principalement la hausse des coûts découlant de l'accroissement des niveaux d'activités, notamment ceux liés à l'expansion des équipes de vente et de service, l'augmentation des coûts liés au développement de systèmes et des coûts de traitement, ainsi que la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant de l'augmentation des revenus tirés des commissions dans le secteur Gestion de patrimoine. L'augmentation tient aussi aux coûts supplémentaires engagés à l'appui de nos initiatives visant la croissance, y compris les acquisitions effectuées récemment, l'augmentation du nombre de nouvelles succursales aux États-Unis et au Canada et les programmes de modernisation des succursales.

Troisième trimestre de 2007 par rapport au troisième trimestre de 2006 (résultats sur neuf mois)

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 840 millions de dollars ou 10 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la

Les *commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils* ont augmenté de 185 millions de dollars ou 25 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de l'accroissement des activités de montage de titres de participation aux États-Unis et au Canada et de l'amélioration des activités de fusion et d'acquisition.

Les *autres revenus* se sont accrus de 170 millions de dollars ou 34 %, résultat qui tient essentiellement aux gains liés aux activités de titrisation, aux gains découlant de l'évaluation à la juste valeur des dérivés de crédit ayant servi de couverture économique de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, ainsi qu'à l'ajustement favorable au titre de la réaffectation de certains capitaux de placements étrangers. L'augmentation tient aussi à la hausse des distributions sur les placements privés, ainsi qu'à un gain de change sur certains dépôts découlant de la mise en œuvre des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers. Les résultats l'an dernier tenaient compte d'une indemnité de rupture liée à la résiliation d'un accord.

Troisième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2007

Le total des revenus a diminué de 189 millions de dollars ou 3 %, par rapport au trimestre précédent. En excluant l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, les revenus ont progressé de 87 millions de dollars ou 2 %. Cette hausse tient principalement à la forte croissance des prêts et des dépôts, au fait que le troisième trimestre compte un nombre plus élevé de jours que le deuxième trimestre, ainsi qu'à l'amélioration des volumes d'activités de *RBC Dexia IS* découlant de facteurs saisonniers et des importantes activités sur le marché. L'augmentation tient aussi à la hausse des soldes des prêts sur cartes de crédit et des volumes de transactions, qui reflète elle aussi des facteurs saisonniers, à l'accroissement des gains et des distributions sur les placements privés, aux activités de fusion et d'acquisition, ainsi qu'à la hausse des actifs liés aux services tarifés des clients. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des résultats liés aux activités de négociation, lesquels avaient atteint des niveaux élevés au trimestre précédent, ainsi que par la diminution des volumes d'activités de courtage et d'activités de montage de titres de participation, résultat qui tient en partie à un léger ralentissement estival.

hausse des coûts découlant de l'accroissement des niveaux d'activités, notamment ceux liés à l'expansion des équipes de vente et de service, de l'augmentation des coûts liés au développement de systèmes et des coûts de traitement, ainsi que de la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement amélioré de la Gestion de patrimoine et des Marchés des Capitaux. L'augmentation tient aussi à la prise en compte des acquisitions effectuées récemment et des coûts d'intégration, ainsi qu'à l'accroissement des dépenses à l'appui des initiatives visant la croissance, notamment l'ouverture de nouvelles succursales.

Troisième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2007

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 17 millions de dollars ou 1 % par rapport au trimestre précédent. La hausse des coûts de traitement découlant de l'accroissement du volume d'activités de *RBC Dexia IS* et la prise en compte des acquisitions effectuées récemment ont été neutralisées en grande partie par la diminution des frais au titre de la rémunération variable du secteur Marchés des Capitaux.

Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 juillet 2006	31 juillet 2007	31 juillet 2006
Prêts hypothécaires résidentiels	– \$	1 \$	– \$	3 \$	4 \$
Prêts aux particuliers	79	96	60	266	220
Prêts sur cartes de crédit	58	59	36	166	123
Prêts à la consommation	137 \$	156 \$	96 \$	435 \$	347 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	38	39	1	97	(22)
Dotations aux provisions spécifiques	175 \$	195 \$	97 \$	532 \$	325 \$
Dotation à la provision générale	3	(7)	2	(4)	(55)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	178 \$	188 \$	99 \$	528 \$	270 \$
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,29 %	0,35 %	0,18 %	0,31 %	0,21 %

Troisième trimestre de 2007 par rapport au troisième trimestre de 2006

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 79 millions de dollars par rapport à l'an dernier et tend à retrouver un niveau plus normal comparativement au creux cyclique enregistré l'an dernier. L'augmentation est en grande partie imputable à la hausse des provisions au titre de nos portefeuilles de prêts sur cartes de crédit et de marges de crédit non garanties aux particuliers, qui reflète principalement la hausse des taux de pertes et la croissance des portefeuilles. L'augmentation s'explique aussi par l'accroissement des provisions au titre de nos portefeuilles de prêts aux petites entreprises et de prêts commerciaux, qui tient en grande partie à l'augmentation du nombre de prêts douteux.

Le ratio de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances a augmenté par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète principalement l'augmentation des taux de pertes liés à notre portefeuille de prêts à la consommation et l'augmentation du nombre de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts aux entreprises, qui tendent dans les deux cas à retrouver des niveaux plus normaux.

Troisième trimestre de 2007 par rapport au troisième trimestre de 2006 (résultats sur neuf mois)

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 258 millions de dollars par rapport à la période précédente et tend à

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 juillet 2006	31 juillet 2007	31 juillet 2006
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance	189 \$	524 \$	459 \$	1 082 \$	1 470 \$
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	154	153	168	454	428
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	343 \$	677 \$	627 \$	1 536 \$	1 898 \$

Troisième trimestre de 2007 par rapport au troisième trimestre de 2006

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 284 millions de dollars ou 45 % comparativement à l'an dernier. En excluant l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont reculé de 76 millions de dollars ou 12 %, en raison surtout de l'incidence de la réduction des ventes de rentes aux États-Unis, laquelle tient en grande partie à la diminution relative des taux d'intérêt à long terme, ainsi que de l'amélioration des résultats techniques au chapitre de l'invalidité et des autres résultats techniques ce trimestre. La diminution tient aussi à un ajustement favorable de la provision actuarielle ce trimestre, qui reflète une modification de notre stratégie liée au portefeuille de placements. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts liés à la croissance de nos activités de réassurance vie en Europe et de la totalité de nos activités au pays. Un rapprochement des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, compte non tenu de l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, est présenté à la section Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Troisième trimestre de 2007 par rapport au troisième trimestre de 2006 (résultats sur neuf mois)

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont reculé de 362 millions de dollars ou 19 % comparativement à l'an

retrouver un niveau plus normal comparativement au creux cyclique enregistré l'an dernier. L'augmentation est en grande partie imputable à la hausse des provisions au titre de nos portefeuilles de marges de crédit non garanties aux particuliers et de prêts sur cartes de crédit, qui reflète principalement la hausse des taux de pertes et la croissance des portefeuilles. L'augmentation s'explique aussi par l'accroissement des provisions au titre de nos portefeuilles de prêts aux petites entreprises et de prêts commerciaux, qui tient en grande partie à l'augmentation du nombre de prêts douteux. Les résultats l'an dernier tenaient compte de la contrepassation d'une tranche de 50 millions de dollars de la provision générale liée au portefeuille de prêts aux grandes entreprises, ainsi que de la hausse des recouvrements au titre des prêts aux grandes entreprises.

Troisième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2007

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 10 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Ce résultat tient principalement à la diminution des radiations liées à notre portefeuille de prêts aux particuliers ce trimestre, les résultats au trimestre précédent ayant été touchés par des facteurs saisonniers. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des provisions au titre de notre portefeuille de prêts commerciaux, laquelle découle de l'augmentation du nombre de prêts douteux.

dernier. En excluant l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers et les charges liées aux ouragans comptabilisées l'an dernier, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont reculé de 82 millions de dollars ou 4 % par rapport à l'an dernier. Ce résultat à la baisse est en grande partie attribuable à la réduction des ventes de rentes aux États-Unis et au niveau plus élevé d'ajustements favorables de la provision actuarielle nette ce trimestre. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts liés à la croissance de nos activités de réassurance vie en Europe et de la totalité de nos activités au pays.

Troisième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2007

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 334 millions de dollars ou 49 % comparativement au trimestre précédent. En excluant l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont reculé de 68 millions de dollars ou 11 % comparativement au trimestre précédent. Ce résultat à la baisse est en grande partie attribuable à l'amélioration des résultats techniques au chapitre de l'invalidité, à l'amélioration des résultats techniques au chapitre de l'assurance voyage qui tient principalement à des facteurs saisonniers, ainsi qu'à un ajustement favorable de la provision actuarielle ce trimestre. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités.

Charge d'impôts

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 juillet 2006	31 juillet 2007	31 juillet 2006
Bénéfice net avant impôts	1 794 \$	1 656 \$	1 619 \$	5 403 \$	4 580 \$
Charge d'impôts	349	353	381	1 137	1 061
Taux d'imposition effectif (1)	19,5 %	21,3 %	23,5 %	21,0 %	23,2 %

(1) Charge d'impôts en pourcentage du bénéfice net avant la charge d'impôts.

Troisième trimestre de 2007 par rapport au troisième trimestre de 2006

La charge d'impôts a diminué de 32 millions de dollars ou 8 % comparativement à l'an dernier, malgré la hausse du bénéfice avant impôts, laquelle reflète essentiellement un recouvrement d'impôts découlant du règlement favorable d'une vérification fiscale constaté ce trimestre. Le taux d'imposition effectif s'est établi à 19,5 % ce trimestre, soit un résultat favorable par rapport à 23,5 % l'an dernier. La baisse du taux d'imposition effectif ce trimestre tient en grande partie au bénéfice plus élevé provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes), à la hausse du bénéfice déclaré par nos filiales qui exercent leurs activités dans des pays où les taux d'imposition sont plus faibles et au règlement favorable d'une vérification fiscale.

Troisième trimestre de 2007 par rapport au troisième trimestre de 2006 (résultats sur neuf mois)

La charge d'impôts a augmenté de 76 millions de dollars ou 7 % comparativement à l'an dernier, en raison principalement de la hausse

du bénéfice avant impôts. Le taux d'imposition effectif s'est établi à 21,0 % au cours de la période considérée, soit un résultat favorable par rapport à 23,2 % l'an dernier. La baisse du taux d'imposition effectif tient en grande partie à la hausse du bénéfice déclaré par nos filiales qui exercent leurs activités dans des pays où les taux d'imposition sont plus faibles et au bénéfice plus élevé provenant de sources présentant des avantages fiscaux. Les résultats des deux périodes ont aussi été touchés favorablement par la contrepassation de montants passés en charges au cours d'exercices précédents, en raison du règlement favorable de vérifications fiscales.

Troisième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2007

La charge d'impôts a diminué de 4 millions de dollars ou 1 % comparativement au trimestre précédent, malgré la hausse du bénéfice avant impôts. Le taux d'imposition effectif s'est établi à 19,5 % au cours de la période considérée, soit un résultat favorable par rapport à 21,3 % au trimestre précédent.

Résultats trimestriels et analyse des tendances

Notre bénéfice, nos revenus et nos charges trimestriels sont touchés par un certain nombre de tendances et de facteurs récurrents, qui comprennent les fluctuations saisonnières, la conjoncture générale et les conditions du marché. De plus amples renseignements sont fournis à la page 43 de notre rapport annuel 2006.

Le tableau suivant présente un sommaire de nos résultats pour les neuf derniers trimestres :

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	2007			2006				2005	
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Revenu net d'intérêt	1 978 \$	1 901 \$	1 867 \$	1 731 \$	1 766 \$	1 617 \$	1 682 \$	1 763 \$	1 663 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 502	3 768	3 831	3 618	3 440	3 505	3 278	3 033	3 266
Total des revenus	5 480 \$	5 669 \$	5 698 \$	5 349 \$	5 206 \$	5 122 \$	4 960 \$	4 796 \$	4 929 \$
Frais autres que d'intérêt	3 165	3 148	3 067	2 955	2 861	2 928	2 751	3 310	2 732
Dotation à la provision pour pertes sur créances	178	188	162	159	99	124	47	103	128
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	343	677	516	611	627	619	652	740	681
Charges liées au réalignement de l'entreprise	-	-	-	-	-	-	-	40	1
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 794 \$	1 656 \$	1 953 \$	1 624 \$	1 619 \$	1 451 \$	1 510 \$	603 \$	1 387 \$
Impôts sur les bénéfices	349	353	435	342	381	348	332	90	392
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	50	24	24	19	44	(25)	6	(30)	(6)
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	1 395 \$	1 279 \$	1 494 \$	1 263 \$	1 194 \$	1 128 \$	1 172 \$	543 \$	1 001 \$
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités abandonnées	-	-	-	(1)	(17)	(10)	(1)	(21)	(22)
Bénéfice net	1 395 \$	1 279 \$	1 494 \$	1 262 \$	1 177 \$	1 118 \$	1 171 \$	522 \$	979 \$
Bénéfice par action – de base	1,07 \$	0,99 \$	1,16 \$	0,97 \$	0,91 \$	0,86 \$	0,90 \$	0,40 \$	0,75 \$
– dilué	1,06 \$	0,98 \$	1,14 \$	0,96 \$	0,90 \$	0,85 \$	0,89 \$	0,39 \$	0,74 \$
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période (1)	0,937	0,874	0,861	0,897	0,896	0,877	0,865	0,850	0,810
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	0,937	0,901	0,850	0,890	0,884	0,894	0,878	0,847	0,817

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Analyse des tendances

Notre bénéfice net consolidé a excédé 1 milliard de dollars de façon constante au cours des sept derniers trimestres. Le bénéfice net au quatrième trimestre de 2005 a été touché par la comptabilisation d'une provision au titre du litige relatif à Enron ainsi que par les charges liées aux ouragans, alors que les résultats du troisième trimestre de 2005 tenaient compte d'une perte de 22 millions de dollars au titre des activités abandonnées. Ces solides résultats reflètent en grande partie l'augmentation générale des revenus dans l'ensemble de nos secteurs d'exploitation. Cette tendance positive a été partiellement neutralisée par la baisse de la valeur de conversion des revenus et du bénéfice libellés en devises, en raison du raffermissement du dollar canadien comparativement au dollar américain pendant presque toute la période, ce raffermissement ayant eu des répercussions plus importantes ce trimestre.

Nos résultats ont également été touchés par plusieurs acquisitions durant la période. En outre, certains actifs de RBC Mortgage qui avaient été classés précédemment dans les activités abandonnées ont été vendus au quatrième trimestre de 2005. Au quatrième trimestre de 2005, nous avons comptabilisé, outre les charges constatées en 2004, une charge supplémentaire de 40 millions de dollars liée au réaligement de l'entreprise.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté au cours des neuf derniers trimestres, résultat qui reflète principalement la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement accru des activités et l'augmentation des coûts imputable à l'accroissement des niveaux d'activités et à l'augmentation des dépenses engagées à l'appui de nos initiatives visant la croissance. Les résultats du quatrième trimestre de 2005 tenaient également compte d'une provision au titre du litige relatif à Enron.

La dotation à la provision pour pertes sur créances est demeurée à un creux cyclique pendant presque toute la période, résultat qui reflète principalement un environnement de crédit généralement avantageux et des recouvrements favorables au titre des prêts aux grandes entreprises. Cependant, elle a augmenté au cours du dernier exercice, en raison de la croissance des portefeuilles ainsi que de l'augmentation

des taux de pertes et du nombre de prêts douteux, qui tendent dans les deux cas à retrouver des niveaux plus normaux. La diminution des provisions au premier trimestre de 2006 était principalement attribuable à la contrepassation d'une tranche de 50 millions de dollars de la provision générale, en raison de la qualité élevée du crédit lié à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises au cours de ce trimestre.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont fluctué considérablement au cours de la période. Bien que la croissance sous-jacente des activités se soit de façon générale traduite par une augmentation des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, une volatilité importante peut se produire au cours d'un trimestre donné, en raison des résultats techniques, des ajustements de la provision actuarielle et de l'incidence des marchés financiers sur les titres garantissant les fonds des titulaires de polices d'assurance vie universelle. L'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers adoptées au premier trimestre de 2007 a augmenté la volatilité de ces produits. Sauf en ce qui concerne les résultats techniques et les ajustements de la provision actuarielle, ces éléments sont en grande partie contrebalancés par les revenus liés aux activités d'assurance. Également, les charges liées aux ouragans ont influé sur les résultats du quatrième trimestre de 2005 et du premier trimestre de 2006.

Les taux d'imposition ont dans l'ensemble diminué au cours de la période, passant de 28,3 % à 19,5 %, malgré la hausse du bénéfice avant impôts lié aux activités poursuivies. Ce résultat tient en grande partie au bénéfice plus élevé déclaré par nos filiales qui exercent leurs activités dans des pays où les taux d'imposition sont plus faibles, au bénéfice plus élevé provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) et aux règlements favorables d'une vérification fiscale au premier trimestre de 2006 ainsi qu'aux deuxième et troisième trimestres de 2007.

La part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales a fluctué au cours de la période, situation qui dépend du bénéfice net attribué aux tiers investisseurs dans les entités que nous sommes tenus de consolider, mais dans lesquelles nous ne détenons pas une participation de 100 %.

Questions et contrôles comptables

Conventions comptables critiques et estimations

Nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés conformément aux PCGR du Canada. Nos principales conventions comptables sont présentées à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, ainsi qu'à la note 1, aux pages 106 à 110 de notre rapport annuel 2006. Nos conventions comptables critiques et nos estimations concernent la dotation à la provision pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, les opérations de titrisation, les entités à détenteurs de droits variables, les régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, les charges d'impôts et la perte de valeur durable des titres du compte de placement. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter aux pages 33 à 37 de notre rapport annuel 2006.

Modifications des conventions comptables ou des estimations

Instruments financiers

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons adopté trois nouvelles normes comptables publiées par l'ICCA : le chapitre 1530, intitulé *Résultat étendu*, le chapitre 3855, intitulé *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation*, et le chapitre 3865, intitulé *Couvertures*. Ces normes sont présentées à la note 1 de nos états financiers consolidés

intermédiaires non vérifiés. Une analyse concernant ces normes ainsi que leur incidence sur nos résultats d'exploitation est également présentée dans la section « Incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers ».

Entités à détenteurs de droits variables (EDDV)

Le 1^{er} février 2007, nous avons adopté l'abrégé n° 163 du Comité sur les problèmes nouveaux de l'ICCA, intitulé *Détermination de la variabilité à prendre en compte lors de l'application de la NOC-15 (CPN-163)*. Cet abrégé apporte des clarifications supplémentaires en ce qui concerne la façon d'analyser et de consolider les EDDV. Son application a donné lieu à une déconsolidation de certains fonds de placement. Cependant, son incidence sur notre situation financière consolidée ou sur nos résultats d'exploitation consolidés ne s'est pas avérée importante.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Durant la période intermédiaire terminée le 31 juillet 2007, nous n'avons apporté aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence importante, ou susceptible d'avoir une incidence importante, sur nos activités de contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Résultats des secteurs d'exploitation

La présente section fournit un aperçu de la façon dont nous évaluons le rendement et présentons les résultats de nos secteurs d'exploitation.

Nous transférons périodiquement certaines activités ou certaines filiales d'un secteur à l'autre, de manière à les aligner plus étroitement sur notre structure organisationnelle et nos priorités stratégiques. Lorsque ces transferts sont jugés importants, nous retraitions les chiffres correspondants des périodes précédentes.

Nouveaux secteurs d'exploitation à compter du deuxième trimestre de 2007

Avec prise d'effet le 7 février 2007, nos trois secteurs d'exploitation (RBC Particuliers et entreprises – Canada, RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International et RBC Marchés des Capitaux) ont été remplacés par les quatre nouveaux secteurs suivants :

Services bancaires canadiens : Ce secteur regroupe nos services bancaires aux particuliers et aux entreprises au pays, certains services de placement s'adressant aux épargnants, ainsi que nos services d'assurances mondiaux.

Gestion de patrimoine : Ce secteur regroupe les services qui répondent directement aux besoins croissants de nos clients en matière de gestion de patrimoine, notamment les clients fortunés et les clients disposant d'un avoir net élevé à l'échelle mondiale, ainsi que les services de gestion d'actifs et les produits de fiducie.

Services bancaires américains et internationaux : Ce secteur regroupe nos services bancaires à l'étranger, notamment RBC Centura aux États-Unis et les services bancaires de RBC dans les Antilles. Par ailleurs, ce secteur comprend les résultats liés à notre participation de 50 % dans RBC Dexia IS.

Marchés des Capitaux : Ce secteur est responsable de nos services bancaires de gros à l'échelle mondiale et il offre un vaste éventail de services bancaires à la grande entreprise et de banque d'investissement, de services de vente et de négociation, de services de recherche et de produits et services connexes aux grandes entreprises, aux organismes du secteur public et aux institutions faisant partie de notre clientèle en Amérique du Nord, ainsi que des produits et services spécialisés dans des marchés ciblés à l'échelle mondiale. Par ailleurs, compte tenu de la croissance des activités des Entreprises nationales, au deuxième trimestre de 2007, nous avons transféré ces activités, qui étaient présentées dans le poste Autres, au poste Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers.

Nous avons redressé l'information financière sectorielle historique des exercices précédents afin qu'elle reflète les changements ci-dessus. Cette information redressée n'a eu aucune incidence sur notre information financière consolidée présentée précédemment.

Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

Notre cadre d'information de gestion vise à évaluer le rendement de chacun de nos secteurs d'exploitation comme si ceux-ci exerçaient leurs activités sur une base autonome, et il reflète la façon dont nous gérons nos secteurs d'exploitation. Cette démarche vise à s'assurer que les résultats de nos secteurs d'exploitation tiennent compte de tous les revenus et de toutes les charges pertinents qui sont liés à la conduite des activités des secteurs, et reflète la perception qu'a la direction des résultats des secteurs d'exploitation.

Les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion, à savoir l'attribution des charges, l'attribution du capital, les prix de cession interne des fonds et la majoration au montant imposable équivalent aux fins de la constatation des revenus, sont décrites à la section Gestion des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2006. La direction revoit régulièrement ces méthodes et ces hypothèses afin de s'assurer de leur validité.

Nous utilisons et présentons également certaines mesures financières hors PCGR conformément à notre cadre de gestion. Ces mesures n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des renseignements semblables présentés par d'autres institutions financières.

Changements effectués au cours des neuf premiers mois de 2007

Au troisième trimestre, nous avons reclassé certains dépôts présentés dans les secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires américains et internationaux relativement à RBC Dexia IS, conformément au réalignement des secteurs d'exploitation effectué au deuxième trimestre de 2007. Ce reclassement n'a eu aucune incidence sur le bilan consolidé.

Également au troisième trimestre, nous avons reclassé des charges liées aux logiciels créés à l'interne qui étaient inscrites à la ligne Autres sous le poste Frais autres que d'intérêt, et les avons inscrites à d'autres lignes sous le poste Frais autres que d'intérêt. Tous les montants correspondants des périodes précédentes ont été retraités afin de tenir compte de ce reclassement. Ce retraitement a eu une incidence sur le secteur Services de soutien généraux uniquement, et il n'a aucune incidence sur le total des frais autres que d'intérêt.

Dans le secteur Services bancaires canadiens, certains montants liés aux services de fiducie classés au poste Revenus autres que d'intérêt – commissions de gestion de placements et de services de garde ont été reclassés dans le revenu net d'intérêt au premier trimestre de 2007, afin de mieux refléter leur nature. Tous les chiffres correspondants des périodes précédentes ont été retraités afin de tenir compte de ce reclassement.

Incidence des taux de change sur les secteurs d'exploitation

Les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport aux autres devises influent sur la valeur de conversion des résultats de nos secteurs d'exploitation. Les secteurs Gestion de patrimoine, Services bancaires américains et internationaux et Marchés des Capitaux effectuent d'importantes opérations libellées en dollars américains, le secteur Services bancaires américains et internationaux effectue aussi d'importantes opérations libellées en euros liées à RBC Dexia IS, et le secteur Marchés des Capitaux effectue d'importantes opérations libellées en livres sterling.

Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2007, le dollar canadien s'est apprécié de 5 % en moyenne par rapport au dollar américain, comparativement à l'an dernier, il s'est déprécié de 3 % en moyenne par rapport à la livre sterling, et il s'est déprécié de 1 % en moyenne par rapport à l'euro. En raison de l'incidence de la variation des taux de change respectifs par rapport à l'an dernier, le bénéfice net de la Gestion de patrimoine a reculé de 3 millions de dollars, le bénéfice net des Services bancaires américains et internationaux a diminué de 2 millions, et le bénéfice net des Marchés des Capitaux est demeuré inchangé.

Pour les neuf premiers mois de 2007, le dollar canadien s'est apprécié de 1 % en moyenne par rapport au dollar américain, il s'est déprécié de 8 % en moyenne par rapport à la livre sterling, et il s'est déprécié de 7 % en moyenne par rapport à l'euro, comparativement à la période de neuf mois de l'exercice précédent. En raison de l'incidence de la variation des taux de change respectifs par rapport à l'an dernier, le bénéfice net de la Gestion de patrimoine a reculé de 2 millions de dollars, le bénéfice net des Services bancaires américains et internationaux a augmenté de 2 millions, et le bénéfice net des Marchés des Capitaux s'est accru de 4 millions.

Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2007, le dollar canadien s'est apprécié de 7 % en moyenne par rapport au dollar américain, comparativement au trimestre précédent, il s'est apprécié de 6 % en moyenne par rapport à la livre sterling, et il s'est apprécié de 6 % en moyenne par rapport à l'euro. En raison de l'incidence de la variation des taux de change respectifs par rapport au trimestre précédent, le bénéfice net de la Gestion de patrimoine a reculé de 5 millions de dollars, le bénéfice net des Services bancaires américains et internationaux a diminué de 5 millions, et le bénéfice net des Marchés des Capitaux a subi une baisse de 20 millions.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de mesures, y compris le bénéfice net, le rendement de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement de la moyenne du capital de risque. Bien que la mesure du bénéfice net soit conforme aux PCGR, les autres mesures sont considérées comme des mesures hors PCGR. Les mesures non définies par les PCGR n'ont aucune signification normalisée prescrite par les PCGR et ne sont pas nécessairement comparables aux mesures présentées par d'autres institutions financières. De plus amples renseignements sont fournis aux sections Gestion des secteurs d'exploitation et Principales mesures financières (hors PCGR) de notre rapport annuel 2006.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et rendement du capital de risque

Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque, tant sur une base consolidée que par secteur, à titre de mesures du rendement du total du capital investi dans nos secteurs.

Nos calculs consolidés trimestriels du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont fondés sur le bénéfice net trimestriel annualisé attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période, qui exclut les actions privilégiées. Les calculs du rendement trimestriel des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires des secteurs d'exploitation sont fondés sur le bénéfice net sectoriel annualisé attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par la moyenne du capital attribué pour la période. Pour chaque secteur, la moyenne du capital attribué est fondée sur le capital de risque attribué et les montants investis dans l'écart d'acquisition et les actifs incorporels.

Notre rendement trimestriel du capital de risque est fondé sur le bénéfice net annualisé attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le capital de risque attribué (qui exclut l'écart d'acquisition et le capital incorporel ainsi que le capital non attribué). La mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque par secteur est considérée par la direction comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources puisqu'elle permet de mettre en évidence certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents.

Le tableau suivant illustre le rapprochement du calcul du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et rendement du capital de risque

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) (1), (2)	Pour le trimestre terminé le						Pour le trimestre terminé le	
	31 juillet 2007						30 avril 2007	31 juillet 2006
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Services bancaires américains et internationaux	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	699 \$	177 \$	87 \$	360 \$	72 \$	1 395 \$	1 279 \$	1 194 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	–	–	–	–	–	–	(17)
Bénéfice net	699 \$	177 \$	87 \$	360 \$	72 \$	1 395 \$	1 279 \$	1 177 \$
Moins : Dividendes sur actions privilégiées	(10)	(3)	(4)	(6)	(3)	(26)	(22)	(13)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	689 \$	174 \$	83 \$	354 \$	69 \$	1 369 \$	1 257 \$	1 164 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	8 650 \$	2 350 \$	3 650 \$	4 800 \$	2 800 \$	22 250 \$	21 950 \$	20 050 \$
Moins : Capital non attribué	–	–	–	–	1 800	1 800	1 700	2 300
Moins : Écart d'acquisition et capital incorporel	2 150	1 150	1 550	900	–	5 750	5 600	4 800
Moyenne du capital de risque (2)	6 500 \$	1 200 \$	2 100 \$	3 900 \$	1 000 \$	14 700 \$	14 650 \$	12 950 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	31,6 %	29,4 %	9,0 %	29,3 %	9,8 %	24,4 %	23,5 %	23,1 %
Rendement du capital de risque	41,9 %	58,6 %	15,5 %	35,9 %	n.s.	36,9 %	35,2 %	35,7 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) (1), (2)	Pour les neuf mois terminés le						Pour les neuf mois terminés le
	31 juillet 2007						31 juillet 2006
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Services bancaires américains et internationaux	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	2 088 \$	582 \$	221 \$	1 106 \$	171 \$	4 168 \$	3 494 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	–	–	–	–	–	(28)
Bénéfice net	2 088 \$	582 \$	221 \$	1 106 \$	171 \$	4 168 \$	3 466 \$
Moins : Dividendes sur actions privilégiées	(25)	(7)	(10)	(15)	(7)	(64)	(34)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 063 \$	575 \$	211 \$	1 091 \$	164 \$	4 104 \$	3 432 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	8 600 \$	2 350 \$	3 350 \$	4 850 \$	2 700 \$	21 850 \$	19 700 \$
Moins : Capital non attribué	–	–	–	–	1 750	1 750	2 350
Moins : Écart d'acquisition et capital incorporel	2 150	1 200	1 350	900	–	5 600	4 750
Moyenne du capital de risque (2)	6 450 \$	1 150 \$	2 000 \$	3 950 \$	950 \$	14 500 \$	12 600 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	32,1 %	32,7 %	8,4 %	30,2 %	8,0 %	25,1 %	23,3 %
Rendement du capital de risque	42,9 %	65,9 %	14,2 %	36,7 %	n.s.	37,9 %	36,4 %

(1) Les chiffres ayant trait à la moyenne du capital de risque, à l'écart d'acquisition et au capital incorporel, à la moyenne du capital attribué et à la moyenne du capital présentés ci-dessus et dans l'ensemble du présent document ont été arrondis. Ces montants sont calculés à l'aide des soldes de fin de mois pour la période. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque présentés ci-dessus et dans l'ensemble du présent document sont établis en fonction des soldes réels non arrondis.

(2) La moyenne du capital de risque comprend le capital de risque lié au crédit, au risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation), au risque d'assurance, au risque opérationnel, au risque commercial et au risque lié aux immobilisations corporelles. De plus amples renseignements sont fournis à la section « Capital économique » de la rubrique « Gestion du capital ».

n.s. non significatif

Total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) du secteur Marchés des Capitaux, excluant les revenus liés aux entités à détenteurs de droits variables (EDDV) consolidées

Nous consolidons certaines entités conformément à la NOC-15 de l'ICCA, intitulée « Consolidation des entités à détenteurs de droits variables (*variable interest entities*) ». La consolidation d'une EDDV se fonde sur le risque lié à la variabilité des actifs des EDDV auquel nous sommes exposés, et non sur le contrôle des droits de vote. Les revenus et les charges de certaines des EDDV ont été inscrits dans les résultats du secteur Marchés des Capitaux. Toutefois, les montants qui ont été consolidés et qui sont attribuables aux autres investisseurs dans ces EDDV sont compensés dans le poste Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales et n'ont pas d'incidence sur

le bénéfice net présenté. Comme les montants attribuables aux autres investisseurs n'ont pas d'incidence sur le bénéfice net présenté, la direction estime que la mise en évidence de ces éléments augmente la comparabilité des résultats et des ratios connexes du secteur Marchés des Capitaux et permet une comparaison plus utile de notre rendement financier par rapport à celui d'autres institutions financières. Étant donné que les charges ne sont pas considérées comme importantes, nous avons uniquement mis en évidence les revenus attribués au titre des autres investisseurs.

Le tableau suivant illustre le rapprochement du total des revenus (majoré au montant imposable équivalent), excluant les EDDV, du secteur Marchés des Capitaux.

Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 juillet 2006	31 juillet 2007	31 juillet 2006
Total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) (1)	1 158 \$	1 182 \$	1 022 \$	3 570 \$	3 128 \$
Revenus liés aux EDDV compensés dans le poste Part des actionnaires sans contrôle (2)	13	8	32	32	(11)
Total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) en excluant les EDDV	1 145 \$	1 174 \$	990 \$	3 538 \$	3 139 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la section Gestion des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2006.

(2) Correspond aux revenus liés aux entités à détenteurs de droits variables consolidées attribués aux autres investisseurs.

Levier d'exploitation

Le levier d'exploitation représente la différence entre le taux de croissance des revenus (ajusté) et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt (ajusté). Les revenus sont présentés en fonction de la majoration au montant imposable équivalent, et l'incidence des EDDV consolidées n'est pas prise en compte, car celles-ci n'influent pas de manière importante sur nos résultats. Les revenus excluent également les revenus liés aux activités d'Assurance mondiale et certains ajustements comptables liés aux nouvelles normes concernant les instruments financiers. Les frais autres que d'intérêt ne comprennent pas les frais liés aux activités d'Assurance mondiale. Les résultats des activités

d'Assurance mondiale sont exclus, car certaines variations des revenus peuvent être en grande partie contrebalancées par les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, qui ne sont pas compris dans nos calculs du levier d'exploitation ajusté. Nous ne tenons pas compte de l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, car elles entraînent une volatilité comptable, principalement en ce qui concerne les gains et pertes non réalisés découlant de l'évaluation à la juste valeur des instruments, et car elles ne constituent pas une mesure du rendement économique.

Le tableau suivant illustre le calcul du levier d'exploitation ajusté pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les neuf mois terminés le		
	31 juillet 2007	31 juillet 2006	Variation en %
Total des revenus	16 847 \$	15 288 \$	
Ajouter : Ajustement lié au montant imposable équivalent	215	163	
Déduire : Revenus liés aux EDDV	32	(11)	
Déduire : Revenus tirés des activités d'Assurance mondiale	2 305	2 485	
Déduire : Incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers (1)	88	–	
Total des revenus (ajusté)	14 637 \$	12 977 \$	12,8 %
Frais autres que d'intérêt	9 380 \$	8 540 \$	
Déduire : Frais autres que d'intérêt liés aux activités d'Assurance mondiale	400	375	
Frais autres que d'intérêt (ajusté)	8 980 \$	8 165 \$	10,0 %
Levier d'exploitation pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007			2,8 %

(1) Ne tient pas compte de l'incidence, sur les revenus tirés des activités d'Assurance mondiale, de l'adoption des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers.

Revenus consolidés et résultats liés aux activités d'assurance, excluant l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers et certains autres éléments

Au cours des neuf premiers mois de 2007 et de 2006, certains éléments ont influé sur le total des revenus consolidés, sur le poste Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires et sur le poste Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, ainsi que sur les résultats connexes des secteurs d'activité et d'exploitation dans lesquels ils sont présentés. La direction estime que la mise en évidence de ces éléments améliore la comparabilité de nos résultats et permet une comparaison plus utile de notre rendement financier et de celui d'autres institutions financières. Le texte qui suit fournit des détails ainsi qu'un rapprochement.

Incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers

Pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2007, nous avons comptabilisé une perte nette de 212 millions de dollars et une perte nette de 227 millions, respectivement, liées à l'incidence des variations des taux d'intérêt sur l'évaluation à la juste valeur des titres garantissant nos obligations au titre des activités d'assurances vie et maladie. Ces montants ont été comptabilisés dans les revenus liés aux activités d'assurance et ils ont été en grande partie contrebalancés par des variations correspondantes des obligations sous-jacentes comptabilisées dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Par ailleurs, pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2007, nous avons comptabilisé un gain net de 23 millions de dollars et un gain net de

88 millions, respectivement, au titre d'autres éléments incluant les variations de la juste valeur de différents portefeuilles de négociation et billets structurés, et la conversion de certains dépôts libellés en devises. Il y a lieu de se reporter à la section Incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers pour plus de détails à ce sujet. Nous avons adopté ces nouvelles normes comptables sur une base prospective, et le montant net n'a pas eu une incidence importante sur notre bénéfice net déclaré.

Incidence de l'écart de conversion

Au cours du premier trimestre de 2007, nous avons réaffecté certains capitaux de placement étrangers de nos activités d'assurance à l'échelle internationale, lesquels étaient attribués à nos activités de réassurance contre les catastrophes, par suite de notre décision stratégique de délaissier cette division. Nous avons comptabilisé un écart de conversion favorable de 40 millions de dollars (avant et après

impôts) au titre de ces capitaux. Ce montant était auparavant comptabilisé dans les capitaux propres et il a été reclassé dans les résultats au cours du premier trimestre de 2007.

Résultats excluant les charges liées aux ouragans

Nous avons comptabilisé des charges de 61 millions de dollars (avant et après impôts) au titre de nos activités d'assurance au premier trimestre de 2006, relativement aux sinistres nets estimatifs additionnels liés aux dommages découlant principalement de l'ouragan Wilma survenu à la fin d'octobre 2005.

Le tableau suivant présente le rapprochement des revenus consolidés, ainsi que des résultats des activités d'Assurance mondiale et des activités d'assurance, compte non tenu de l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers et des éléments dont il est fait mention ci-dessus.

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le							
	31 juillet 2007				30 avril 2007			
	Revenus consolidés (1)	Revenus tirés des activités d'Assurance mondiale (2)	Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires (1)	Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance (1)	Revenus consolidés (1)	Revenus tirés des activités d'Assurance mondiale (2)	Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires (1)	Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance (1)
Montants présentés selon les PCGR	5 480 \$	590 \$	590 \$	343 \$	5 669 \$	855 \$	855 \$	677 \$
Exclure : Incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers	189	212	212	208	(87)	(55)	(55)	(58)
Montants excluant l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers et certains éléments mentionnés ci-dessus	5 669 \$	802 \$	802 \$	551 \$	5 582 \$	800 \$	800 \$	619 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les neuf mois terminés le							
	31 juillet 2007				31 juillet 2006			
	Revenus consolidés (1)	Revenus tirés des activités d'Assurance mondiale (2)	Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires (1)	Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance (1)	Revenus consolidés (1)	Revenus tirés des activités d'Assurance mondiale (2)	Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires (1)	Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance (1)
Montants présentés selon les PCGR	16 847 \$	2 305 \$	2 265 \$	1 536 \$	15 288 \$	2 485 \$	2 485 \$	1 898 \$
Exclure : Incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers	139	227	227	219	–	–	–	–
Incidence de l'écart de conversion	–	(40)	–	–	–	–	–	–
Charges liées aux ouragans	–	–	–	–	–	–	–	(61)
Montants excluant l'incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers et certains éléments mentionnés ci-dessus	16 986 \$	2 492 \$	2 492 \$	1 755 \$	15 288 \$	2 485 \$	2 485 \$	1 837 \$

(1) Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement financier.

(2) Pour plus de détails, se reporter à la section Services bancaires canadiens.

Services bancaires canadiens

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 juillet 2006	31 juillet 2007	31 juillet 2006
Revenu net d'intérêt	1 605 \$	1 559 \$	1 498 \$	4 711 \$	4 286 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 302	1 521	1 477	4 357	4 362
Total des revenus	2 907 \$	3 080 \$	2 975 \$	9 068 \$	8 648 \$
Frais autres que d'intérêt	1 356 \$	1 295 \$	1 254 \$	3 926 \$	3 741 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	190	204	121	576	431
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	343	677	627	1 536	1 898
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 018 \$	904 \$	973 \$	3 030 \$	2 578 \$
Bénéfice net	699 \$	618 \$	660 \$	2 088 \$	1 751 \$
Revenus par division					
Particuliers clients (1)	1 284 \$	1 262 \$	1 197 \$	3 783 \$	3 420 \$
Services financiers à l'entreprise (1)	585	552	541	1 692	1 582
Solutions cartes et paiements (1)	448	411	416	1 288	1 161
Assurance mondiale	590	855	821	2 305	2 485
Principales données moyennes figurant au bilan et autres renseignements (2)					
Rendement des capitaux propres (3)	31,6 %	29,0 %	32,6 %	32,1 %	29,3 %
Marge nette d'intérêt (4)	3,15 %	3,25 %	3,26 %	3,19 %	3,21 %
Levier d'exploitation (activités des Services bancaires) (5)	(0,9)%	9,6 %	3,9 %	4,9 %	4,6 %
Total des actifs productifs (6)	202 200 \$	196 800 \$	182 500 \$	197 200 \$	178 300 \$
Prêts et acceptations (6)	202 400	195 900	182 300	196 600	177 100
Dépôts	147 200	145 100	140 600	146 100	137 900
Biens administrés	51 200	49 700	42 100	51 200	42 100
Biens sous gestion	300	300	300	300	300
Primes d'assurance brutes et dépôts	889	816	860	2 600	2 542
Services bancaires (1)					
Total des revenus	2 317 \$	2 225 \$	2 154 \$	6 763 \$	6 163 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	190	204	121	576	431
Frais autres que d'intérêt	1 219	1 160	1 123	3 526	3 366
Bénéfice net	596	566	599	1 748	1 555
Assurance mondiale					
Total des revenus	590 \$	855 \$	821 \$	2 305 \$	2 485 \$
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	343	677	627	1 536	1 898
Frais autres que d'intérêt	137	135	131	400	375
Bénéfice net	103	52	61	340	196

(1) Les services bancaires du secteur Services bancaires canadiens se composent des services suivants : Particuliers clients, Services financiers à l'entreprise et Solutions cartes et paiements.

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(3) Le rendement des capitaux propres des secteurs d'exploitation constitue une mesure financière hors PCGR et il est calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR pour une analyse plus détaillée et un rapprochement.

(4) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne de l'actif productif. La moyenne de l'actif productif est calculée à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(5) Correspond à la différence entre le taux de croissance des revenus et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt des Services bancaires.

(6) Le total des actifs productifs et les prêts et les acceptations comprennent la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, laquelle, pour le trimestre terminé le 31 juillet 2007, s'est établie à 18,7 milliards de dollars et à 3,7 milliards, respectivement (18,5 milliards et 3,7 milliards au 30 avril 2007; 16,0 milliards et 3,7 milliards au 31 juillet 2006).

Troisième trimestre de 2007 par rapport au troisième trimestre de 2006

Le bénéfice net s'est établi à 699 millions de dollars, en hausse de 39 millions ou 6 % par rapport à l'an dernier. Cette augmentation est attribuable à l'amélioration des résultats de l'Assurance mondiale, qui tient principalement aux résultats techniques favorables au chapitre de l'invalidité ce trimestre, ainsi qu'à la forte croissance de nos activités de réassurance vie en Europe. Le bénéfice net des Services bancaires a diminué légèrement comparativement au dernier exercice, car la solide croissance des prêts et des dépôts a été neutralisée par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités et des investissements dans la croissance future, par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances, ainsi que par la diminution de la marge d'intérêt.

Services bancaires

Le bénéfice net des Services bancaires a reculé de 3 millions de dollars.

Le total des revenus a augmenté de 163 millions de dollars ou 8 % par rapport à l'an dernier. L'augmentation est principalement attribuable à la forte croissance des volumes dans l'ensemble des secteurs d'activité, laquelle reflète la mise en œuvre fructueuse de nos initiatives visant la croissance ainsi que les conditions de marché généralement favorables au pays.

Les revenus tirés des services *Particuliers clients* ont augmenté de 87 millions de dollars ou 7 %. L'augmentation reflète en grande partie la forte croissance continue du financement aux fins d'accès à la propriété et la hausse des soldes des dépôts découlant principalement du récent lancement fructueux de produits et services. La hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement découlant des ventes nettes élevées et de l'appréciation du capital lié à nos activités de placement s'adressant aux épargnants, de même que l'augmentation des volumes liés à nos activités de négociation s'inscrivant dans le cadre de nos activités de placements en direct ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts liés aux dépôts.

Les revenus tirés des *Services financiers à l'entreprise* ont augmenté de 44 millions de dollars ou 8 %, en raison principalement de la croissance solide des prêts et des dépôts, laquelle a été neutralisée en partie par la diminution des marges liées aux dépôts.

Les revenus tirés des *Solutions cartes et paiements* se sont accrus de 32 millions de dollars ou 8 %, résultat qui reflète en grande partie les soldes élevés ainsi que l'accroissement des transactions et l'amélioration des écarts, résultats qui ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts liés à notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit.

La marge nette d'intérêt a diminué de 11 points de base par rapport à l'an dernier, en raison principalement de l'incidence des modifications apportées à la gamme de produits et de la compression des écarts liés aux prêts hypothécaires et aux dépôts des particuliers.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 102 millions de dollars ou 8 %, résultat qui reflète principalement la hausse des coûts à l'appui de nos initiatives visant la croissance et les investissements à l'appui de notre croissance future. Ces coûts supplémentaires reflètent une expansion de 6 % des équipes de vente et de service, l'ouverture de nouvelles succursales et les programmes de modernisation des succursales, ainsi que la hausse des coûts liés au développement de systèmes. L'augmentation des pertes hors exploitation a également contribué à la hausse.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 69 millions de dollars ou 57 % par rapport à l'an dernier et tend à retrouver un niveau plus normal comparativement au creux cyclique enregistré l'an dernier. L'augmentation est en grande partie imputable à la hausse des provisions au titre de nos portefeuilles de prêts sur cartes de crédit et de marges de crédit non garanties aux particuliers, qui reflète principalement la hausse des taux de pertes et la croissance des portefeuilles. L'augmentation s'explique aussi par l'accroissement des provisions au titre de nos portefeuilles de prêts aux petites entreprises et de prêts commerciaux, qui tient en grande partie à l'augmentation du nombre de prêts douteux.

Assurance mondiale

Le bénéfice net de l'Assurance mondiale a augmenté de 42 millions de dollars ou 69 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement des résultats techniques favorables au chapitre de l'invalidité et de la forte croissance de nos activités de réassurance vie en Europe. L'augmentation tient aussi à un ajustement favorable de la provision actuarielle ce trimestre, qui reflète une modification de notre stratégie liée au portefeuille de placements. Une analyse détaillée des revenus tirés des activités d'assurance et des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance est présentée à la section Rendement financier.

Troisième trimestre de 2007 par rapport au troisième trimestre de 2006 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net a augmenté de 337 millions de dollars ou 19 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement des solides résultats liés à toutes nos activités, qui reflètent la mise en œuvre fructueuse de nos initiatives visant la croissance et les mesures efficaces de compression des coûts. Nos résultats reflètent également la comptabilisation, à l'exercice précédent, de charges liées aux ouragans, ainsi qu'un ajustement favorable au titre de la réaffectation de certains capitaux de placements étrangers au cours de la période considérée. La hausse du bénéfice net a été neutralisée en partie par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités et par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Services bancaires

Le bénéfice net des Services bancaires s'est accru de 193 millions de dollars ou 12 %, en raison principalement de la forte croissance de tous nos secteurs d'activité.

Le total des revenus a augmenté de 600 millions de dollars ou 10 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète la forte croissance du financement aux fins d'accession à la propriété et des services de placement s'adressant aux épargnants, des soldes des prêts et des dépôts des entreprises, ainsi que des soldes des prêts sur cartes de crédit et des volumes de transactions.

La marge nette d'intérêt a diminué de 2 points de base comparativement à l'an dernier, résultat qui reflète principalement l'incidence des modifications apportées à la gamme de produits.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrues de 160 millions de dollars ou 5 %, résultat qui reflète principalement la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris l'expansion des équipes de vente et de service, et l'augmentation des coûts liés au développement de systèmes ainsi que des frais de marketing et des coûts liés aux locaux.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 145 millions de dollars ou 34 % par rapport à l'an dernier et tend à retrouver un niveau plus normal comparativement au creux cyclique enregistré l'an dernier. L'augmentation est en grande partie imputable à la hausse des provisions au titre de nos portefeuilles de marges de crédit non garanties aux particuliers et de prêts sur cartes de crédit, qui reflète principalement la hausse des taux de pertes et la croissance des portefeuilles. L'augmentation s'explique aussi par l'accroissement des provisions au titre de nos portefeuilles de prêts aux petites entreprises et de prêts commerciaux, qui tient en grande partie à l'augmentation du nombre de prêts douteux.

Assurance mondiale

Le bénéfice net de l'Assurance mondiale a augmenté de 144 millions de dollars ou 73 % par rapport à l'an dernier. L'augmentation reflète principalement la comptabilisation, à l'exercice précédent, de charges liées aux ouragans, ainsi que l'incidence favorable d'un ajustement au titre de la réaffectation de certains capitaux de placements étrangers au premier trimestre de 2007. L'augmentation tient aussi à la forte croissance de nos activités de réassurance vie en Europe et au niveau plus élevé d'ajustements favorables de la provision actuarielle nette au cours de la période considérée. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des revenus tirés de nos activités de réassurance contre les catastrophes puisque nous avons cessé d'assurer de nouvelles activités. Une analyse détaillée des revenus tirés des activités d'assurance et des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance est présentée à la section Rendement financier.

Troisième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2007

Le bénéfice net a augmenté de 81 millions de dollars ou 13 % comparativement au trimestre précédent, en raison de l'amélioration des résultats de tous nos secteurs d'activité, et principalement des résultats liés à l'Assurance mondiale ainsi qu'aux Solutions cartes et paiements. Les résultats à la hausse de l'Assurance mondiale reflètent principalement l'amélioration des résultats techniques au chapitre de l'invalidité. Les résultats des Services bancaires ont également augmenté, en raison essentiellement de la hausse des soldes des prêts sur cartes de crédit et des volumes de transactions découlant de la croissance des activités et de facteurs saisonniers. La croissance des prêts et des dépôts, le financement aux fins d'accession à la propriété et les dépôts des particuliers, la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances ainsi que l'incidence favorable tenant au fait que le troisième trimestre compte un plus grand nombre de jours que le deuxième trimestre ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'expansion du personnel et par la hausse des coûts liés aux locaux à l'appui de la croissance des Services bancaires, ainsi que par l'augmentation des pertes hors exploitation ce trimestre.

Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 juillet 2006	31 juillet 2007	31 juillet 2006
Revenu net d'intérêt	106 \$	104 \$	99 \$	318 \$	296 \$
Revenus tirés des services tarifés (1)	545	524	446	1 571	1 283
Revenus tirés des transactions et autres revenus (1)	355	380	298	1 117	1 005
Total des revenus	1 006 \$	1 008 \$	843 \$	3 006 \$	2 584 \$
Frais autres que d'intérêt	747 \$	722 \$	646 \$	2 171 \$	1 942 \$
Dotations à la provision pour pertes sur créances	–	–	–	–	1
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	259 \$	286 \$	197 \$	835 \$	641 \$
Bénéfice net	177 \$	194 \$	136 \$	582 \$	440 \$
Revenus par division					
Gestion de patrimoine – Canada	369 \$	366 \$	316 \$	1 091 \$	956 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis et International	493	508	413	1 509	1 284
Gestion mondiale d'actifs	144	134	114	406	344
Autres renseignements					
Rendement des capitaux propres (2)	29,4 %	34,3 %	24,7 %	32,7 %	27,5 %
Biens administrés	505 100 \$	505 800 \$	458 300 \$	505 100 \$	458 300 \$
Biens sous gestion	159 600	158 700	133 800	159 600	133 800

(1) Présenté à titre de revenus autres que d'intérêt.

(2) Le rendement des capitaux propres des secteurs d'exploitation constitue une mesure financière hors PCGR et il est calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR pour une analyse plus détaillée et un rapprochement.

Troisième trimestre de 2007 par rapport au troisième trimestre de 2006

Le bénéfice net a augmenté de 41 millions de dollars ou 30 % par rapport à l'an dernier. L'augmentation tient principalement à la solide croissance continue du bénéfice tiré de nos activités au pays, ainsi qu'à la croissance élevée du bénéfice tiré de nos activités aux États-Unis et dans les autres pays, résultats qui reflètent la mise en œuvre fructueuse de nos initiatives visant la croissance et les conditions du marché généralement favorables. Les revenus tirés des services tarifés se sont accrues en raison de la forte croissance des actifs des clients découlant du niveau élevé des nouvelles ventes et de l'appréciation du capital, tandis que la hausse des revenus tirés des transactions et des autres revenus tient principalement à l'accroissement des volumes liés aux services de courtage. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant de l'augmentation des revenus tirés des commissions, et par l'accroissement des coûts à l'appui de la croissance des activités.

Le total des revenus s'est accru de 163 millions de dollars ou 19 % par rapport à l'an dernier, et cette augmentation est attribuable à tous les secteurs d'activité.

Les revenus tirés de la *Gestion de patrimoine – Canada* ont augmenté de 53 millions de dollars ou 17 %, en raison principalement de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète le montant net des nouvelles ventes, l'appréciation du capital et l'embauche et la fidélisation de conseillers chevronnés. La hausse des volumes des transactions effectuées par des clients s'inscrivant dans le cadre de nos activités de courtage a également contribué à l'augmentation.

Les revenus tirés de la *Gestion de patrimoine – États-Unis et International* ont progressé de 80 millions de dollars ou 19 %. Libellés en dollars américains, les revenus ont augmenté de 91 millions de dollars ou 25 %. L'augmentation reflète principalement la hausse des volumes des transactions effectuées par des clients s'inscrivant dans le cadre de nos activités de courtage aux États-Unis, la prise en compte de l'acquisition récente de J.B. Hanauer, la croissance continue des actifs liés aux services tarifés des clients, la forte croissance des prêts et des dépôts liés à nos activités de gestion de patrimoine dans les autres pays, ainsi qu'un gain de change sur certains dépôts. De plus amples renseignements sur ce gain sont présentés dans la section Incidence des nouvelles normes concernant les instruments financiers.

Les revenus tirés de la *Gestion mondiale d'actifs* ont augmenté de 30 millions de dollars ou 26 %, en raison principalement des ventes élevées nettes de fonds communs de placement et de l'appréciation du capital.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrues de 101 millions de dollars ou 16 % par rapport à l'an dernier. L'augmentation reflète la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant de la croissance des revenus tirés des commissions, l'augmentation de l'effectif et la hausse des autres coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris l'acquisition de J.B. Hanauer.

Troisième trimestre de 2007 par rapport au troisième trimestre de 2006 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net a augmenté de 142 millions de dollars ou 32 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète la forte croissance des revenus tirés de tous les secteurs d'activité. Ce résultat a été neutralisé en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable et par l'accroissement des coûts à l'appui de la croissance des activités. L'augmentation tient aussi à un gain de change sur certains dépôts.

Le total des revenus s'est accru de 422 millions de dollars ou 16 %, en raison principalement de la forte croissance des actifs liés aux services tarifés des clients dans tous les secteurs d'activité, laquelle reflète le montant des nouvelles ventes, l'appréciation du capital et l'embauche de conseillers chevronnés. La hausse des volumes de transactions s'inscrivant dans le cadre de nos activités de courtage, le gain de change sur certains dépôts et la forte croissance des prêts et des dépôts liés à nos services de gestion de patrimoine dans les autres pays ont également contribué à l'augmentation.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 229 millions de dollars ou 12 % par rapport à l'an dernier, en raison de la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant de l'accroissement des revenus tirés des commissions, de l'augmentation de l'effectif et de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris l'acquisition de J.B. Hanauer.

Troisième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2007

Le bénéfice net a reculé de 17 millions de dollars ou 9 % comparativement au trimestre précédent. La forte croissance des actifs liés aux services tarifés des clients qui reflète le montant net élevé des nouvelles ventes et l'appréciation du capital a été plus que contrebalancée par le ralentissement saisonnier habituel du volume de transactions liées à nos activités de courtage et par la hausse des coûts à l'appui de nos initiatives visant la croissance.

Services bancaires américains et internationaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) (1)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 juillet 2006	31 juillet 2007	31 juillet 2006
Revenu net d'intérêt	263 \$	272 \$	240 \$	792 \$	702 \$
Revenus autres que d'intérêt	259	221	191	668	497
Total des revenus	522 \$	493 \$	431 \$	1 460 \$	1 199 \$
Frais autres que d'intérêt	389 \$	381 \$	307 \$	1 118 \$	904 \$
Dotations à la provision pour pertes sur créances	17	10	5	37	20
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	116 \$	102 \$	119 \$	305 \$	275 \$
Bénéfice net	87 \$	67 \$	82 \$	221 \$	182 \$
Revenus par division					
Services bancaires	302 \$	309 \$	271 \$	887 \$	796 \$
RBC Dexia Investor Services (2)	220	184	160	573	403
Principales données moyennes figurant au bilan et autres renseignements (3)					
Rendement des capitaux propres (4)	9,0 %	7,4 %	12,3 %	8,4 %	10,1 %
Prêts et acceptations	23 800 \$	23 700 \$	19 600 \$	22 900 \$	18 300 \$
Dépôts	35 100	35 600	34 100	34 100	28 200
Biens administrés – RBC Dexia IS (5)	2 190 800	2 119 000	1 832 700	2 190 800	1 832 700

(1) Les résultats déclarés de ce secteur en 2006 portaient sur les activités poursuivies.

(2) Nous avons fusionné les activités des *Services aux institutions et aux investisseurs* avec les activités des services aux investisseurs institutionnels de Dexia le 2 janvier 2006 et créé *RBC Dexia Investor Services*, une nouvelle société. Étant donné que *RBC Dexia IS* présente ses résultats selon le trimestre civil, il existe un décalage de un mois dans la présentation de ses résultats.

(3) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(4) Le rendement des capitaux propres de secteurs d'exploitation constitue une mesure financière hors PCGR et il est calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR pour une analyse plus détaillée et pour un rapprochement.

(5) Le poste Biens administrés – RBC Dexia IS représente le total des biens administrés de RBC Dexia IS, dans laquelle nous détenons une participation de 50 %. *RBC Dexia IS* a été créée le 2 janvier 2006, et nous avons fourni des biens administrés de 1 400 milliards de dollars à la coentreprise au moment de sa création. Étant donné que *RBC Dexia IS* présente ses résultats avec un décalage de un mois, le montant figurant au poste Biens administrés – RBC Dexia IS est présenté au 30 juin 2007.

Troisième trimestre de 2007 par rapport au troisième trimestre de 2006

Le bénéfice net s'est accru de 5 millions de dollars ou 6 % par rapport à l'an dernier. Cette hausse est en grande partie attribuable à la forte croissance des revenus de *RBC Dexia IS* et à la prise en compte des acquisitions récentes de Flag et des succursales d'AmSouth. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités et par la prise en compte des acquisitions effectuées récemment.

Le total des revenus a augmenté de 91 millions de dollars ou 21 % par rapport à l'an dernier.

Les revenus tirés des *Services bancaires* se sont accrus de 31 millions de dollars ou 11 % par rapport à l'an dernier. Libellés en dollars américains, les revenus tirés des *Services bancaires* ont progressé de 41 millions de dollars ou 17 %, en raison principalement de la croissance des prêts et des dépôts, qui reflète principalement la prise en compte de l'acquisition de Flag et des succursales d'AmSouth. L'augmentation des revenus reflète aussi l'ouverture de 17 nouvelles succursales aux États-Unis depuis la période correspondante de l'exercice précédent.

Les revenus de *RBC Dexia IS* ont augmenté de 60 millions de dollars ou 38 %, en raison principalement de la croissance des services de garde et des activités de prêt de titres, laquelle reflète les importantes activités sur le marché et l'acquisition de nouveaux clients, ainsi que la croissance des volumes de transactions effectuées par les clients existants.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 82 millions de dollars ou 27 % par rapport à l'an dernier, à l'appui de la croissance des activités. Les coûts de traitement et les coûts liés à l'effectif de *RBC Dexia IS* ont augmenté en raison de l'accroissement des volumes d'activités, tandis que la hausse des coûts liés aux *Services bancaires* reflète la prise en compte des acquisitions effectuées récemment et l'ouverture de nouvelles succursales.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 12 millions de dollars, en raison principalement du niveau plus élevé de radiations nettes et de l'augmentation du nombre de prêts douteux, les faibles niveaux ayant récemment fait place à des niveaux plus normaux.

Troisième trimestre de 2007 par rapport au troisième trimestre de 2006 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net a augmenté de 39 millions de dollars ou 21 % par rapport à l'an dernier. L'augmentation est principalement attribuable à la forte croissance des activités de *RBC Dexia IS* et à la prise en compte des acquisitions récentes liées aux *Services bancaires*. L'augmentation tient aussi à la constatation des résultats de *RBC Dexia IS* pour un mois

supplémentaire au cours de la période considérée. L'augmentation a été neutralisée en partie par une perte à la vente de certains titres du compte de placement au premier trimestre de 2007, découlant de la restructuration stratégique du portefeuille de placements de RBC Centura visant à profiter des débouchés sur le marché ainsi que de la croissance du bilan.

Le total des revenus s'est accru de 261 millions de dollars ou 22 % par rapport à l'an dernier. L'augmentation est principalement attribuable à *RBC Dexia IS*, et elle reflète les importantes activités sur le marché, la prise en compte des résultats pour un mois supplémentaire, ainsi que la croissance des activités. Les résultats des *Services bancaires* sont également à la hausse, en raison principalement de la croissance des prêts et des dépôts tenant à la prise en compte des acquisitions effectuées récemment. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une perte découlant de la restructuration du portefeuille de placements de RBC Centura, comme il est mentionné ci-dessus.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 214 millions de dollars ou 24 % par rapport à l'an dernier. Cette augmentation reflète en grande partie la hausse des coûts à l'appui de l'accroissement des volumes d'activités de *RBC Dexia IS*, la prise en compte des acquisitions effectuées récemment et les coûts d'intégration connexes, et l'ouverture de nouvelles succursales. L'augmentation tient aussi à la hausse des coûts liée à la constatation des résultats de *RBC Dexia IS* pour un mois supplémentaire, ainsi qu'à l'expansion des équipes de vente et de service dans les succursales.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 17 millions de dollars, en raison principalement du niveau plus élevé de radiations nettes et de l'augmentation du nombre de prêts douteux, les faibles niveaux ayant récemment fait place à des niveaux plus normaux.

Troisième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2007

Le bénéfice net s'est accru de 20 millions de dollars ou 30 % par rapport au trimestre précédent. L'augmentation reflète en partie l'accroissement du volume des activités de *RBC Dexia IS* découlant de facteurs saisonniers, des importantes activités sur le marché et de l'accroissement de la clientèle. L'augmentation tient aussi à la baisse des coûts d'intégration liés aux acquisitions, à l'incidence favorable tenant au fait que le troisième trimestre compte un nombre de jours plus élevé que le deuxième trimestre et à la prise en compte des résultats des succursales d'AmSouth dans les résultats des *Services bancaires* pour l'ensemble du trimestre. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une baisse de la valeur de conversion des résultats libellés en dollars américains et en euros découlant du raffermissement du dollar canadien.

Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 juillet 2006	31 juillet 2007	31 juillet 2006
Revenu net d'intérêt (majoré au montant imposable équivalent) (1)	175 \$	169 \$	28 \$	400 \$	138 \$
Revenus autres que d'intérêt	983	1 013	994	3 170	2 990
Total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) (1)	1 158 \$	1 182 \$	1 022 \$	3 570 \$	3 128 \$
Frais autres que d'intérêt	693 \$	754 \$	648 \$	2 185 \$	1 959 \$
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(7)	(5)	(7)	(20)	(115)
Bénéfice net avant impôts (majoré au montant imposable équivalent) et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales (1)	472 \$	433 \$	381 \$	1 405 \$	1 284 \$
Bénéfice net	360 \$	350 \$	303 \$	1 106 \$	1 055 \$
Revenus par division					
Marchés mondiaux	622 \$	682 \$	644 \$	2 108 \$	1 972 \$
Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers (2)	456	431	341	1 273	1 029
Autres (2)	80	69	37	189	127
Principales données moyennes figurant au bilan et autres renseignements (3)					
Rendement des capitaux propres (4)	29,3 %	28,5 %	28,2 %	30,2 %	32,7 %
Titres du compte de négociation	154 300 \$	154 900 \$	129 100 \$	155 000 \$	130 400 \$
Prêts et acceptations	28 100	27 800	22 100	27 800	21 300
Dépôts	124 700	130 400	102 200	127 000	106 800

(1) Majoration au montant imposable équivalent. Une analyse plus détaillée est présentée à la section Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

(2) Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2007, nous avons transféré les activités des Entreprises nationales, qui étaient auparavant présentées au poste Autres, dans le poste Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers. Tous les chiffres correspondants des périodes précédentes ont été retraités pour tenir compte de ce transfert.

(3) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(4) Le rendement des capitaux propres des secteurs d'exploitation constitue une mesure financière hors PCGR et il est calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR pour une analyse plus détaillée et pour un rapprochement.

Troisième trimestre de 2007 par rapport au troisième trimestre de 2006

Le bénéfice net a augmenté de 57 millions de dollars ou 19 % par rapport à l'an dernier, en raison du solide rendement de la plupart des secteurs d'activité. Ce rendement reflète en grande partie les importantes activités de fusion et d'acquisition et les activités de montage de titres de participation, les résultats à la hausse au titre des opérations de change et des activités de négociation de titres de participation, ainsi que les gains liés aux dérivés de crédit ayant servi de couverture économique de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des résultats liés aux activités de négociation de titres à revenu fixe, lesquels ont été touchés par l'élargissement des écarts de taux, par les craintes liées au marché des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis et par la diminution des liquidités sur le marché à la fin du trimestre.

Le total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) a progressé de 136 millions de dollars ou 13 % par rapport à l'an dernier. Le total des revenus (majoré au montant imposable équivalent), compte non tenu des EDDV, s'est établi à 1 145 millions de dollars, en hausse de 155 millions ou 16 % comparativement à l'an dernier. Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR pour un rapprochement du total des revenus (majoré au montant imposable équivalent), compte non tenu des EDDV.

Les revenus des *Marchés mondiaux* ont diminué de 22 millions de dollars ou 3 %, résultat qui tient principalement à la baisse des revenus liés à la négociation de titres à revenu fixe, qui a été neutralisée en partie par la hausse des revenus tirés des opérations de change et par l'accroissement des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation qui découle de l'expansion de certaines stratégies en matière de négociation.

Les revenus des *Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers* ont augmenté de 115 millions de dollars ou 34 %, en raison surtout de l'augmentation des activités de fusion et d'acquisition au Canada et aux États-Unis et de la prise en compte de RBC Carlin et de RBC Daniels. L'augmentation tient aussi à la hausse des distributions sur les placements privés et à l'accroissement des activités de montage de titres de participation dans l'ensemble des secteurs géographiques.

Les revenus tirés des *Autres services* se sont accrus de 43 millions de dollars ou 116 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète en grande partie les gains liés aux dérivés de crédit découlant de l'élargissement des écarts de taux.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 45 millions de dollars ou 7 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la prise en compte des acquisitions effectuées récemment et de l'augmentation des coûts à l'appui de nos initiatives visant la croissance, notamment ceux liés à l'augmentation de l'effectif. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des frais au titre de la rémunération variable découlant des résultats à la baisse liés aux activités de négociation.

Troisième trimestre de 2007 par rapport au troisième trimestre de 2006 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net a augmenté de 51 millions de dollars ou 5 % par rapport à l'an dernier, en raison de la croissance élevée enregistrée dans la plupart des secteurs d'activité, qui découle des conditions du marché généralement favorables, de l'expansion des activités et des acquisitions effectuées récemment. L'augmentation a été neutralisée en partie par la contrepassation d'une tranche de la provision générale et par la hausse des recouvrements de pertes sur créances l'an dernier.

Le total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) a progressé de 442 millions de dollars ou 14 % comparativement à l'an dernier, en raison surtout de la hausse des revenus liés aux activités de négociation de titres de participation, laquelle reflète l'expansion de certaines stratégies en matière de négociation, de l'accroissement des activités de montage de titres de participation aux États-Unis et au Canada, de la prise en compte des acquisitions effectuées récemment et de l'accroissement des activités de syndication de prêts. L'augmentation tient aussi à la hausse des distributions sur les placements privés et à l'amélioration des activités de fusion et d'acquisition. Le total des revenus (majoré au montant imposable équivalent), en excluant les EDDV, s'est établi à 3 538 millions de dollars, en hausse de 399 millions ou 13 % comparativement à l'an dernier.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 226 millions de dollars ou 12 % par rapport à l'an dernier, résultat qui tient principalement à l'accroissement des coûts à l'appui de la croissance de nos activités, notamment les coûts liés à l'augmentation de l'effectif, ainsi qu'à la prise en compte des acquisitions effectuées récemment. L'augmentation tient également à la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement accru des activités.

Le recouvrement de pertes sur créances s'est établi à 20 millions de dollars pour la période considérée, comparativement à un recouvrement de 65 millions l'an dernier, résultat qui comprenait également la contrepassation d'une tranche de 50 millions de la provision générale.

Troisième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2007

Le bénéfice net s'est accru de 10 millions de dollars ou 3 % par rapport au trimestre précédent, malgré l'incidence défavorable de 20 millions découlant du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de

conversion du bénéfice libellé en dollars américains et en livres sterling. L'augmentation est en grande partie attribuable à une diminution de la rémunération variable découlant du rendement à la baisse de certains secteurs d'activité.

Services de soutien généraux

Les résultats déclarés des Services de soutien généraux reflètent en grande partie les activités mises en œuvre au profit de l'organisation qui ne sont pas attribuées aux secteurs d'exploitation, telles que certains éléments du financement de l'entreprise, les activités de titrisation et les résultats nets liés au capital non attribué. Les résultats comprennent également les ajustements de consolidation, y compris les écritures d'élimination des résultats majorés au montant imposable équivalent comptabilisés dans les résultats du secteur Marchés des Capitaux, qui ont trait à la majoration au montant imposable équivalent

des revenus tirés des dividendes imposables de sociétés canadiennes. Ces majorations sont inscrites dans le revenu net d'intérêt et elles sont compensées dans la charge d'impôts.

Compte tenu de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés dans ce secteur, nous sommes d'avis qu'une analyse des tendances d'une période à l'autre n'est pas pertinente. Les renseignements qui suivent portent sur les éléments importants qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 juillet 2006	31 juillet 2007	31 juillet 2006
Revenu net d'intérêt (majoré au montant imposable équivalent) (1)	(171)\$	(203)\$	(99)\$	(475)\$	(357)\$
Revenus autres que d'intérêt	58	109	34	218	86
Total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) (1)	(113)\$	(94)\$	(65)\$	(257)\$	(271)\$
Frais autres que d'intérêt	(20)	(4)	6	(20)	(6)
Recouvrement de pertes sur créances	(22)	(21)	(20)	(65)	(67)
Perte nette avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales (majoré au montant imposable équivalent) (1)	(71)\$	(69)\$	(51)\$	(172)\$	(198)\$
Bénéfice net	72 \$	50 \$	13 \$	171 \$	66 \$
Principales données moyennes figurant au bilan et autres renseignements (2)					
Total de l'actif	(7 100)\$	(5 800)\$	(5 600)\$	(6 200)\$	(5 300)\$
Titrisation					
Total des créances titrisées et vendues en cours (3)	20 826	19 664	16 109	20 826	16 109
Nouvelles opérations de titrisation au cours de la période (4)	1 834	1 583	1 442	4 855	5 470

(1) Majoration au montant imposable équivalent. Une analyse plus détaillée est présentée à la section Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation. Ces montants tiennent compte de l'écriture d'élimination des ajustements liés à certains revenus avantageux sur le plan fiscal (dividendes imposables de sociétés canadiennes) comptabilisés dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant pour le trimestre terminé le 31 juillet 2007 s'est établi à 79 millions de dollars (66 millions au 30 avril 2007; 46 millions au 31 juillet 2006). Le montant pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007 s'est chiffré à 215 millions de dollars (163 millions au 31 juillet 2006).

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(3) Le total des créances titrisées et vendues en cours se compose de créances liées aux prêts sur cartes de crédit et aux prêts hypothécaires résidentiels.

(4) Les nouvelles opérations de titrisation se composent des créances liées aux prêts hypothécaires résidentiels et aux prêts sur cartes de crédit titrisées et vendues au cours de la période. Se reporter à la note 4 des Notes complémentaires des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour plus de détails à ce sujet. Ce montant ne tient pas compte des activités de titrisation de prêts hypothécaires commerciaux du secteur Marchés des Capitaux.

Troisième trimestre de 2007

Le bénéfice net de 72 millions de dollars reflète principalement des montants d'impôts qui avaient essentiellement trait aux activités de financement de l'entreprise et qui n'ont pas été attribués aux secteurs d'exploitation, ainsi qu'un règlement fiscal favorable ayant trait à des exercices antérieurs. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les pertes liées aux activités de titrisation ce trimestre.

Deuxième trimestre de 2007

Le bénéfice net de 50 millions de dollars reflète principalement l'incidence du règlement favorable de vérifications fiscales concernant des exercices précédents, ainsi que des montants d'impôts qui avaient essentiellement trait aux activités de financement de l'entreprise et qui n'ont pas été attribués aux secteurs d'exploitation. Des gains liés aux activités de titrisation ont également été comptabilisés au cours du trimestre. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les ajustements au titre du financement effectués ce trimestre, qui avaient trait au trimestre précédent et qui ont été contrebalancés dans les Services bancaires canadiens.

Troisième trimestre de 2006

Le bénéfice net de 13 millions de dollars reflète principalement des montants d'impôts qui avaient essentiellement trait aux activités de financement de l'entreprise et qui n'ont pas été attribués aux secteurs

d'exploitation, ainsi que les gains à la valeur de marché sur les dérivés liés à certaines couvertures économiques ce trimestre. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les pertes liées aux activités de titrisation comptabilisées ce trimestre.

Troisième trimestre de 2007 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net de 171 millions de dollars pour la période tient compte des montants d'impôts qui avaient essentiellement trait aux activités de financement de l'entreprise et qui n'ont pas été attribués aux secteurs d'exploitation, et du règlement favorable de vérifications fiscales ayant trait à des exercices antérieurs. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les pertes à la valeur de marché sur les dérivés liés à certaines couvertures économiques ainsi que par un ajustement cumulatif au titre des pertes résultant de l'évaluation à la juste valeur de certains dérivés non admissibles à la comptabilité de couverture.

Troisième trimestre de 2006 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net de 66 millions de dollars comptabilisé pour la période reflète principalement des montants d'impôts qui avaient essentiellement trait aux activités de financement de l'entreprise et qui n'ont pas été attribués aux secteurs d'exploitation. Un règlement favorable de vérifications fiscales concernant des exercices précédents a également été comptabilisé au cours de la période.

Résultats par secteur géographique (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le											
	31 juillet 2007				30 avril 2007				31 juillet 2006			
	Canada	États-Unis	Autres pays	Total	Canada	États-Unis	Autres pays	Total	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Total des revenus	3 595 \$	1 108 \$	777 \$	5 480 \$	3 635 \$	1 291 \$	743 \$	5 669 \$	3 444 \$	1 083 \$	679 \$	5 206 \$
Bénéfice net	937 \$	207 \$	251 \$	1 395 \$	827 \$	205 \$	247 \$	1 279 \$	797 \$	151 \$	229 \$	1 177 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les neuf mois terminés le											
	31 juillet 2007				31 juillet 2006							
	Canada	États-Unis	Autres pays	Total	Canada	États-Unis	Autres pays	Total				
Total des revenus	10 941 \$	3 565 \$	2 341 \$	16 847 \$	10 008 \$	3 363 \$	1 917 \$	15 288 \$				
Bénéfice net	2 687 \$	637 \$	844 \$	4 168 \$	2 344 \$	523 \$	599 \$	3 466 \$				

(1) Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Pour plus de détails sur la présentation des résultats par secteur géographique, se reporter à la note 30 de notre rapport annuel 2006.

Troisième trimestre de 2007 par rapport au troisième trimestre de 2006

Le bénéfice net au Canada s'est établi à 937 millions de dollars, en hausse de 140 millions ou 18 % par rapport à l'an dernier. Cette augmentation tient principalement aux résultats à la hausse au chapitre des activités d'assurance au pays et des services de gestion de patrimoine. L'augmentation tient aussi à l'amélioration des activités de fusion et d'acquisition et des activités de montage de titres de participation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'augmentation des coûts traduisant l'accroissement des activités à l'appui de nos initiatives visant la croissance et par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le bénéfice net aux États-Unis s'est chiffré à 207 millions de dollars, en hausse de 56 millions ou 37 % comparativement à l'an dernier. Ce résultat reflète en grande partie l'augmentation des activités de fusion et d'acquisition et des activités de montage de titres de participation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les résultats à la baisse liés aux activités de négociation et par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités.

Le bénéfice net des autres pays s'est établi à 251 millions de dollars, en hausse de 22 millions ou 10 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement d'un règlement favorable de vérifications fiscales au cours du trimestre considéré et de la forte croissance de *RBC Dexia IS*, laquelle reflète les importantes activités sur le marché et l'accroissement de la clientèle. L'augmentation tient aussi à la croissance de nos services de gestion de patrimoine dans les autres pays et de nos activités de réassurance vie en Europe. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'augmentation des coûts liés à l'effectif à l'appui de la croissance des activités.

Troisième trimestre de 2007 par rapport au troisième trimestre de 2006 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net au Canada s'est chiffré à 2 687 millions de dollars, en hausse de 343 millions ou 15 % par rapport à l'an dernier. Cette augmentation reflète principalement les solides résultats que nous continuons d'enregistrer dans la plupart de nos secteurs d'activité au pays. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'augmentation des coûts à l'appui de la croissance des activités, ainsi que par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances au titre de nos portefeuilles de prêts à la consommation et de prêts aux entreprises. Les résultats l'an dernier tenaient compte de la contrepassation d'une tranche de 50 millions de dollars de la provision générale.

Le bénéfice net aux États-Unis s'est établi à 637 millions de dollars, en hausse de 114 millions ou 22 % par rapport à l'an dernier, ce qui reflète principalement les résultats à la hausse au chapitre des activités de négociation de titres de participation et l'augmentation des activités de montage de titres de participation au sein de notre secteur d'activité lié aux marchés des capitaux. La hausse du bénéfice net tient aussi à la croissance de nos activités de courtage aux États-Unis, laquelle reflète l'accroissement du revenu provenant des services tarifés et du volume de transactions effectuées par des clients, ainsi qu'à la prise en compte des acquisitions qui ont été effectuées récemment. Ces facteurs ont été

neutralisés en partie par la diminution des recouvrements au titre des prêts aux grandes entreprises au cours de l'exercice considéré, par la baisse des activités de négociation de certains titres à revenu fixe, et par l'augmentation des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris ceux liés à l'augmentation de l'effectif, à la prise en compte des acquisitions effectuées récemment et à l'ouverture de nouvelles succursales.

Le bénéfice net des autres pays s'est chiffré à 844 millions de dollars, en hausse de 245 millions ou 41 % par rapport à l'an dernier. L'augmentation est en partie attribuable à l'amélioration des résultats d'assurance découlant de la comptabilisation, l'an dernier, de charges liées aux ouragans, ainsi qu'à la comptabilisation, au cours de la période considérée, d'un ajustement favorable au titre de la réaffectation de certains capitaux de placement étrangers. L'augmentation tient aussi à la croissance de *RBC Dexia IS* et de nos activités de gestion de patrimoine dans les autres pays. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable et par les résultats à la baisse liés aux activités de négociation de certains titres à revenu fixe.

Troisième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2007

Le bénéfice net au Canada s'est élevé à 937 millions de dollars, en hausse de 110 millions ou 13 % par rapport à l'an dernier. Cette augmentation reflète en grande partie l'amélioration des résultats techniques au chapitre de l'invalidité et un ajustement favorable de la provision actuarielle. L'augmentation s'explique aussi par l'accroissement des soldes des prêts sur cartes de crédit et des volumes de transactions, ainsi que par l'augmentation des gains et des distributions sur les placements privés et des activités de fusion et d'acquisition. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'augmentation des coûts liés à l'effectif de nos services bancaires, ainsi que par la réduction des activités de montage de titres de participation découlant d'un ralentissement estival modéré.

Le bénéfice net aux États-Unis s'est établi à 207 millions de dollars, en hausse de 2 millions ou 1 % par rapport au trimestre précédent. La baisse des coûts liés aux acquisitions, l'incidence favorable du fait que le troisième trimestre compte un nombre de jours plus élevé que le deuxième trimestre et la prise en compte des résultats des succursales d'AmSouth pour un trimestre complet ont été en grande partie contrebalancés par les résultats à la baisse au titre des activités de négociation de titres de participation, par la diminution des activités de montage de titres de participation, ainsi que par la baisse des volumes d'activités de courtage en raison d'un ralentissement saisonnier modéré.

Le bénéfice net des autres pays s'est chiffré à 251 millions de dollars, en hausse de 4 millions ou 2 % par rapport au trimestre précédent. Cette hausse tient principalement à un règlement favorable de vérifications fiscales au cours du trimestre considéré, à l'augmentation des volumes de *RBC Dexia IS* découlant de facteurs saisonniers, de la croissance des activités sur le marché et de l'accroissement de la clientèle, ainsi qu'à l'augmentation des activités de fusion et d'acquisition.

Situation financière

Données figurant au bilan

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2007	Au 30 avril 2007	Au 31 juillet 2006
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	10 159 \$	8 512 \$	11 430 \$
Valeurs mobilières	190 219	198 509	172 803
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	77 183	72 142	63 981
Prêts	232 799	225 649	205 920
Autres actifs	90 580	81 440	67 436
Total de l'actif	604 582	589 076	523 969
Dépôts	376 325	372 728	334 702
Autres passifs	194 266	182 274	156 398
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 560	1 508	1 800
Capitaux propres	24 547	24 081	21 547

Troisième trimestre de 2007 par rapport au troisième trimestre de 2006

Le *total de l'actif* a augmenté de 81 milliards de dollars ou 15 % par rapport à l'an dernier. Cette augmentation a touché la plupart des catégories d'actifs, et elle est en grande partie attribuable à la croissance des activités de négociation et de prêt, ainsi qu'à la forte croissance des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts aux petites entreprises, laquelle découle des conditions du marché généralement favorables au pays.

Les *dépôts productifs d'intérêts à des banques* ont reculé de 1 milliard de dollars ou 11 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète en grande partie les modifications apportées à la composition de nos portefeuilles afin de tirer profit des actifs générant des rendements plus élevés.

Les *valeurs mobilières* ont progressé de 17 milliards de dollars ou 10 % par rapport à l'an dernier, résultat qui est principalement attribuable à l'augmentation des titres du compte de négociation à l'appui de la croissance des activités de négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe. Au 31 juillet 2007, le montant net de notre exposition au marché des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis s'élevait à 1,1 milliard de dollars, soit moins de 0,2 % du total de notre actif. Notre exposition est principalement liée à des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et à des titres adossés à des créances avec flux groupés, lesquels sont tous de première qualité; 59 % de ces placements sont assortis d'une cote AAA.

Les *biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés* ont augmenté de 13 milliards de dollars ou 21 % par rapport à l'an dernier. L'augmentation reflète principalement la hausse des soldes à l'appui de certaines stratégies en matière de négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe.

Les *prêts* se sont accrus de 27 milliards de dollars ou 13 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète les hausses liées à toutes les catégories de produits. La hausse la plus importante est attribuable aux prêts hypothécaires résidentiels au pays, lesquels se sont accrus de 11 milliards de dollars ou 11 % (malgré l'effet compensatoire des 13 milliards de dollars de prêts titrisés au cours des 12 derniers mois) et aux prêts aux particuliers, en raison principalement de la demande visant les produits de la gamme Marge Proprio et du maintien de solides activités sur les marchés de l'habitation au pays. L'augmentation tient aussi à la croissance élevée des prêts aux entreprises et aux gouvernements, qui ont progressé de 10 milliards de dollars ou 17 %, résultat qui reflète notamment la croissance des prêts aux grandes entreprises et l'accroissement du financement par emprunts au Royaume-Uni.

Les *autres actifs* ont augmenté de 23 milliards de dollars ou 34 %. L'augmentation est en grande partie attribuable à la hausse des montants liés aux dérivés reflétant en grande partie la croissance des activités et la variation des conditions du marché. L'augmentation tient aussi à l'accroissement des montants à recevoir de courtiers, lequel découle de la croissance des activités.

Les *dépôts* se sont accrus de 42 milliards de dollars ou 12 % par rapport à l'an dernier. Cette augmentation tient principalement à la croissance des dépôts des entreprises et des gouvernements à l'appui des besoins de financement liés à nos activités de négociation et de prêts et de la croissance des activités. L'augmentation tient aussi à la hausse des dépôts des particuliers, qui reflète principalement le succès de nos nouveaux produits et services au pays, la prise en compte des

acquisitions effectuées récemment aux États-Unis, ainsi que la croissance des activités.

Les *autres passifs* ont augmenté de 38 milliards de dollars ou 24 % par rapport à l'an dernier. Cette augmentation tient principalement aux montants liés aux dérivés reflétant en grande partie l'accroissement des activités et la variation des conditions du marché. L'augmentation s'explique également par l'accroissement des activités se rapportant aux prêts de titres et aux titres vendus à découvert, ainsi que par la hausse des montants à payer aux courtiers à l'appui des activités.

Les *capitaux propres* ont progressé de 3 milliards de dollars ou 14 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la solide croissance du bénéfice, déduction faite des dividendes, ainsi que de l'émission nette de 1 milliard de dollars d'actions privilégiées depuis l'an dernier.

Troisième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2007

Le *total de l'actif* a augmenté de 16 milliards de dollars ou 3 % par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation reflète la croissance enregistrée dans la plupart des catégories d'actifs, et elle est en grande partie attribuable à la hausse des montants liés aux dérivés. Elle a été partiellement contrebalancée par une diminution des activités de négociation de titres à revenu fixe.

Les *dépôts productifs d'intérêts à des banques* ont augmenté de 2 milliards de dollars ou 19 % comparativement au trimestre précédent, en raison principalement du niveau accru des liquidités de RBC Dexia IS.

Les *valeurs mobilières* ont diminué de 8 milliards de dollars ou 4 % par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la diminution des activités de négociation de titres à revenu fixe ce trimestre.

Les *biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés* ont augmenté de 5 milliards de dollars ou 7 % par rapport au trimestre précédent, principalement à l'appui de nos stratégies en matière de négociation de titres de participation.

Les *prêts* se sont accrus de 7 milliards de dollars ou 3 % par rapport au trimestre précédent. L'augmentation découle de la croissance enregistrée relativement à toutes les catégories de produits, principalement les prêts hypothécaires résidentiels et les prêts aux particuliers au pays, en raison surtout du maintien de la forte demande visant les produits de la gamme Marge Proprio.

Les *autres actifs* ont augmenté de 9 milliards de dollars ou 11 % par rapport au trimestre précédent, résultat qui est principalement attribuable aux montants liés aux dérivés, qui reflètent essentiellement la croissance des activités et la variation des conditions du marché.

Les *dépôts* se sont accrus de 4 milliards de dollars ou 1 % par rapport au trimestre précédent. L'augmentation découle de l'accroissement des dépôts des entreprises et des gouvernements à l'appui des besoins de financement liés à nos activités de prêts et de négociation.

Les *autres passifs* ont augmenté de 12 milliards de dollars ou 7 % par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient en grande partie aux montants liés aux dérivés qui reflètent principalement l'accroissement des activités et la variation des conditions du marché. L'augmentation s'explique aussi par l'accroissement des activités liées aux prêts de titres vendus à découvert à l'appui des activités.

Les *capitaux propres* ont progressé de 0,5 milliard de dollars ou 2 % par rapport au trimestre précédent, en raison de la croissance du bénéfice, déduction faite des dividendes.

Gestion du capital

Nous gérons activement notre capital afin d'équilibrer la volonté de maintenir de solides ratios de capital et de conserver des cotes de crédit élevées avec l'objectif visant à fournir des rendements élevés à nos actionnaires. Se reporter aux pages 64 à 68 de notre rapport annuel 2006 pour une analyse plus détaillée.

Capital réglementaire et ratios de capital

La suffisance du capital des banques canadiennes est réglementée suivant les lignes directrices établies par le BSIF, fondées sur les normes de la Banque des règlements internationaux.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) (1)	Au 31 juillet 2007	Au 30 avril 2007	Au 31 octobre 2006	Au 31 juillet 2006
Capital de première catégorie	23 202 \$	22 716 \$	21 478 \$	20 888 \$
Capital total	28 443	28 506	26 664	27 148
Total de l'actif ajusté en fonction des risques (2)	250 197	243 202	223 709	218 482
Ratios de capital				
Ratio du capital de première catégorie	9,3 %	9,3 %	9,6 %	9,6 %
Ratio du capital total	11,4 %	11,7 %	11,9 %	12,4 %

(1) Calculé selon les directives publiées par le BSIF.

(2) Le total de l'actif ajusté en fonction des risques au 30 avril 2007 a été retraité de manière à tenir compte d'un ajustement de 563 millions de dollars lié à des dérivés sur actions.

Troisième trimestre de 2007 par rapport au troisième trimestre de 2006

Au 31 juillet 2007, le ratio du capital de première catégorie s'établissait à 9,3 %, et le ratio du capital total, à 11,4 %.

Le ratio du capital de première catégorie a diminué de 30 points de base par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution tient principalement à la croissance des activités, y compris les acquisitions, qui a donné lieu à une hausse de l'actif ajusté en fonction des risques et à l'augmentation du montant d'écart d'acquisition déduit des capitaux, ainsi qu'à l'incidence des rachats d'actions ordinaires. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le montant élevé des capitaux autogénérés et par l'émission d'actions privilégiées.

Le ratio du capital total a diminué de 100 points de base par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de l'augmentation de l'actif ajusté en fonction des risques et du remboursement de débtures subordonnées. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'émission de billets secondaires de fiducie.

L'actif ajusté en fonction des risques a augmenté de 32 milliards de dollars. L'augmentation tient principalement à la forte croissance dans la plupart des secteurs d'activité ainsi qu'à la prise en compte des acquisitions effectuées récemment. Cela a donné lieu à une croissance de l'actif ajusté en fonction des risques dans la plupart des catégories d'actifs, y compris les prêts, les instruments de crédit hors bilan, les prêts hypothécaires et les titres de négociation.

Troisième trimestre de 2007 par rapport au quatrième trimestre de 2006

Le ratio du capital de première catégorie a diminué de 30 points de base par rapport à la fin de l'exercice 2006, car la croissance des activités, y compris les acquisitions, qui a entraîné la hausse de l'actif ajusté en fonction des risques et l'augmentation du montant d'écart d'acquisition déduit des capitaux, ainsi que l'incidence des rachats d'actions ont excédé le montant élevé des capitaux autogénérés et l'émission d'actions privilégiées.

Le ratio du capital total a reculé de 50 points de base comparativement à la fin de 2006, en raison de la hausse de l'actif ajusté en fonction des risques et des remboursements de débtures subordonnées, qui ont été neutralisés en partie par l'émission de billets secondaires de fiducie.

La hausse de 26 milliards de dollars de l'actif ajusté en fonction des risques par rapport à la fin de 2006 reflète principalement la croissance générale des activités, y compris les acquisitions.

Troisième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2007

Le ratio du capital de première catégorie est demeuré inchangé par rapport au trimestre précédent, car la hausse de l'actif ajusté en fonction des risques a été neutralisée par le montant élevé des capitaux autogénérés.

Le ratio du capital total a reculé de 30 points de base, en raison principalement du remboursement de débtures subordonnées.

L'actif ajusté en fonction des risques a augmenté de 7 milliards de dollars, essentiellement en raison de la croissance des prêts hypothécaires, des prêts et des instruments de crédit hors bilan.

Données concernant les actions et dividendes

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Au 31 juillet 2007		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividende par action déclaré
Actions privilégiées de premier rang (1)			
À dividende non cumulatif, série N	12 000	300 \$	0,29 \$
À dividende non cumulatif, série W	12 000	300	0,31
À dividende non cumulatif, série AA	12 000	300	0,28
À dividende non cumulatif, série AB	12 000	300	0,29
À dividende non cumulatif, série AC	8 000	200	0,29
À dividende non cumulatif, série AD	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AE	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AF	8 000	200	0,50
À dividende non cumulatif, série AG	10 000	250	0,37
Total des actions privilégiées de premier rang		2 350 \$	
Actions ordinaires en circulation	1 275 780	7 283 \$	0,46 \$
Actions de trésorerie – privilégiées	(122)	(3)	
Actions de trésorerie – ordinaires	(2 744)	(116)	
Options sur actions			
Octroyées	27 417		
Pouvant être levées	22 718		

(1) Au 31 juillet 2007, le nombre total d'actions ordinaires pouvant être émises à la conversion des actions privilégiées de premier rang de série N s'élevait à environ 5 619 000. Au 31 juillet 2007, les actions privilégiées de premier rang de série W n'étaient pas encore convertibles. Les autres actions privilégiées ne comportent pas d'option de conversion.

Au 20 août 2007, le nombre d'actions ordinaires et d'options sur actions en circulation ou en cours se chiffrait à 1 275 826 000 et à 27 370 000, respectivement. Le nombre de nos actions privilégiées et ordinaires émises sur le capital autorisé s'établissait au 20 août 2007 à 3 193 000.

Principales activités de gestion du capital

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le	Pour les neuf mois terminés le
	31 juillet 2007	31 juillet 2007
Dividendes déclarés		
Actions ordinaires	587 \$	1 684 \$
Actions privilégiées	26	64
Actions privilégiées émises	–	1 150
Actions privilégiées rachetées	–	(150)
Rachat d'actions ordinaires – offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(58)	(631)
Billets secondaires de fiducie émis	–	1 000
Débtures subordonnées émises	87	87
Rachat et remboursement par anticipation de débtures	(500)	(985)

Troisième trimestre de 2007**Capital de première catégorie**

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2006, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour une durée de un an en vue de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 40 millions de nos actions ordinaires. Nous avons racheté 1 million d'actions ordinaires au coût de 58 millions de dollars ce trimestre. Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007, nous avons racheté 11,5 millions d'actions ordinaires au coût de 631 millions de dollars.

Capital de deuxième catégorie

Le 4 juin 2007, nous avons remboursé la totalité des débetures subordonnées d'un montant de 500 millions de dollars échéant le 4 juin 2012, à la valeur nominale plus les intérêts courus.

Le 26 juin 2007, nous avons émis un montant de 10 milliards de yens japonais (87 millions de dollars CA) de débetures subordonnées. Ces débetures se qualifient à titre de capital de catégorie 2B aux fins de la réglementation.

Pour obtenir plus de détails sur nos activités de gestion du capital, veuillez vous reporter à la note 6 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Capital économique

Le capital économique représente notre propre quantification des risques liés à nos activités commerciales. Le capital économique est attribué à chaque secteur d'exploitation en fonction du risque inhérent

aux activités commerciales, et il optimise les rendements au chapitre des risques et des avantages. De plus amples renseignements sont fournis à la page 68 de notre rapport annuel 2006.

(soldes moyens en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 juillet 2006
Risque de crédit	6 950 \$	6 800 \$	5 850 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	2 800	2 850	2 600
Risque opérationnel	2 800	2 850	2 500
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	2 000	2 000	1 750
Risque d'assurance	150	150	250
Capital-risque	14 700 \$	14 650 \$	12 950 \$
Écart d'acquisition et actifs incorporels	5 750	5 600	4 800
Capital attribué (capital économique)	20 450 \$	20 250 \$	17 750 \$
Capital non attribué (1)	1 800	1 700	2 300
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	22 250 \$	21 950 \$	20 050 \$

(1) Le capital non attribué est présenté dans les résultats du secteur Services de soutien généraux.

Troisième trimestre de 2007 par rapport au troisième trimestre de 2006

Le capital économique attribué a augmenté de 2,7 milliards de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la croissance des activités dans tous les secteurs d'exploitation, et l'augmentation a touché principalement le capital lié au risque de crédit, au risque opérationnel, ainsi qu'au risque commercial et au risque lié aux immobilisations corporelles. L'augmentation du capital lié à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels tient principalement aux acquisitions effectuées récemment.

Troisième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2007

Le capital économique attribué a augmenté de 0,2 milliard de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'augmentation du risque de crédit, qui reflète la croissance de nos activités de prêts.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses opérations financières qui, conformément aux PCGR, ne sont pas constatées dans nos bilans consolidés. Une analyse complète de ces types d'arrangements, et plus précisément de leur nature, de leur utilisation et de leur importance, est présentée aux pages 69 à 71 de notre rapport annuel 2006.

Instruments financiers dérivés

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons adopté trois nouvelles normes comptables de l'ICCA concernant les instruments financiers. Ces normes, ainsi que leur incidence sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation, font l'objet d'une analyse dans la section Incidence des nouvelles normes comptables concernant les instruments financiers, ainsi qu'à la note 1 des Notes complémentaires.

Par suite de l'adoption de ces normes, tous les dérivés, y compris certains dérivés qui servent à gérer nos risques et qui sont précisément

désignés comme des couvertures et sont admissibles à la comptabilité de couverture, sont inscrits à la juste valeur dans les bilans consolidés. Avant le 1^{er} novembre 2006, les dérivés admissibles à la comptabilité de couverture n'étaient pas comptabilisés à la juste valeur dans les bilans consolidés; ils étaient plutôt présentés comme des éléments hors bilan.

Opérations de titrisation

Nous procédons périodiquement à la titrisation d'un certain nombre de créances sur cartes de crédit, de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts hypothécaires commerciaux, principalement afin de diversifier nos sources de financement et d'améliorer notre position de liquidité. Les paragraphes qui suivent présentent la valeur nominale des activités de titrisation qui ont eu une incidence sur nos bilans consolidés intermédiaires non vérifiés. De plus amples renseignements sont présentés à la note 4 des Notes complémentaires.

Troisième trimestre de 2007 (résultats trimestriels)

Au cours du troisième trimestre de 2007, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels au pays d'un montant de 3,3 milliards de dollars. Une tranche de 1,8 milliard de dollars de ce montant a été vendue, et la tranche résiduelle de 1,5 milliard a été conservée. Nous avons également titrisé et vendu des prêts hypothécaires commerciaux d'un montant de 0,7 milliard de dollars.

Troisième trimestre de 2007 (résultats sur neuf mois)

Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels au pays d'un montant de 8,4 milliards de dollars. Une tranche de 4,9 milliards de dollars de ce montant a été vendue, et la tranche résiduelle de 3,5 milliards a été conservée. Nous avons également titrisé et vendu des prêts hypothécaires commerciaux d'un montant de 1,6 milliard de dollars.

Troisième trimestre de 2007 (résultats sur douze mois)

Au cours des douze mois terminés le 31 juillet 2007, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels au pays d'un montant de 13,2 milliards de dollars. Une tranche de 6,9 milliards de dollars de ce montant a été vendue, et la tranche résiduelle de 6,3 milliards a été

conservée. Nous avons également titrisé et vendu des prêts hypothécaires commerciaux d'un montant de 1,9 milliard de dollars.

Garanties

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons avec des tiers de nombreuses ententes qui peuvent comporter des éléments répondant à la définition de « garantie », notamment des dérivés de crédit, des ventes d'options de vente, des garanties pour prêt de titres, des facilités de garantie de liquidité, des lettres de garantie financière, des garanties de bonne fin, des produits à valeur stable, des rehaussements de crédit, des prêts hypothécaires vendus avec recours et certaines ententes d'indemnisation. Au 31 juillet 2007, nous disposions de facilités de garantie de liquidité d'un montant de 40 milliards de dollars relativement à nos programmes de papier commercial adossé à des créances mobilières, dont une tranche correspondant à 94 % était engagée auprès de fonds multicédants gérés par RBC.

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2006, nous comptabilisons un passif dans les bilans consolidés au début d'une garantie, qui représente la juste valeur de l'engagement découlant de l'émission de la garantie. Se reporter à la note 1 des Notes complémentaires pour de plus amples renseignements.

Opérations entre apparentés

Nos politiques et procédures liées aux opérations entre apparentés n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 octobre 2006.

De plus amples informations sont présentées à la note 29 des Notes complémentaires figurant dans notre rapport annuel 2006.

Gestion du risque

Nos activités commerciales nous exposent à divers risques, qui touchent presque toutes les facettes de notre exploitation. Nous procédons à la gestion de ces risques afin de nous protéger contre une volatilité inacceptable des résultats, d'une manière qui étaye et facilite les occasions d'affaires.

Se reporter aux pages 72 à 90 de notre rapport annuel 2006 pour de plus amples renseignements. Notre démarche au chapitre de la gestion du risque n'a pas changé de façon importante par rapport à celle décrite dans notre rapport annuel 2006.

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte causée par l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Nos secteurs d'exploitation composent avec le risque de crédit lorsqu'ils accordent du crédit et procèdent à d'autres transactions avec diverses parties. Le risque de crédit est également lié à des éléments figurant

au bilan ou hors bilan tels que les prêts, les acceptations, les lettres de crédit et les garanties. Se reporter aux pages 75 à 80 de notre rapport annuel 2006 pour de plus amples renseignements sur la façon dont nous gérons le risque de crédit.

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le		
	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 juillet 2006
Montant brut des prêts douteux			
Prêts à la consommation	339 \$	346 \$	316 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	601	533	475
Total du montant brut des prêts douteux	940 \$	879 \$	791 \$
Provision pour pertes sur créances			
Prêts à la consommation	103 \$	103 \$	101 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	196	189	161
Provisions spécifiques	299 \$	292 \$	262 \$
Provision générale	1 230	1 234	1 223
Total de la provision pour pertes sur créances	1 529 \$	1 526 \$	1 485 \$
Principaux ratios de la qualité du crédit			
Montant brut des prêts douteux en pourcentage du montant brut des prêts et des acceptations	0,39 %	0,37 %	0,37 %
Total des radiations nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,28 %	0,33 %	0,24 %

Troisième trimestre de 2007 par rapport au troisième trimestre de 2006 Montant brut des prêts douteux

Le montant brut total des prêts douteux a augmenté de 149 millions de dollars ou 19 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète en grande partie l'accroissement du nombre de prêts douteux au titre de nos portefeuilles de prêts aux entreprises, y compris les prêts sur le marché immobilier aux États-Unis et sur les marchés connexes, ainsi qu'au titre de notre portefeuille de prêts aux petites entreprises au pays. L'augmentation tient aussi à la hausse du nombre de prêts douteux au titre de nos prêts hypothécaires résidentiels au pays, qui découle de la croissance du portefeuille. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le règlement de prêts aux grandes entreprises classés précédemment comme des prêts douteux, et par la réduction du nombre de prêts aux étudiants classés comme des prêts douteux.

Provision pour pertes sur créances

Le total de la provision pour pertes sur créances a augmenté de 44 millions de dollars ou 3 % par rapport à l'an dernier. L'augmentation reflète principalement la hausse de la provision spécifique, laquelle tient en grande partie à l'augmentation du nombre de prêts douteux au titre de nos portefeuilles de prêts aux petites entreprises et de prêts commerciaux.

Troisième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2007 Montant brut des prêts douteux

Le montant brut total des prêts douteux a augmenté de 61 millions de dollars ou 7 % par rapport au trimestre précédent. L'augmentation tient principalement à l'accroissement du nombre de prêts douteux au titre de nos portefeuilles de prêts aux entreprises, y compris les prêts sur le marché immobilier aux États-Unis et sur les marchés connexes, ainsi qu'au titre des prêts commerciaux et des prêts aux petites entreprises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction du nombre de prêts aux étudiants classés comme des prêts douteux.

Provision pour pertes sur créances

Le total de la provision pour pertes sur créances a augmenté de 3 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. La hausse de la provision spécifique ce trimestre, qui tient à l'augmentation du nombre de prêts aux entreprises classés comme des prêts douteux, a été neutralisée en partie par la diminution de la provision générale, qui reflète en grande partie l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion de la provision libellée en dollars américains.

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que les variations des taux d'intérêt et de change ainsi que du cours des actions et des marchandises, ou que les écarts de taux, entraînent des pertes. Nos activités de négociation et nos activités de gestion de l'actif nous exposent à un risque de marché. Le niveau du risque de marché auquel nous sommes exposés varie selon la conjoncture du marché, les mouvements futurs prévus des cours et des rendements et la composition de notre portefeuille de négociation. Se reporter aux pages 81 à 84 de notre rapport annuel 2006 pour de plus amples renseignements.

Activités de négociation

Le risque de marché lié aux activités de négociation se compose de divers risques associés aux montants en espèces et aux produits dérivés connexes négociés sur les marchés des taux d'intérêt, les marchés du change, les marchés boursiers, les marchés du crédit et les marchés

des marchandises. Nous utilisons des outils de mesure tels que la valeur à risque (VAR) pour évaluer les tendances globales du risque par rapport au rendement. La VAR est une technique statistique qui sert à évaluer la pire perte prévue au cours de la période, en fonction d'un intervalle de confiance de 99 %. L'étendue de nos activités de négociation vise à diversifier le risque de marché en fonction de toute stratégie donnée et à réduire la volatilité des revenus tirés des activités de négociation. Se reporter aux pages 81 à 83 de notre rapport annuel 2006 pour de plus amples renseignements. Ces politiques, procédures et méthodes n'ont pas changé de façon importante par rapport à celles énoncées dans notre rapport annuel 2006.

Le tableau suivant illustre la VAR globale par catégorie de risque important liée au total de nos activités de négociation, ainsi que l'effet de diversification général, qui représente l'écart entre la VAR globale et la somme des VAR individuelles par facteur de risque.

VAR globale

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2007				30 avril 2007		31 juillet 2006	
	Au 31 juillet	Pour le trimestre			Au 30 avril	Moyenne	Au 31 juillet	Moyenne
		Haut	Moyenne	Bas				
Actions	7 \$	14 \$	10 \$	6 \$	9 \$	7 \$	6 \$	7 \$
Change	3	6	2	1	2	3	2	1
Marchandises (1)	1	2	1	1	1	1	1	1
Taux d'intérêt	19	21	19	17	21	19	14	13
Risque spécifique lié au crédit	4	5	3	3	4	3	3	3
Diversification	(15)	n.s.	(14)	n.s.	(12)	(11)	(9)	(7)
VAR globale	19 \$	25 \$	21 \$	18 \$	25 \$	22 \$	17 \$	18 \$

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2007				31 juillet 2006	
	Au 31 juillet	Pour les neuf mois			Au 31 juillet	Moyenne
		Haut	Moyenne	Bas		
Actions	7 \$	14 \$	9 \$	4 \$	6 \$	8 \$
Change	3	7	2	1	2	2
Marchandises (1)	1	2	1	—	1	1
Taux d'intérêt	19	23	18	13	14	13
Risque spécifique lié au crédit	4	5	3	2	3	3
Diversification	(15)	n.s.	(13)	n.s.	(9)	(8)
VAR globale	19 \$	27 \$	20 \$	15 \$	17 \$	19 \$

(1) Avec prise d'effet en mai 2006, le risque de marché lié aux activités de négociation ayant trait aux marchandises est pris en compte aux fins de l'évaluation de la VAR et de l'établissement du capital réglementaire selon une méthode de calcul fondée sur des modèles.

n.s. non significatif

Troisième trimestre de 2007 par rapport au troisième trimestre de 2006

La moyenne de la VAR globale pour le trimestre s'est chiffrée à 21 millions de dollars, en hausse par rapport à 18 millions à l'exercice précédent. Ce résultat reflète principalement l'augmentation du risque de taux d'intérêt et du risque sur actions découlant de l'accroissement des activités de négociation. Ces résultats à la hausse ont été neutralisés en grande partie par l'amélioration de l'effet de diversification général, qui s'est établi à 44 %, en hausse par rapport à 28 % l'an dernier.

Troisième trimestre de 2007 par rapport au troisième trimestre de 2006 (résultats sur neuf mois)

La moyenne de la VAR globale pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007 s'est établie à 20 millions de dollars, en hausse par rapport à 19 millions à l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation de la VAR liée au taux d'intérêt découlant essentiellement de l'accroissement des activités de négociation, et elle a été neutralisée en partie par l'amélioration de l'effet de diversification général.

Troisième trimestre de 2007 par rapport au deuxième trimestre de 2007

La moyenne de la VAR globale pour le trimestre s'est chiffrée à 21 millions de dollars, en baisse par rapport à 22 millions au trimestre précédent. L'augmentation du risque sur actions découlant en grande partie de l'accroissement des activités de négociation a été plus que neutralisée par l'amélioration de l'effet de diversification général.

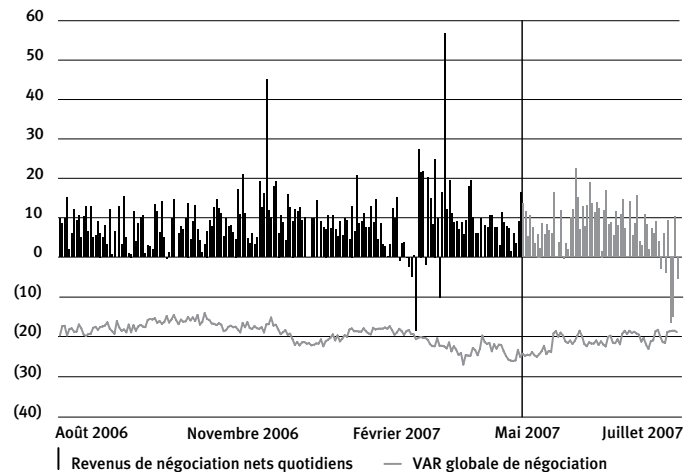
La VAR globale à la fin du trimestre se chiffrait à 19 millions de dollars, en baisse par rapport à 25 millions à la fin du trimestre précédent, résultat qui reflète en grande partie la réduction graduelle du risque de taux d'intérêt et du risque sur actions ce trimestre, ainsi que l'amélioration de l'effet de diversification général.

Pour les deux premières semaines du mois d'août, la moyenne de la VAR globale est demeurée stable comparativement à celle affichée au troisième trimestre de 2007.

Revenus de négociation

Au cours du trimestre, nous avons connu six séances marquées par des pertes de négociation nettes, dont aucune n'excédait la VAR globale pour chaque séance. Cinq de ces six séances tiennent en grande partie à l'importante volatilité des marchés boursiers et des marchés du crédit au cours de la deuxième moitié du mois de juillet.

REVENUS DE NÉGOCIATION ET VAR GLOBALE (1)
(en millions de dollars canadiens)



(1) Revenus de négociation majorés au montant imposable équivalent, exclusion faite des revenus liés aux EDDV consolidées.

Risque de marché lié aux activités autres que de négociation (gestion de l'actif et du passif)

Les activités bancaires traditionnelles autres que de négociation, telles que l'acceptation de dépôts et les prêts, nous exposent au risque de marché, dont le risque de taux d'intérêt qui en est la principale composante.

Notre objectif consiste à gérer le risque de taux d'intérêt lié aux activités autres que de négociation figurant au bilan de manière à le maintenir à un niveau ciblé. Nous modifions le profil de risque du bilan au moyen d'opérations de couverture proactives pour atteindre le niveau ciblé. Nous surveillons constamment l'efficacité de nos activités d'atténuation du risque de taux d'intérêt, en fonction de la valeur et du bénéfice.

De plus amples renseignements sur nos politiques et procédures aux fins de la gestion du risque de marché lié aux activités bancaires autres que de négociation sont fournis à la page 83 de notre rapport annuel 2006. Ces politiques et procédures n'ont pas changé de façon importante par rapport à celles énoncées dans notre rapport annuel 2006.

Le tableau ci-dessous présente l'incidence potentielle avant impôts d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base et de 200 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres de notre portefeuille autre que de négociation, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Au cours du trimestre et des douze derniers mois, notre exposition au risque de taux d'intérêt s'est située dans les limites de notre objectif.

Évaluation des risques de marché – activités bancaires autres que de négociation

	31 juillet 2007		30 avril 2007		31 juillet 2006	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt
(en millions de dollars canadiens)						
Incidence avant impôts :						
d'une augmentation de 100 points de base des taux	(307)\$	82 \$	(500)\$	66 \$	(454)\$	93 \$
d'une diminution de 100 points de base des taux	201	(140)	372	(123)	335	(173)
Incidence avant impôts :						
d'une augmentation de 200 points de base des taux	(666)	160	(1 061)	119	(946)	165
d'une diminution de 200 points de base des taux	337	(287)	682	(246)	588	(357)

Risque d'illiquidité et de financement

Le risque d'illiquidité et de financement est le risque qui se produit lorsqu'une institution n'est pas en mesure de générer, en temps opportun et de façon rentable, la trésorerie et les équivalents de trésorerie nécessaires pour satisfaire à ses engagements. Notre cadre de gestion des risques est élaboré de manière à nous protéger contre les risques dans des conditions normales et dans des conditions entraînant un stress. Une analyse détaillée des éléments du cadre de gestion du risque d'illiquidité et de financement est présentée aux pages 85 à 87 de notre rapport annuel 2006.

Au cours du trimestre, nous avons exercé nos activités dans des conditions normales et respecté les exigences. Notre cadre de gestion des liquidités et du financement et les niveaux de risque d'illiquidité et de financement n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 octobre 2006. Malgré les faits nouveaux sur le marché, nous sommes d'avis que notre position de liquidité et de financement est solide et appropriée pour répondre aux besoins de notre entreprise. Aucune tendance ou demande connues ni aucun engagement ou événement connus ne sont actuellement susceptibles d'avoir une incidence importante sur cette position.

Cotes de crédit

Le tableau suivant illustre nos principales cotes de crédit au 23 août 2007.

	Au 23 août 2007 (1)		
	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang	Perspective
Moody's Investors Service	P-1	Aaa	stable
Standard & Poor's	A-1+	AA-	positive
Fitch Ratings	F1+	AA	stable
DBRS	R-1(élevé)	AA	stable

(1) Les cotes de crédit ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ni la détention de nos titres, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les cotes de crédit peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.

Depuis le 31 octobre 2006, deux événements favorables liés à nos cotes de crédit se sont produits. Au deuxième trimestre de 2007, Moody's Investors Service a révisé à la hausse la cote de notre dette à long terme de premier rang, la portant de Aa2 à Aaa, en raison des améliorations apportées à son analyse de défaut conjoint. Le 10 mai 2007, Standard & Poor's a modifié la perspective liée à nos cotes de crédit, la faisant passer de stable à positive. Les cotes et les perspectives qui nous sont attribuées par Fitch et par DBRS n'ont pas changé depuis le 31 octobre 2006. En raison de ces changements récents, toutes nos cotes de crédit demeurent au nombre des cotes les plus élevées attribuées à une banque canadienne par les agences de notation et elles étayent notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti de façon concurrentielle.

Obligations contractuelles

Dans le cours normal de nos affaires, nous concluons des contrats qui entraînent des engagements à l'égard des paiements minimaux futurs ayant une incidence sur nos liquidités à court et à long terme. Selon la

nature de ces engagements, l'obligation peut être constatée au bilan ou hors bilan. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos principaux engagements de financement contractuels futurs.

(en millions de dollars canadiens) (1)	31 juillet 2007				Total	30 avril 2007	31 octobre 2006
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De plus de 3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans		Total	Total
Financement à long terme non garanti	17 200 \$	13 840 \$	16 066 \$	4 801 \$	51 907 \$	45 278 \$	33 361 \$
Débitures subordonnées	133	–	–	6 071	6 204	6 809	7 103
	17 333 \$	13 840 \$	16 066 \$	10 872 \$	58 111 \$	52 087 \$	40 464 \$

(1) Représente le capital uniquement et exclut les intérêts courus.

États financiers consolidés intermédiaires (non vérifié)

Bilans consolidés (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 octobre 2006	31 juillet 2006
Actif				
Encaisse et montants à recevoir de banques	5 091 \$	4 270 \$	4 401 \$	3 814 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	10 159	8 512	10 502	11 430
Valeurs mobilières				
Titres du compte de négociation	163 907	170 205	147 237	137 672
Titres du compte de placement	26 312	28 304	37 632	35 131
	190 219	198 509	184 869	172 803
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	77 183	72 142	59 378	63 981
Prêts				
Prêts hypothécaires résidentiels	106 681	101 479	96 675	95 688
Prêts aux particuliers	48 524	47 255	44 902	44 022
Prêts sur cartes de crédit	7 913	7 622	7 155	6 792
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	69 681	69 293	61 207	59 418
	232 799	225 649	209 939	205 920
Provision pour pertes sur prêts	(1 449)	(1 446)	(1 409)	(1 415)
	231 350	224 203	208 530	204 505
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	10 463	9 944	9 108	9 606
Produits dérivés	54 279	45 692	37 729	37 139
Locaux et matériel, montant net	2 055	1 993	1 818	1 717
Écart d'acquisition	5 055	5 098	4 304	4 137
Autres actifs incorporels	702	727	642	644
Actifs liés aux activités destinées à la vente	–	–	82	167
Autres actifs	18 026	17 986	15 417	14 026
	90 580	81 440	69 100	67 436
	604 582 \$	589 076 \$	536 780 \$	523 969 \$
Passif et capitaux propres				
Dépôts				
Particuliers	119 405 \$	119 692 \$	114 040 \$	113 590 \$
Entreprises et gouvernements	214 036	210 168	189 140	178 598
Banques	42 884	42 868	40 343	42 514
	376 325	372 728	343 523	334 702
Autres				
Acceptations	10 463	9 944	9 108	9 606
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	51 157	48 377	38 252	40 508
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	39 842	41 207	41 103	38 030
Produits dérivés	58 128	48 660	42 094	40 839
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	7 534	7 864	7 337	7 352
Passifs liés aux activités destinées à la vente	–	–	32	36
Autres passifs	27 142	26 222	22 649	20 027
	194 266	182 274	160 575	156 398
Débetures subordonnées	6 204	6 809	7 103	7 822
Titres de fiducie de capital	1 382	1 379	1 383	1 400
Passifs liés aux actions privilégiées	298	297	298	300
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 560	1 508	1 775	1 800
Capitaux propres				
Actions privilégiées	2 050	2 050	1 050	1 300
Actions ordinaires (émises – 1 275 779 949; 1 275 327 173; 1 280 889 745 et 1 281 279 227)	7 283	7 250	7 196	7 176
Surplus d'apport	235	241	292	287
Actions autorisées mais non émises – privilégiées (détenues – 121 600; 851 051; 93 700 et 1 759 566)	(3)	(21)	(2)	(43)
– ordinaires (détenues – 2 743 937; 2 647 787; 5 486 072 et 5 526 196)	(116)	(99)	(180)	(181)
Bénéfices non répartis	17 517	16 786	15 771	15 120
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(2 419)	(2 126)	(2 004)	(2 112)
	24 547	24 081	22 123	21 547
	604 582 \$	589 076 \$	536 780 \$	523 969 \$

États consolidés des résultats (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 juillet 2006	31 juillet 2007	31 juillet 2006
Revenu d'intérêt					
Prêts	3 768 \$	3 556 \$	3 277 \$	10 871 \$	9 313 \$
Valeurs mobilières	2 033	2 161	1 578	6 055	4 539
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	980	911	839	2 766	1 918
Dépôts à des banques	117	119	155	397	314
	6 898	6 747	5 849	20 089	16 084
Frais d'intérêt					
Dépôts	3 512	3 384	2 853	10 202	7 667
Autres passifs	1 327	1 377	1 126	3 888	3 034
Débitures subordonnées	81	85	104	253	318
	4 920	4 846	4 083	14 343	11 019
Revenu net d'intérêt	1 978	1 901	1 766	5 746	5 065
Revenus autres que d'intérêt					
Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires	590	855	821	2 265	2 485
Revenus tirés des activités de négociation	546	575	683	1 924	1 954
Commissions de gestion de placements et de services de garde	403	394	322	1 167	956
Revenus tirés des fonds communs de placement	385	361	328	1 100	905
Commissions de courtage en valeurs mobilières	368	338	291	1 029	947
Frais bancaires	327	328	306	973	890
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	309	319	253	916	731
Revenus sur cartes	165	134	158	448	349
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	138	134	118	394	332
Revenus tirés de la titrisation	34	97	61	222	171
Commissions de crédit	71	88	66	219	178
Gain à la vente de titres du compte de placement	34	5	11	87	72
Autres	132	140	22	357	253
	3 502	3 768	3 440	11 101	10 223
Total des revenus	5 480	5 669	5 206	16 847	15 288
Dotation à la provision pour pertes sur créances	178	188	99	528	270
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	343	677	627	1 536	1 898
Frais autres que d'intérêt					
Ressources humaines	1 992	2 022	1 828	6 021	5 460
Matériel	251	247	233	742	700
Frais d'occupation	200	215	196	613	567
Communications	186	178	168	520	487
Honoraires	124	129	141	373	405
Impartition de services de traitement	77	82	70	233	223
Amortissement des autres actifs incorporels	25	25	20	72	54
Autres	310	250	205	806	644
	3 165	3 148	2 861	9 380	8 540
Bénéfice lié aux activités poursuivies avant impôts	1 794	1 656	1 619	5 403	4 580
Charge d'impôts	349	353	381	1 137	1 061
Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	1 445	1 303	1 238	4 266	3 519
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	50	24	44	98	25
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 395	1 279	1 194	4 168	3 494
Perte nette liée aux activités abandonnées	-	-	(17)	-	(28)
Bénéfice net	1 395 \$	1 279 \$	1 177 \$	4 168 \$	3 466 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(26)	(22)	(13)	(64)	(34)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 369 \$	1 257 \$	1 164 \$	4 104 \$	3 432 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 272 913	1 272 212	1 279 300	1 273 246	1 281 815
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,07 \$	0,99 \$	0,91 \$	3,22 \$	2,68 \$
Bénéfice de base par action lié aux activités poursuivies (en dollars)	1,07 \$	0,99 \$	0,92 \$	3,22 \$	2,70 \$
Bénéfice (perte) de base par action lié aux activités abandonnées (en dollars)	- \$	- \$	(0,01) \$	- \$	(0,02) \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 288 227	1 288 415	1 297 340	1 289 947	1 301 165
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,06 \$	0,98 \$	0,90 \$	3,18 \$	2,64 \$
Bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies (en dollars)	1,06 \$	0,98 \$	0,91 \$	3,18 \$	2,66 \$
Bénéfice (perte) dilué par action lié aux activités abandonnées (en dollars)	- \$	- \$	(0,01) \$	- \$	(0,02) \$
Dividendes par action (en dollars)	0,46 \$	0,46 \$	0,36 \$	1,32 \$	1,04 \$

États consolidés de la variation des capitaux propres et du résultat étendu (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 juillet 2006	31 juillet 2007	31 juillet 2006
Actions privilégiées					
Solde au début	2 050 \$	1 600 \$	1 000 \$	1 050 \$	700 \$
Émises	–	450	300	1 150	600
Rachetées aux fins d'annulation	–	–	–	(150)	–
Solde à la fin	2 050	2 050	1 300	2 050	1 300
Actions ordinaires					
Solde au début	7 250	7 216	7 191	7 196	7 170
Émises	39	50	16	152	97
Achetées aux fins d'annulation	(6)	(16)	(31)	(65)	(91)
Solde à la fin	7 283	7 250	7 176	7 283	7 176
Surplus d'apport					
Solde au début	241	255	278	292	265
Renonciation aux droits à la plus-value des actions	(1)	(2)	(1)	(5)	(1)
Attributions de rémunération à base d'actions	1	(10)	10	(48)	(20)
Autres	(6)	(2)	–	(4)	43
Solde à la fin	235	241	287	235	287
Actions privilégiées autorisées mais non émises					
Solde au début	(21)	(3)	(5)	(2)	(2)
Ventes	25	5	3	32	7
Achats	(7)	(23)	(41)	(33)	(48)
Solde à la fin	(3)	(21)	(43)	(3)	(43)
Actions ordinaires autorisées mais non émises					
Solde au début	(99)	(114)	(178)	(180)	(216)
Ventes	15	16	16	133	145
Achats	(32)	(1)	(19)	(69)	(110)
Solde à la fin	(116)	(99)	(181)	(116)	(181)
Bénéfices non répartis					
Solde au début	16 786	16 264	14 649	15 771	13 704
Ajustement transitoire – Instruments financiers (1)	–	–	–	(86)	–
Bénéfice net	1 395	1 279	1 177	4 168	3 466
Dividendes sur actions privilégiées	(26)	(22)	(13)	(64)	(34)
Dividendes sur actions ordinaires	(587)	(586)	(461)	(1 684)	(1 336)
Prime versée sur les actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(52)	(143)	(222)	(566)	(663)
Frais d'émission et autres	1	(6)	(10)	(22)	(17)
Solde à la fin	17 517	16 786	15 120	17 517	15 120
Cumul des autres éléments du résultat étendu					
Ajustement transitoire – Instruments financiers (1)	(45)	(45)	–	(45)	–
Gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(123)	25	–	(123)	–
Gains et pertes de change non réalisés, déduction faite des activités de couverture	(2 469)	(2 173)	(2 112)	(2 469)	(2 112)
Gains et pertes sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	218	67	–	218	–
Solde à la fin	(2 419)	(2 126)	(2 112)	(2 419)	(2 112)
Bénéfices non répartis et cumul des autres éléments du résultat étendu	15 098	14 660	13 008	15 098	13 008
Capitaux propres à la fin	24 547 \$	24 081 \$	21 547 \$	24 547 \$	21 547 \$
Résultat étendu					
Bénéfice net	1 395 \$	1 279 \$	1 177 \$	4 168 \$	3 466 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts					
Gains nets (pertes nettes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(157)	(10)	–	(141)	–
Reclassement aux résultats de (gains) pertes sur les titres disponibles à la vente	9	(4)	–	18	–
	(148)	(14)	–	(123)	–
Gains (pertes) de change non réalisés	(701)	(1 036)	276	(858)	(592)
Reclassement aux résultats de (gains) pertes de change	–	(1)	–	(41)	2
Gains nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	405	652	(204)	434	252
	(296)	(385)	72	(465)	(338)
Gains nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	144	29	–	190	–
Reclassement aux résultats de (gains) pertes liés aux dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	7	4	–	28	–
	151	33	–	218	–
Autres éléments du résultat étendu	(293)	(366)	72	(370)	(338)
Total du résultat étendu	1 102 \$	913 \$	1 249 \$	3 798 \$	3 128 \$

(1) L'ajustement transitoire découle de la mise en œuvre des nouvelles normes comptables sur les instruments financiers. Se reporter à la note 1.

États consolidés des flux de trésorerie (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 juillet 2006	31 juillet 2007	31 juillet 2006
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 395 \$	1 279 \$	1 194 \$	4 168 \$	3 494 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation					
Dotation à la provision pour pertes sur créances	178	188	99	528	270
Amortissement	109	106	102	317	299
Paievements liés au réaligement de l'entreprise	(7)	(9)	(14)	(33)	(57)
Impôts futurs	(102)	57	154	(206)	194
Amortissement des autres actifs incorporels	25	25	20	72	54
(Gain) perte à la vente de locaux et de matériel	(4)	(4)	(4)	(12)	(13)
(Gain) perte sur la titrisation de prêts	32	(38)	8	(43)	18
(Gain) perte à la vente de titres du compte de placement	(34)	(5)	(11)	(87)	(72)
Variation de l'actif et du passif d'exploitation					
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	(330)	(84)	170	197	235
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(130)	164	234	37	104
Impôts exigibles	244	169	(261)	372	(415)
Actifs dérivés	(8 587)	(3 466)	5 053	(16 550)	1 695
Passifs dérivés	9 468	4 689	(6 233)	16 034	(1 753)
Titres du compte de négociation	6 318	(1 175)	(10 646)	(6 038)	(11 912)
Variation nette des montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	(381)	1 796	836	(269)	(1 435)
Autres	1 045	496	(1 359)	1 419	2 062
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation liées aux activités poursuivies	9 239	4 188	(10 658)	(94)	(7 232)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation liées aux activités abandonnées	–	–	(4)	–	(18)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	9 239	4 188	(10 662)	(94)	(7 250)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	(1 647)	(875)	(2 552)	343	(6 193)
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation de prêts	(10 499)	(7 438)	(9 701)	(29 073)	(24 354)
Produit de la titrisation de prêts	2 412	2 188	1 406	6 353	5 770
Produit de la vente de titres du compte de placement	2 571	2 175	2 821	7 047	8 955
Produit de l'arrivée à échéance de titres du compte de placement	5 356	4 304	6 950	13 501	22 972
Acquisitions de titres du compte de placement	(5 034)	(6 114)	(7 014)	(16 743)	(27 784)
Variation des titres du compte de placement	–	–	8	–	19
Acquisitions nettes de locaux et de matériel	(169)	(148)	(121)	(512)	(302)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(5 041)	(4 398)	(7 680)	(17 805)	(21 008)
Encaisse provenant des (affectée aux) acquisitions, montant net	(90)	290	–	(373)	(242)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement liées aux activités poursuivies	(12 141)	(10 016)	(15 883)	(37 262)	(42 167)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement liées aux activités abandonnées	–	–	(4)	–	82
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(12 141)	(10 016)	(15 887)	(37 262)	(42 085)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Variation des dépôts	3 597	4 895	11 915	28 951	27 842
Émission de débentures subordonnées	87	–	–	87	–
Remboursement de débentures subordonnées	(500)	–	(22)	(989)	(268)
Émission d'actions privilégiées	–	450	300	1 150	600
Actions privilégiées rachetées aux fins d'annulation	–	–	–	(150)	–
Frais d'émission	1	(7)	(5)	(23)	(12)
Émission d'actions ordinaires	36	46	14	139	88
Actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(58)	(159)	(253)	(631)	(754)
Ventes d'actions émises sur le capital autorisé	40	21	19	165	152
Achat d'actions émises sur le capital autorisé	(39)	(24)	(60)	(102)	(158)
Dividendes versés	(608)	(527)	(474)	(1 665)	(1 321)
Dividendes/distributions versés par des filiales aux actionnaires sans contrôle	(30)	(1)	–	(62)	(17)
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	(1 365)	90	9 715	(1 261)	14 649
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	2 779	2 016	4 494	12 904	8 117
Variation des emprunts à court terme des filiales	(153)	(478)	(524)	(403)	(697)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement liées aux activités poursuivies	3 787	6 322	25 119	38 110	48 221
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	3 787	6 322	25 119	38 110	48 221
Incidence de la variation des taux de change sur l'encaisse et les montants à recevoir de banques	(64)	(102)	22	(64)	(73)
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	821	392	(1 408)	690	(1 187)
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	4 270	3 878	5 222	4 401	5 001
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin	5 091 \$	4 270 \$	3 814 \$	5 091 \$	3 814 \$
Présentation de renseignements supplémentaires relatifs aux flux de trésorerie					
Intérêts versés durant la période	4 881 \$	4 341 \$	4 040 \$	14 061 \$	10 643 \$
Impôts sur les bénéfices payés durant la période	476 \$	394 \$	432 \$	1 163 \$	1 511 \$

Notes complémentaires (non vérifié) (Tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants liés aux actions.)

Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR du Canada) et en fonction des mêmes conventions et méthodes comptables que celles décrites dans les états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, à l'exception des renseignements ci-après. En vertu des PCGR du Canada, des renseignements supplémentaires sont exigés dans les états financiers annuels; par conséquent, ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés vérifiés et les notes complémentaires de l'exercice terminé le 31 octobre 2006 figurant aux pages 106 à 156 du rapport annuel 2006 (rapport annuel 2006). Selon la direction, tous les ajustements nécessaires à la présentation fidèle des résultats des périodes visées ont été apportés. Sauf indication contraire, ces ajustements se composent uniquement d'ajustements récurrents habituels. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période courante.

Note 1 : Principales conventions comptables

Principales modifications comptables

Instruments financiers

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons adopté trois nouvelles normes comptables publiées par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) : le chapitre 1530, intitulé *Résultat étendu* (chapitre 1530), le chapitre 3855, intitulé *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation* (chapitre 3855), et le chapitre 3865, intitulé *Couvertures* (chapitre 3865). Les chiffres correspondants des périodes précédentes n'ont pas été retraités.

Résultat étendu

Le chapitre 1530 introduit la notion de résultat étendu, qui comprend le résultat net et les autres éléments du résultat étendu. Les autres éléments du résultat étendu représentent les variations des capitaux propres au cours d'une période, découlant d'opérations et d'autres événements sans rapport avec les propriétaires, et ils comprennent les gains et les pertes non réalisés sur les actifs financiers disponibles à la vente, les gains ou les pertes non réalisés liés à la conversion des devises, déduction faite des opérations de couverture, découlant des établissements étrangers autonomes et la variation de la juste valeur de la tranche efficace des instruments de couverture des flux de trésorerie. Nous avons inclus dans nos états financiers consolidés intermédiaires un état consolidé du résultat étendu qui reflète les variations de ces éléments au cours de 2007, tandis que les variations cumulatives des autres éléments du résultat étendu sont comprises dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, à titre de nouveau poste de la rubrique Capitaux propres du bilan consolidé.

Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation

Le chapitre 3855 établit des normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers. Il exige que les actifs financiers et les passifs financiers, y compris les dérivés, soient comptabilisés dans le bilan consolidé lorsque nous devenons partie aux dispositions contractuelles d'un instrument financier ou d'un contrat dérivé non financier. Selon cette norme, tous les instruments financiers doivent être évalués à la juste valeur au moment de la constatation initiale, sauf en ce qui a trait à certaines opérations entre apparentés. L'évaluation au cours des périodes subséquentes dépend de la catégorie dans laquelle l'instrument financier a été classé, soit instrument détenu à des fins de transaction, instrument disponible à la vente, instrument détenu jusqu'à l'échéance, prêts et créances ou autres passifs financiers. En ce qui concerne les instruments financiers classés ou désignés comme détenus à des fins de transaction, les coûts de transaction sont passés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés. Les coûts de transaction liés aux autres instruments financiers sont capitalisés au moment de la constatation initiale.

Les actifs et les passifs financiers détenus à des fins de transaction sont évalués à leur juste valeur, et les variations de ces justes valeurs sont comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêt. Les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, les prêts et créances et les autres passifs financiers sont évalués au coût non amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les actifs financiers disponibles à la vente, qui comprennent les substituts de prêt, sont présentés comme des titres de placement dans le bilan consolidé et évalués à leur juste valeur, et les gains et pertes non réalisés, y compris les variations des taux de change, sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu. Les placements dans des instruments de capitaux propres classés comme disponibles à la vente qui n'ont pas de prix cotés sur un marché actif sont évalués au coût.

Les produits dérivés sont constatés dans le bilan consolidé à la juste valeur, y compris les produits dérivés intégrés dans des instruments financiers ou d'autres contrats non financiers qui ne sont

pas étroitement liés aux contrats hôtes. Les variations de la juste valeur des produits dérivés sont inscrites dans le résultat net, sauf en ce qui concerne les produits dérivés désignés à titre de couverture efficace des flux de trésorerie ou de couverture du risque de change d'un investissement net dans un établissement étranger autonome. Il y a lieu de se reporter à la section *Couvertures*.

Le chapitre 3855 permet à une entité de désigner tout instrument financier comme détenu à des fins de transaction (option de la juste valeur) au moment de la constatation initiale ou de l'adoption de la norme, et ce, même si cet instrument n'a pas été acquis ou pris en charge principalement en vue de sa revente ou de son rachat à court terme. L'instrument qui est classé comme détenu à des fins de transaction en vertu de l'option de la juste valeur doit avoir une juste valeur fiable et satisfaire à l'un des critères suivants établis par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) : i) il en résulte l'élimination ou la réduction importante d'une disparité de traitement en matière d'évaluation ou de comptabilisation qui résulterait autrement du fait que des actifs ou des passifs sont évalués sur des bases différentes, ou que les gains et les pertes sur ces éléments sont comptabilisés sur des bases différentes; ii) la gestion et l'évaluation du groupe d'actifs financiers et/ou de passifs financiers auquel appartient l'instrument se font en fonction de la juste valeur conformément à notre stratégie en matière de gestion des risques ou d'investissement, et l'information est communiquée sur cette base à la haute direction; ou iii) l'instrument constitue un dérivé incorporé à un contrat hôte financier ou non financier et le dérivé n'est pas étroitement lié au contrat hôte.

Nos principales catégories d'actifs financiers détenus à des fins de transaction en vertu de l'option de la juste valeur comprennent : i) les placements à l'appui des obligations liées aux indemnités au titre des contrats d'assurance vie et d'assurance maladie conclus par nos services d'assurances; ii) les placements utilisés pour compenser les risques relatifs aux contrats dérivés liés à nos activités de vente et de négociation; iii) certains prêts consentis à des clients dont les dérivés de couverture connexes sont évalués à la juste valeur. Les passifs financiers détenus à des fins de transaction se composent principalement de dépôts et d'obligations structurées comportant des dérivés intégrés qui ne sont pas étroitement liés aux contrats hôtes. L'évaluation à la juste valeur de ces actifs et passifs financiers réduit de façon importante la disparité de traitement en matière d'évaluation.

Les autres conséquences comptables importantes résultant de l'adoption du chapitre 3855 comprennent l'utilisation de la méthode du taux d'intérêt effectif pour amortir tous les coûts des transactions ou les primes ou escomptes obtenus à l'égard des instruments financiers évalués selon le coût non amorti et la constatation de la juste valeur initiale de l'obligation liée à l'émission d'une garantie qui satisfait à la définition de la Note d'orientation concernant la comptabilité n° 14, intitulée *Informations à fournir sur les garanties* (NOC-14). Une évaluation à la juste valeur n'est pas requise par la suite, sauf si les garanties financières satisfont également à la définition de dérivé. Ces garanties sont évaluées à la juste valeur à chaque date de bilan et présentées comme un dérivé au poste Autres actifs ou au poste Autres passifs, selon le cas.

Couvertures

Le chapitre 3865 définit les critères qui doivent être remplis aux fins de l'application de la comptabilité de couverture, ainsi que la façon d'appliquer la comptabilité de couverture à chacune des stratégies de couverture permises. Nous utilisons des instruments financiers dérivés et non dérivés dans le cadre de nos stratégies de couverture pour gérer les risques à l'égard des taux d'intérêt et de change, les risques de crédit et les autres risques de marché. Lorsque les dérivés sont utilisés pour gérer nos propres risques, nous déterminons pour chaque dérivé

si la comptabilité de couverture est appropriée. Si la comptabilité de couverture est appropriée, la relation de couverture est désignée comme couverture de la juste valeur, des flux de trésorerie ou du risque de change lié à un investissement net dans un établissement étranger autonome. Le dérivé doit avoir une grande efficacité pour compenser la variation de la juste valeur ou des flux de trésorerie prévus découlant du risque couvert, tant au moment de la mise en place de la couverture qu'au cours de sa durée de vie. On cesse d'appliquer la comptabilité de couverture sur une base prospective lorsqu'il est établi que le dérivé n'est plus une couverture très efficace, lorsque le dérivé est liquidé ou vendu ou lorsque l'élément couvert est vendu ou liquidé avant l'échéance prévue. Veuillez vous reporter à la note 2 pour obtenir des renseignements sur la juste valeur des instruments financiers dérivés et non dérivés en fonction de leur relation de couverture, ainsi que sur les dérivés qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture.

Couvertures de la juste valeur

Dans une relation de couverture de la juste valeur, la valeur comptable de l'élément couvert est ajustée selon les gains ou les pertes attribuables au risque couvert et constatée dans le résultat net. Les variations de la juste valeur de l'élément couvert, dans la mesure où la relation de couverture est efficace, sont contrebalancées par les variations de la juste valeur du dérivé de couverture, lesquelles sont également constatées dans le résultat net. Lorsque l'on cesse d'appliquer la comptabilité de couverture, la valeur comptable de l'élément couvert n'est plus ajustée, et les ajustements cumulatifs, à la juste valeur, de la valeur comptable de l'élément couvert sont amortis dans le résultat net sur la durée de vie restante de la relation de couverture initiale.

Nous utilisons principalement des swaps de taux d'intérêt pour couvrir notre risque lié aux fluctuations de la juste valeur des instruments à taux fixe découlant des fluctuations des taux d'intérêt.

Couvertures des flux de trésorerie

Dans une relation de couverture des flux de trésorerie, la tranche efficace de la variation de la juste valeur du dérivé de couverture, déduction faite des impôts, est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu, et la tranche inefficace est comptabilisée dans le résultat net. Lorsque l'on cesse d'appliquer la comptabilité de couverture, les montants comptabilisés précédemment dans le cumul des autres éléments du résultat étendu sont reclassés dans le résultat net au cours des périodes où la variation des flux de trésorerie de l'élément couvert influe sur le résultat net. Les gains et les pertes sur les dérivés sont classés immédiatement dans le résultat net lorsque l'élément couvert est vendu ou liquidé avant l'échéance prévue.

Nous utilisons principalement des swaps de taux d'intérêt pour couvrir la variation des flux de trésorerie liés à un actif ou passif à taux variable. Toutes les composantes de la variation de la juste valeur de chaque dérivé ont été prises en compte aux fins de l'évaluation de l'efficacité des couvertures des flux de trésorerie.

Couverture de l'investissement net

Dans le cas de la couverture du risque de change lié à un investissement net dans un établissement étranger autonome, la tranche efficace des gains et pertes de change sur les instruments de couverture, déduction faite des impôts applicables, est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu, alors que la tranche inefficace est comptabilisée dans le résultat net. Les montants comptabilisés précédemment dans le cumul des autres éléments du résultat étendu sont constatés dans le résultat net lorsque se produit une réduction de l'investissement net couvert en raison de la dilution ou de la vente de l'investissement net, ou une réduction des capitaux propres de l'établissement étranger découlant de la distribution de dividendes.

Nous utilisons des contrats de change et des passifs libellés en devises pour gérer le risque de change lié aux investissements nets dans des établissements étrangers autonomes qui ont une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien.

Incidence de l'adoption des chapitres 1530, 3855 et 3865

Les ajustements transitoires découlant de la réévaluation des actifs et passifs financiers à la juste valeur, autres que les actifs financiers classés comme disponibles à la vente et les instruments de couverture désignés à titre de couverture des flux de trésorerie ou les couvertures du risque de change lié à l'investissement net dans un établissement étranger autonome, ont été inscrits dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis au 1^{er} novembre 2006. Les ajustements découlant de la réévaluation à la juste valeur des actifs financiers classés comme

disponibles à la vente ont été comptabilisés dans le solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat étendu à cette même date.

Si une relation de couverture qui existait avant l'adoption du chapitre 3865 est maintenue et répond aux conditions de la comptabilité de couverture en vertu de la nouvelle norme, la comptabilité de transition s'effectue ainsi : i) couvertures de la juste valeur : tout gain ou perte sur l'instrument de couverture a été constaté dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis, et la valeur comptable de l'élément couvert a fait l'objet d'un ajustement correspondant au montant de la variation de la juste valeur cumulée attribuable au risque couvert désigné et l'ajustement a été inclus dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis; ii) couvertures des flux de trésorerie et couvertures d'un investissement net dans un établissement étranger autonome : la tranche efficace de tout gain ou perte sur l'instrument de couverture a été constatée dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, alors que la tranche inefficace cumulée a été incluse dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis.

Nous avons comptabilisé les ajustements de transition suivants dans nos états financiers consolidés : i) une réduction de 86 millions de dollars, déduction faite des impôts, du solde d'ouverture des bénéfices non répartis, qui représente les variations de la valeur de certains instruments financiers et la tranche inefficace des couvertures admissibles, conformément aux méthodes d'évaluation prévues par les nouvelles normes, y compris celles concernant l'utilisation de l'option de la juste valeur et ii) un montant de 45 millions de dollars, déduction faite des impôts, dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, au titre des pertes nettes liées aux actifs financiers disponibles à la vente et des pertes cumulées sur la tranche inefficace des couvertures des flux de trésorerie qui doivent dorénavant être comptabilisées en vertu des chapitres 3855 et 3865. Par ailleurs, nous avons reclassé, dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, des pertes de change non réalisées nettes de 2 004 millions de dollars qui étaient auparavant présentées comme un élément distinct des capitaux propres.

Entités à détenteurs de droits variables (EDDV)

Le 1^{er} février 2007, nous avons adopté l'abrégé n° 163, intitulé *Détermination de la variabilité à prendre en compte lors de l'application de la NOC-15 (CPN-163)*, du Comité sur les problèmes nouveaux de l'ICCA. Le CPN-163 apporte des clarifications supplémentaires en ce qui concerne la façon d'analyser et de consolider les EDDV. L'application du CPN-163 a donné lieu à une déconsolidation de certains fonds de placement. Cependant, l'incidence sur notre situation financière consolidée ou sur nos résultats d'exploitation consolidés n'a pas été importante.

Modifications comptables futures

Informations à fournir concernant le capital et Instruments financiers – informations à fournir et présentation

Le 1^{er} décembre 2006, l'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables : le chapitre 1535, intitulé *Informations à fournir sur le capital* (chapitre 1535), le chapitre 3862, intitulé *Instruments financiers – informations à fournir* (chapitre 3862), et le chapitre 3863, intitulé *Instruments financiers – présentation* (chapitre 3863). En ce qui nous concerne, ces nouvelles normes entreront en vigueur le 1^{er} novembre 2007.

Le chapitre 1535 précise les informations à fournir sur i) les objectifs, politiques et procédures de gestion du capital; ii) les données quantitatives sur les éléments qui font partie du capital selon l'entité; iii) la conformité de l'entité aux exigences en matière de capital; iv) les conséquences d'un défaut de conformité aux exigences en question, le cas échéant.

Les chapitres 3862 et 3863 remplacent le chapitre 3861, intitulé *Instruments financiers – informations à fournir et présentation*. Ils modifient et améliorent les exigences relatives aux informations à fournir et maintiennent les exigences en matière de présentation. Ces nouveaux chapitres accordent une plus grande importance aux informations à fournir sur la nature et la portée des risques découlant des instruments financiers, et sur la façon dont l'entité gère ces risques.

Instruments d'emprunt convertibles et autres comportant des dérivés incorporés

Le 5 mars 2007, le Comité sur les problèmes nouveaux de l'ICCA a publié l'abrégé n° 164, intitulé *Instruments d'emprunt convertibles et autres comportant des dérivés incorporés* (CPN-164). Le CPN-164 apporte des clarifications en ce qui concerne le traitement comptable de certains types d'instruments d'emprunt convertibles, leur classement à titre de passifs ou de capitaux propres ainsi que leur incidence sur le résultat par action. Il fournit également des lignes directrices

pour déterminer si ces instruments comportent des dérivés incorporés qui devraient être comptabilisés séparément. En ce qui nous concerne, le CPN-164 entrera en vigueur le 1^{er} août 2007, et son incidence sur notre situation financière consolidée ou sur nos résultats d'exploitation consolidés ne devrait pas être importante.

Choix de méthode comptable pour les coûts de transaction

Le 1^{er} juin 2007, le Comité sur les problèmes nouveaux de l'ICCA a publié l'abrégé n° 166, intitulé *Choix de méthode comptable pour les coûts de transaction* (CPN-166). Ce CPN traite d'un choix de méthode comptable : la passation en charges des coûts de transaction ou l'ajout des coûts de transaction attribuables à l'acquisition d'actifs ou de

passifs financiers non classés comme détenus à des fins de transaction. Plus précisément, le CPN-166 exige que la même méthode comptable soit appliquée à tous les instruments financiers semblables non classés comme détenus à des fins de transaction, mais permet l'application d'une méthode comptable différente pour les instruments financiers qui ne sont pas semblables. Le CPN-166, qui entrera en vigueur en ce qui nous concerne le 30 septembre 2007, prescrit l'application rétroactive à tous les coûts de transaction comptabilisés conformément au chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé *Instruments financiers – comptabilisation et évaluation*. La méthode de constatation des coûts de transaction que nous utilisons actuellement est conforme à ces lignes directrices.

Note 2 : Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier correspond à la contrepartie pour laquelle ce dernier serait échangé dans le cadre d'une opération sans lien de dépendance conclue entre des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence. La juste valeur est fondée sur le cours acheteur ou le cours vendeur cotés, selon le cas, auquel nous avons accès dans le marché actif le plus avantageux pour cet instrument. Lorsqu'il n'existe aucun cours acheteur ni aucun cours vendeur disponible, nous utilisons le cours de clôture de la transaction la plus récente liée à cet instrument. Lorsqu'il n'y a pas de marché actif, nous déterminons la juste valeur selon les cours du marché en vigueur (cours acheteur ou cours vendeur, selon le cas) pour des instruments financiers présentant des caractéristiques et un profil de risque semblables, ou selon des modèles d'évaluation internes et externes, tels que des modèles d'établissement des prix des options et des analyses des flux de trésorerie actualisés, reposant sur des facteurs de marché observables.

Lorsque la juste valeur est établie à partir de modèles d'évaluation, il est nécessaire d'avoir recours à des hypothèses quant au montant et à l'échéancier des flux de trésorerie futurs estimatifs et aux taux d'actualisation. Pour déterminer ces hypothèses, nous nous basons principalement sur des facteurs de marché externes facilement observables tels que les courbes de rendement des taux d'intérêt, les taux de change, ainsi que la volatilité des prix et des taux. Dans certains cas, nous utilisons des paramètres d'entrée qui ne reposent pas sur des facteurs de marché observables, et nous estimons que le recours à d'autres hypothèses possibles ne donnera pas lieu à des justes valeurs considérablement différentes.

Comptabilisation des variations de la juste valeur des instruments financiers au cours de la période

Comme il est décrit à la note 1, les instruments financiers classés ou désignés comme des instruments détenus à des fins de transaction et les titres du compte de placement sont comptabilisés à la juste valeur dans notre bilan consolidé, sauf en ce qui concerne les instruments de capitaux propres classés comme des titres du compte de placement qui n'ont pas de prix coté sur le marché, lesquels sont comptabilisés au coût. Toute variation de la juste valeur des instruments financiers classés ou désignés comme détenus à des fins de transaction et des titres du compte de placement évalués selon la juste valeur est comptabilisée dans le résultat net et dans les autres éléments du résultat étendu, respectivement. Les variations cumulatives de la juste valeur des titres du compte de placement comptabilisées précédemment dans le cumul des autres éléments du résultat étendu sont reclassées dans le résultat net lorsque les titres sont sortis du bilan, ou que la perte de valeur est considérée comme durable.

Les titres du compte de placement évalués à la juste valeur ou au coût font l'objet d'un test de dépréciation à chaque date de clôture. Au 31 juillet 2007, les pertes avant et après impôts non réalisées sur les titres du compte de placement évalués à la juste valeur s'établissaient à 335 millions de dollars et à 222 millions, respectivement (182 millions et 117 millions au 30 avril 2007). Les pertes non réalisées sur les titres de créance découlent principalement de la hausse des taux d'intérêt, et celles liées aux titres de participation sont imputables à la fluctuation des prix sur le marché, aux variations de change ou aux premières années de la phase de démarrage des sociétés bénéficiaires des investissements. Au 31 juillet 2007, nous jugeons que la perte de valeur sur les titres du compte de placement évalués à la juste valeur est temporaire, et nous avons la possibilité et l'intention de les conserver jusqu'au recouvrement de leur juste valeur.

Aucune perte non réalisée n'a été enregistrée au cours du trimestre considéré ou du trimestre précédent à l'égard des titres du compte de placement que nous détenons au coût.

Au 31 juillet 2007, les gains avant et après impôts non réalisés sur les titres du compte de placement totalisaient 197 millions de dollars et 130 millions, respectivement (259 millions et 173 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2007). Les pertes nettes après impôts non réalisées, sont inscrites dans les gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente, au sein du cumul des autres éléments du résultat étendu.

Les dérivés qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture sont classés comme détenus à des fins de transaction, et les variations de la juste valeur de ces dérivés sont comptabilisées dans le résultat net.

Au cours du troisième trimestre de 2007, la juste valeur de nos actifs financiers nets classés comme des actifs détenus à des fins de transaction a augmenté de 649 millions de dollars (comparativement à une augmentation de 587 millions au deuxième trimestre de 2007). La juste valeur de nos actifs financiers nets désignés comme des actifs détenus à des fins de transaction a diminué de 296 millions de dollars (comparativement à une augmentation de 34 millions au deuxième trimestre de 2007). La presque totalité de cette diminution faisait l'objet d'une couverture économique. La juste valeur des passifs financiers désignés comme détenus à des fins de transaction a augmenté de 13 millions de dollars (comparativement à une diminution de 1 million au deuxième trimestre de 2007) en raison des variations de notre risque de crédit.

Activités de couverture

Couverture de la juste valeur

Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2007, la tranche inefficace des couvertures de la juste valeur comptabilisée dans le résultat net s'est traduite par une perte après impôts de 5 millions de dollars (1 million pour le trimestre terminé le 30 avril 2007). Nous n'avons couvert aucun engagement pour le trimestre terminé le 31 juillet 2007.

Couverture des flux de trésorerie

Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2007, nous avons comptabilisé un gain après impôts non réalisé de 144 millions de dollars (gain après impôts non réalisé de 29 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2007) dans les autres éléments du résultat étendu, relativement à la tranche efficace de la variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couvertures des flux de trésorerie, et des pertes après impôts non réalisées de 7 millions (pertes après impôts non réalisées de 4 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2007) ont été reclassées dans le résultat net. Les gains nets après impôts non réalisés comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat étendu s'établissaient à 163 millions de dollars au 31 juillet 2007 (gains nets après impôts non réalisés de 12 millions au 30 avril 2007). Les gains après impôts non réalisés de 17 millions de dollars compris dans le cumul des autres éléments du résultat étendu au 31 juillet 2007 (pertes non réalisées de 4 millions au 30 avril 2007) devraient être reclassés dans le résultat net au cours des 12 prochains mois. Nous n'avons couvert aucune transaction prévue pour le trimestre terminé le 31 juillet 2007.

Au cours du trimestre, une perte après impôts non réalisée de 4 millions de dollars (perte après impôts non réalisée de 6 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2007) a été comptabilisée dans les revenus autres que d'intérêt relativement à la tranche inefficace.

Couverture de l'investissement net

Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2007, nous avons inscrit dans les autres éléments du résultat étendu une perte nette après impôts de 296 millions de dollars au titre de notre investissement net dans des établissements étrangers (perte nette après impôts de 385 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2007).

Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers

Par suite de l'adoption des nouvelles normes comptables portant sur les instruments financiers, certains instruments financiers qui étaient auparavant comptabilisés au coût ou au coût non amorti sont dorénavant évalués à la juste valeur. Cela tient principalement au fait que certains titres ont été reclassés comme des titres du compte de

négociation, qui comprennent des titres désignés comme détenus à des fins de transaction évalués selon l'option d'évaluation à la juste valeur. Le tableau suivant illustre la comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur de certains instruments financiers au 31 juillet 2007, au 30 avril 2007 et au 31 octobre 2006 :

	31 juillet					30 avril	31 octobre		
	2007					2007	2006		
	Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers					Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur	Total de la juste valeur	Total de la juste valeur
Devant être classés comme détenus à des fins de transaction	Désignés comme détenus à des fins de transaction	Désignés comme disponibles à la vente	Classés dans les prêts et créances (1)	Désignés comme disponibles à la vente et comptabilisés au coût					
Valeurs mobilières									
Titres du compte de négociation	144 180 \$	19 727 \$	– \$	– \$	– \$	163 907 \$	163 907 \$	170 205 \$	
Titres du compte de placement (2), (3)	–	–	25 452	–	860	26 312	26 314	28 305	
Total des valeurs mobilières	144 180 \$	19 727 \$	25 452 \$	– \$	860 \$	190 219 \$	190 221 \$	198 510 \$	185 239 \$
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	– \$	45 393 \$	– \$	31 790 \$	– \$	77 183 \$	77 183 \$	72 142 \$	59 378 \$
Prêts	– \$	3 737 \$	– \$	227 613 \$	– \$	231 350 \$	231 350 \$	224 203 \$	208 638 \$

	30 avril 2007				
	Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers				
	Devant être classés comme détenus à des fins de transaction	Désignés comme détenus à des fins de transaction	Désignés comme disponibles à la vente	Classés dans les prêts et créances (1)	Désignés comme disponibles à la vente et comptabilisés au coût
Valeurs mobilières					
Titres du compte de négociation		151 220 \$	18 985 \$	– \$	– \$
Titres du compte de placement (2), (3)		–	–	25 937	–
Total des valeurs mobilières		151 220 \$	18 985 \$	25 937 \$	– \$
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés		– \$	40 458 \$	– \$	31 684 \$
Prêts		– \$	2 632 \$	– \$	221 571 \$

	31 octobre 2006		
	Valeur comptable des instruments financiers		
	Devant être classés comme détenus à des fins de transaction	Désignés comme détenus à des fins de transaction	Désignés comme disponibles à la vente
Valeurs mobilières			
Titres du compte de négociation			139 491 \$
Titres du compte de placement (2)			18 412 \$
Titres de substitut de prêt (3)			–
Total des valeurs mobilières			26 966 \$

(1) Il n'existe pas de différence importante entre la juste valeur et la valeur comptable.

(2) Comprend la valeur de nos investissements détenus jusqu'à l'échéance, laquelle est nominale.

(3) Au moment de l'adoption du chapitre 3855, les titres de substitut de prêt ont été classés comme des titres du compte de placement.

Le tableau suivant illustre la juste valeur des instruments financiers dérivés et non dérivés, en fonction de leur relation de couverture, ainsi que des instruments dérivés qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture.

	Juste valeur des instruments financiers dérivés et non dérivés au 31 juillet 2007				Juste valeur des instruments financiers dérivés et non dérivés au 30 avril 2007			
	Désignés comme des instruments de couverture				Désignés comme des instruments de couverture			
	Couverture des flux de trésorerie	Couverture de la juste valeur	Couverture de l'investissement net	Non désignés comme des instruments de couverture	Couverture des flux de trésorerie	Couverture de la juste valeur	Couverture de l'investissement net	Non désignés comme des instruments de couverture
Actifs financiers								
Instruments financiers dérivés	335 \$	111 \$	149 \$	53 684 \$	99 \$	239 \$	1 \$	45 353 \$
Instruments financiers non dérivés	–	–	–	S.O.	–	–	–	S.O.
Passifs financiers								
Instruments financiers dérivés	81 \$	72 \$	60 \$	57 915 \$	76 \$	52 \$	466 \$	48 066 \$
Instruments financiers non dérivés	–	–	4 832	S.O.	–	–	5 028	S.O.

Note 3 : Acquisitions et cessions importantes*Acquisitions importantes*

En mars 2007, nous avons conclu l'acquisition de 39 succursales d'AmSouth Bank, en Alabama. En décembre 2006, nous avons conclu l'acquisition de Flag Financial Corporation (Flag), une société dont le siège se trouve à Atlanta, en Géorgie et de sa filiale, Flag Bank. Le tableau suivant présente les détails de ces acquisitions.

	AmSouth (1)	Flag
Date d'acquisition	9 mars 2007	8 décembre 2006
Secteur d'exploitation	Services bancaires américains et internationaux	Services bancaires américains et internationaux
Pourcentage des actions acquises	s.o.	100 %
Contrepartie aux fins de l'acquisition exprimée en monnaie de l'opération	Paiement en espèces de 343 \$ US	Paiement en espèces de 435 \$ US
Contrepartie aux fins de l'acquisition exprimée en dollars canadiens	Paiement en espèces de 405 \$ CA	Paiement en espèces de 498 \$ CA
Juste valeur des immobilisations corporelles acquises	2 368 \$	1 912 \$
Juste valeur des passifs pris en charge	(2 369)	(1 870)
Juste valeur des immobilisations corporelles identifiables nettes acquises (passif net pris en charge)	(1)	42
Actifs incorporels liés à des dépôts de base et autres actifs incorporels (2), (3)	83	50
Écart d'acquisition	323	406
Total de la contrepartie aux fins de l'acquisition	405 \$	498 \$

(1) La répartition du prix d'acquisition d'AmSouth est provisoire et n'a pas été achevée étant donné que l'évaluation de certains actifs et de certains passifs n'est pas terminée.

(2) Les actifs incorporels liés à des dépôts de base sont amortis linéairement sur une durée de vie utile moyenne estimative de sept ans.

(3) L'acquisition de Flag comprend d'autres actifs incorporels d'un montant de 7 millions de dollars (néant au titre d'AmSouth) liés aux ententes de non-concurrence et amortis sur la durée des ententes, jusqu'à concurrence de 3 ans.

s.o. sans objet

Autres acquisitions

Le 18 juin 2007, nous avons conclu l'acquisition de Seasongood & Mayer, LLC, une société de financement du secteur public et un chef de file en matière de prise ferme de titres d'emprunt municipaux dont le siège est établi en Ohio, ainsi que de sa filiale en propriété exclusive, Seasongood Asset Management, un conseiller en placements pour les clients gérant des fonds publics. L'acquisition, dont l'incidence sur le secteur Marchés des Capitaux n'est pas importante, s'est traduite par un écart d'acquisition de 38 millions de dollars.

Le 18 mai 2007, nous avons conclu l'acquisition de J.B. Hanauer & Co., une société de services financiers fermée spécialisée dans les titres à revenu fixe de détail et les services de gestion de patrimoine dont le siège est établi au New Jersey. L'incidence de cette acquisition sur le secteur Gestion de patrimoine n'est pas importante.

Le 17 avril 2007, nous avons annoncé la conclusion d'une convention de coentreprise définitive en vertu de laquelle nous ferons l'acquisition d'une participation de 50 % dans Fidelity Merchant Bank & Trust Limited, la filiale en propriété exclusive de Fidelity Bank & Trust International Limited située aux Bahamas. Cette acquisition est assujettie aux conditions habituelles de clôture, y compris l'approbation des organismes de réglementation. Elle devrait être menée à terme au cours du quatrième trimestre de 2007.

En janvier 2007, nous avons conclu les deux acquisitions suivantes au sein du secteur Marchés des Capitaux : i) l'acquisition des activités de courtage et de certains autres actifs de Carlin Financial Group, une maison de courtage dont le siège se trouve à New York et ii) l'acquisition de Daniels & Associates, L.P., une importante société de services-conseils en matière de fusion et d'acquisition dans les secteurs de la câblodistribution, des télécommunications, de la radio-diffusion et des services Internet. Ces acquisitions, qui comprennent un écart d'acquisition totalisant 121 millions de dollars, ne sont pas importantes pour le secteur Marchés des Capitaux.

Activités abandonnées

RBC Mortgage Company (RBC Mortgage) s'était défaite de la quasi-totalité de ses actifs et de ses obligations résiduels à la fin de 2006, et nous ne classons plus séparément ses résultats dans nos états financiers consolidés intermédiaires. Les soldes résiduels de RBC Mortgage sont négligeables; la variation de ces soldes est dorénavant constatée dans les résultats des Services de soutien généraux. Les résultats de RBC Mortgage pour les périodes antérieures à l'exercice 2007 continuent d'être présentés séparément à titre d'activités abandonnées.

Note 4 : Titrations**Activités de titrisation pour le trimestre terminé le (1)**

	31 juillet 2007 (2)		30 avril 2007 (2)		31 juillet 2006 (2), (4)
	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts hypothécaires résidentiels (3)	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts hypothécaires résidentiels (3)	Prêts hypothécaires résidentiels (3)
Prêts titrisés et vendus	650 \$	1 834 \$	602 \$	1 583 \$	1 442 \$
Produit net en espèces reçu	634	1 778	606	1 582	1 406
Titres adossés à des créances mobilières acquis	—	—	—	—	—
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires	—	40	—	35	28
Gain (perte) à la vente avant impôts	(16)	(16)	4	34	(8)
Titres créés et conservés (6)	—	867	—	843	920

Activités de titrisation pour la période de neuf mois terminée le (1)

	31 juillet 2007 (2)		31 juillet 2006		
	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts hypothécaires résidentiels (3)	Prêts sur cartes de crédit (5)	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts hypothécaires résidentiels (3)
Prêts titrisés et vendus	1 572 \$	4 855 \$	1 200 \$	396 \$	4 270 \$
Produit net en espèces reçu	1 566	4 787	400	397	4 173
Titres adossés à des créances mobilières acquis	—	—	794	—	—
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires	—	117	9	—	75
Gain (perte) à la vente avant impôts	(6)	49	3	1	(22)
Titres créés et conservés (6)	—	1 877	—	—	4 482

(1) Nous n'avons pas comptabilisé un actif ni un passif pour nos droits de gestion relatifs aux prêts titrisés, car nous avons reçu une rémunération adéquate pour nos services.

(2) Nous n'avons titrisé aucun prêt sur cartes de crédit au cours de la période.

(3) Tous les prêts hypothécaires résidentiels titrisés sont garantis par le gouvernement.

(4) Nous n'avons titrisé aucun prêt hypothécaire commercial au cours de la période.

(5) Le produit net en espèces reçu représente un produit brut en espèces de 1 200 millions de dollars, moins les fonds affectés à l'acquisition de billets émis par la Fiducie carte de crédit Or d'une valeur en capital de 800 millions.

(6) Le total des titres créés et conservés est comptabilisé à la juste valeur. Avant le 1^{er} novembre 2006, ces titres étaient comptabilisés au coût après amortissement.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des hypothèses clés utilisées pour déterminer la valeur des droits conservés à la date de titrisation pour les activités du trimestre terminé le 31 juillet 2007. Tous les taux sont annualisés.

Hypothèses clés

	Prêts hypothécaires résidentiels	
	Taux variable	Taux fixe
Durée moyenne pondérée prévue des créances payables d'avance (en années)	2,57	3,56
Taux de remboursement	30,00 %	16,60 %
Marge excédentaire, déduction faite des pertes sur créances	0,80 %	0,75 %
Pertes sur créances prévues	s.o.	s.o.
Taux d'actualisation	5,05 %	4,79 %

s.o. sans objet

Outre les opérations de titrisation mentionnées précédemment, nous avons effectué, au cours du premier trimestre de 2007, la vente de participations d'un montant de 128 millions de dollars (109 millions de dollars US) dans des titres mezzanines hypothécaires commerciaux à des tiers investisseurs, pour leur montant en capital. Aucune participation n'a été vendue au deuxième ni au troisième trimestre de 2007.

Note 5 : Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons divers régimes d'avantages sociaux, en vertu desquels les employés admissibles ont droit à des prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi. Les charges au titre de ces régimes sont présentées dans le tableau suivant :

	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 juillet 2006	31 juillet 2007	31 juillet 2006
Charge au titre des prestations constituées	94 \$	93 \$	99 \$	278 \$	297 \$
Charge au titre des autres avantages postérieurs à l'emploi	28	28	27	83	86

Note 6 : Opérations importantes portant sur les capitaux propres

Billets secondaires de la Fiducie RBC

Le 30 avril 2007, nous avons émis un montant de 1 milliard de dollars de débentures subordonnées novatrices, les billets secondaires de la Fiducie RBC (billets secondaires) de série A, par l'intermédiaire d'une nouvelle entité ad hoc, la Fiducie de billets secondaires RBC (Fiducie III), une fiducie à capital fixe créée sous le régime des lois de la province d'Ontario. Le prix de l'émission a été fixé à 99,982 \$, et le taux de rendement a été établi à 4,584 % au 30 avril 2012. Le produit a été affecté à l'achat d'un billet de dépôt de premier rang que nous avons nous-mêmes émis et qui est présenté à titre de passif lié aux dépôts auprès d'entreprises et de gouvernements.

La Fiducie III est une EDDV en vertu de la note d'orientation concernant la comptabilité n° 15 de l'ICCA, intitulée *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables* (NOC-15). Nous ne consolidons pas la Fiducie III puisque nous n'en sommes pas le principal bénéficiaire (se reporter à la note 11); par conséquent, les billets secondaires de série A émis par la Fiducie III ne sont pas présentés dans notre bilan consolidé. Les porteurs de billets secondaires de série A sont admissibles à des distributions semestrielles fixes de 4,58 % par année jusqu'au 30 avril 2012 et à des distributions trimestrielles variables au taux des acceptations bancaires à 90 jours plus 1 % jusqu'à l'échéance des billets, le 30 avril 2017.

Les billets secondaires de série A peuvent être remboursés, en totalité ou en partie, sous réserve de l'approbation du BSIF, contre un montant en espèces correspondant i) au prix de remboursement anticipé si les billets sont remboursés avant le 30 avril 2012 ou ii) au prix de remboursement si les billets sont remboursés le 30 avril 2012 ou par la suite. Le prix de remboursement correspond à 1 000 \$ plus les distributions impayées à la date de remboursement. Le prix de remboursement anticipé correspond au plus élevé des montants suivants : i) le prix de remboursement ou ii) le prix correspondant à un rendement annuel équivalant au rendement d'une obligation du gouvernement du Canada de la date de remboursement au 30 avril 2012, plus 11 points de base.

La totalité des billets secondaires de série A seront échangés automatiquement, au gré de la Fiducie, contre des billets subordonnés de série 10 si l'un des événements suivants survient : i) des procédures visant notre liquidation sont entamées; ii) le BSIF prend notre contrôle; iii) notre ratio de capital de première catégorie représente moins de 5 % ou notre ratio de capital total est inférieur à 8 %; iv) le BSIF nous demande d'accroître notre capital et nous optons pour l'échange automatique ou nous ne parvenons pas à nous conformer à cette demande ou v) nous déterminons que par suite de l'adoption ou de l'adoption prévue de lois fiscales fédérales canadiennes, les intérêts payables sur les billets secondaires de série A ne sont plus déductibles par la Fiducie III aux fins de l'impôt.

Nous avons garanti les paiements de capital, d'intérêt, du prix de remboursement, le cas échéant, et de tout autre montant à l'égard des billets secondaires de série A lorsqu'ils seront dus et exigibles. Cette garantie constituera une obligation directe non garantie subordonnée à nos passifs liés à des dépôts ainsi qu'à tous les autres passifs, à l'exception des garanties, des obligations ou des passifs qui ont été désignés de rang égal ou inférieur à la dette subordonnée.

Le billet de dépôt de premier rang porte intérêt au taux annuel de 4,72 % et arrivera à échéance le 30 avril 2017. Sous réserve de l'approbation du BSIF, le billet peut être remboursé à notre gré, en totalité ou en partie, à compter du 30 avril 2012, au prix de remboursement, et peut également être remboursé à notre gré au prix de remboursement ou au prix de remboursement anticipé, selon le plus élevé de ces deux montants.

Autres opérations importantes portant sur les capitaux propres

Le 26 juin 2007, nous avons émis au pair un montant de 10 milliards de yens japonais (87 millions de dollars) de titres de créance subordonnés à 2,86 % par année, payables semestriellement. Les titres émis sont remboursables à notre gré à compter du 26 juin 2017, sous réserve de l'approbation du BSIF.

Le 4 juin 2007, nous avons remboursé au pair la totalité du montant de 500 millions de dollars de débentures subordonnées à 6,75 % en circulation échéant le 4 juin 2012, plus les intérêts courus.

Le 26 avril 2007, nous avons émis un montant de 250 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série AG, à 25 \$ l'action. Les porteurs ont le droit de recevoir trimestriellement des dividendes privilégiés non cumulatifs d'un montant de 0,28125 \$ par action, ce qui correspond à un rendement annuel de 4,5 %. Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, nous pouvons racheter ces actions à compter du 24 mai 2012, en totalité ou en partie, contre une prime dégressive.

Le 14 mars 2007, nous avons émis un montant de 200 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série AF, à 25 \$ l'action. Les porteurs ont le droit de recevoir trimestriellement des dividendes privilégiés non cumulatifs d'un montant de 0,278125 \$ par action, ce qui correspond à un rendement annuel de 4,45 %. Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, nous pouvons racheter ces actions à compter du 24 mai 2012, en totalité ou en partie, contre une prime dégressive.

Le 19 janvier 2007, nous avons émis un montant de 250 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série AE, à 25 \$ l'action. Les porteurs ont le droit de recevoir trimestriellement des dividendes privilégiés non cumulatifs d'un montant de 0,28125 \$ par action, ce qui correspond à un rendement annuel de 4,5 %. Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, nous pouvons racheter ces actions à compter du 24 février 2012, en totalité ou en partie, contre une prime dégressive.

Le 13 décembre 2006, nous avons émis un montant de 250 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série AD, à 25 \$ l'action. Les porteurs ont le droit de recevoir trimestriellement des dividendes privilégiés non cumulatifs d'un montant de 0,28125 \$ par action, ce qui correspond à un rendement annuel de 4,5 %. Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, nous pouvons racheter ces actions à compter du 24 février 2012, en totalité ou en partie, contre une prime dégressive.

Le 24 novembre 2006, nous avons remboursé la totalité de nos 6 millions d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série O, en circulation, à 25,50 \$ l'action, y compris une prime de remboursement de 0,50 \$ l'action.

Le 8 novembre 2006, nous avons remboursé la totalité de nos 400 millions de dollars US de débentures subordonnées en circulation échéant le 8 novembre 2011 à la valeur nominale plus les intérêts courus.

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons émis un montant de 200 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série AC, à 25 \$ l'action. Les porteurs ont le droit de recevoir trimestriellement des dividendes privilégiés non cumulatifs d'un montant de 0,2875 \$ par action, ce qui correspond à un rendement annuel de 4,6 %. Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, nous pouvons racheter ces actions à compter du 24 novembre 2011, en totalité ou en partie, contre une prime dégressive.

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2006, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités pour un an en vue de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 40 millions de nos actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. Au cours du trimestre, nous avons racheté un million d'actions ordinaires à un coût moyen de 57,50 \$ l'action. Depuis la date de renouvellement, nous avons racheté un total de 11,5 millions d'actions ordinaires à un coût moyen de 54,61 \$ l'action.

Le 22 mars 2005, nous avons annoncé que nous pourrions de temps à autre rembourser, aux fins d'annulation, une partie ou la totalité de nos débentures à taux variable en circulation échéant en 2083, d'un montant de 250 millions de dollars, et de nos débentures à taux variable en circulation échéant en 2085, d'un montant de 300 millions de dollars US. Le moment, le prix et les autres modalités sont déterminés à notre seule appréciation. Au cours du trimestre considéré, nous n'avons remboursé aucune débenture à taux variable échéant en 2083 ni aucune débenture à taux variable en dollars américains échéant en 2085. Depuis l'annonce, nous avons remboursé une tranche totalisant 26 millions de dollars des débentures à taux variable échéant en 2083 et une tranche de 111 millions de dollars US (132 millions de dollars) des débentures à taux variable échéant en 2085.

Note 7 : Bénéfice par action

	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 juillet 2006	31 juillet 2007	31 juillet 2006
Bénéfice de base par action					
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 395 \$	1 279 \$	1 194 \$	4 168 \$	3 494 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées (1)	–	–	(17)	–	(28)
Bénéfice net	1 395	1 279	1 177	4 168	3 466
Dividendes sur actions privilégiées	(26)	(22)	(13)	(64)	(34)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 369 \$	1 257 \$	1 164 \$	4 104 \$	3 432 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 272 913	1 272 212	1 279 300	1 273 246	1 281 815
Bénéfice de base par action					
Activités poursuivies	1,07 \$	0,99 \$	0,92 \$	3,22 \$	2,70 \$
Activités abandonnées (1)	–	–	(0,01)	–	(0,02)
Total	1,07 \$	0,99 \$	0,91 \$	3,22 \$	2,68 \$
Bénéfice dilué par action					
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 369 \$	1 257 \$	1 164 \$	4 104 \$	3 432 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 272 913	1 272 212	1 279 300	1 273 246	1 281 815
Options sur actions (2)	12 808	13 621	13 316	13 693	14 075
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération à base d'actions	2 506	2 582	4 724	3 008	5 275
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 288 227	1 288 415	1 297 340	1 289 947	1 301 165
Bénéfice dilué par action					
Activités poursuivies	1,06 \$	0,98 \$	0,91 \$	3,18 \$	2,66 \$
Activités abandonnées (1)	–	–	(0,01)	–	(0,02)
Total	1,06 \$	0,98 \$	0,90 \$	3,18 \$	2,64 \$

(1) Se reporter à la note 3.

(2) L'incidence de la dilution liée aux options sur actions a été établie au moyen de la méthode du rachat d'actions. Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2007, le calcul du bénéfice dilué par action excluait un nombre moyen de 41 124 options en cours ayant un prix de levée de 57,90 \$ (nombre moyen de 22 179 options en cours ayant un prix de levée de 57,90 \$ au 30 avril 2007), car le prix de levée de ces options excédait le cours moyen du marché de nos actions ordinaires. Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007, le calcul du bénéfice dilué par action excluait un nombre moyen de 21 089 options en cours ayant un prix de levée de 57,90 \$. Pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2006, aucune option dont le prix de levée excédait le cours moyen du marché de nos actions ordinaires n'était en cours.

Note 8 : Garanties et éventualités

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons de nombreuses ententes qui peuvent comporter des éléments répondant à la définition de « garantie » aux termes de la NOC-14. Le montant maximal potentiel des paiements futurs représente le risque de perte maximale en cas de défaut complet des parties aux garanties, compte non tenu des

recouvrements possibles qui pourraient être effectués en vertu de dispositions de recours ou de polices d'assurance, ou en raison de biens détenus ou affectés en garantie.

Le tableau qui suit résume les garanties importantes que nous avons accordées à des tiers :

	Au					
	31 juillet 2007		31 octobre 2006		31 juillet 2006	
	Montant maximal potentiel des paiements futurs	Valeur comptable (1)	Montant maximal potentiel des paiements futurs	Valeur comptable (1)	Montant maximal potentiel des paiements futurs	Valeur comptable (1)
Dérivés de crédit et options vendues (2)	73 267 \$	1 834 \$	54 723 \$	352 \$	29 996 \$	266 \$
Facilités de garantie de liquidités	40 414	31	34 342	–	34 432	–
Produits à valeur stable (2)	18 903	–	16 098	–	15 704	–
Lettres de crédit de soutien financier et garanties de bonne fin	18 224	61	15 902	17	14 744	18
Rehaussements de crédit	4 897	33	4 155	–	4 159	–
Prêts hypothécaires vendus avec garantie (3)	241	–	204	–	253	–

(1) Comme il est décrit à la note 1 et avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2006, nous comptabilisons désormais un passif dans le bilan consolidé au début d'une garantie, lequel représente la juste valeur de l'engagement découlant de l'émission de la garantie. Pour les dérivés de crédit et options vendues, les chiffres correspondants des périodes précédentes représentent la juste valeur des dérivés; pour les lettres de crédit de soutien financier et garanties de bonne fin, les chiffres correspondants représentent les primes reçues non amorties.

(2) Le montant théorique d'un contrat correspond approximativement au montant maximal potentiel des paiements futurs.

(3) Au 31 octobre 2006 et au 31 juillet 2006, les prêts hypothécaires vendus avec garantie ayant trait aux activités abandonnées se chiffraient à néant et à 13 millions de dollars, respectivement. Se reporter à la note 3.

Outre les garanties ci-dessus, la presque totalité de nos activités de prêt de titres dans le cadre desquelles nous agissons à titre d'agent pour les porteurs de titres sont exercées par l'intermédiaire de notre coentreprise, RBC Dexia IS. Au 31 juillet 2007, les engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres de RBC Dexia IS totalisaient 58 258 millions de dollars (45 614 millions au 31 octobre 2006 et

40 502 millions au 31 juillet 2006); de ce montant, une tranche de 50 % représente notre risque de perte.

Veillez vous reporter à la note 27 de notre rapport annuel 2006 pour de plus amples renseignements relatifs aux garanties susmentionnées et pour une description de nos obligations relatives à certaines ententes d'indemnisation.

Litige lié à Enron Corp. (Enron)

Une catégorie d'acquéreurs présumés de titres de participation et d'emprunt d'Enron émis dans le public entre le 9 janvier 1999 et le 27 novembre 2001 ont nommé la Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées à titre de défenderesses dans le cadre d'une poursuite intitulée *Regents of the University of California v. Royal Bank of Canada* devant le tribunal de district des États-Unis, district sud du Texas (division de Houston). En outre, la Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées ont été nommées à titre de défenderesses dans le cadre de plusieurs autres poursuites liées à Enron qui ont été intentées devant divers tribunaux des États-Unis et dans le cadre desquelles des réclamations similaires ont été faites par des acquéreurs de titres d'Enron. La Banque Royale du Canada est aussi défenderesse mise en cause dans le cadre d'une poursuite intentée par le cabinet d'experts comptables d'Enron, Arthur Andersen LLP, qui a fait des réclamations à de nombreuses parties mises en cause afin d'obtenir un recours contre elles dans le cas où la responsabilité d'Arthur Andersen LLP à l'égard des demanderesses serait établie dans le cadre de cette poursuite.

Nous surveillons le déroulement de ces poursuites sur une base continue et nous exercerons notre meilleur jugement afin de les régler dans ce que nous déterminerons être notre intérêt. Comme pour tout litige, il existe des incertitudes importantes quant à la durée et à

l'issue. Ces incertitudes sont accrues en raison du grand nombre de poursuites et des nombreuses défenderesses nommées dans plusieurs d'entre elles, des questions inédites soulevées et du contexte judiciaire actuel difficile. Il est donc impossible de déterminer l'issue ultime de ces poursuites ou le moment de leur règlement; cependant, au quatrième trimestre de 2005, nous avons constitué une provision pour litiges de 591 millions de dollars (500 millions de dollars US) ou 326 millions après impôts (276 millions de dollars US après impôts). Nous croyons que la résolution définitive de ces poursuites et d'autres procédures, qui ne devrait pas avoir une incidence négative importante sur notre situation financière consolidée, pourrait cependant avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation de la période au cours de laquelle un règlement pourrait avoir lieu, compte non tenu de la provision que nous avons constituée au quatrième trimestre de 2005. Dans chacune de ces affaires, nous continuerons de nous défendre vigoureusement.

Autres

Nous faisons l'objet de diverses poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos pratiques ou mesures. Nous jugeons que le montant global du passif éventuel découlant de ces poursuites ne sera pas important eu égard à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Note 9 : Total des revenus liés aux activités de négociation

Le total des revenus liés aux activités de négociation comprend le revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation et les revenus liés aux activités de négociation qui sont comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt. Le revenu net d'intérêt est tiré des intérêts et des dividendes liés à l'actif et au passif des activités de négociation, ainsi

que de l'amortissement des primes et des escomptes découlant des titres émis ou acquis. Les revenus autres que d'intérêt comprennent les gains et les pertes réalisés et non réalisés sur les titres de négociation et les instruments financiers dérivés détenus à des fins de négociation.

	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 juillet 2006	31 juillet 2007	31 juillet 2006
Revenu net d'intérêt	(31)\$	(31)\$	(146)\$	(213)\$	(366)\$
Revenus autres que d'intérêt	546	575	683	1 924	1 954
Total	515 \$	544 \$	537 \$	1 711 \$	1 588 \$

Note 10 : Résultats par secteur d'exploitation**Composition des secteurs d'exploitation**

Avec prise d'effet le 7 février 2007, nos trois secteurs d'exploitation (RBC Particuliers et entreprises – Canada, RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International et RBC Marchés des Capitaux) ont fait l'objet d'une réorganisation en quatre secteurs d'exploitation et ont été renommés de la façon suivante :

Services bancaires canadiens : ce secteur regroupe nos services bancaires aux particuliers et aux entreprises au pays, certains services de placement s'adressant aux épargnants, ainsi que nos services d'assurances mondiaux.

Gestion de patrimoine : ce secteur regroupe les services qui répondent directement aux besoins croissants de nos clients en matière de gestion de patrimoine, incluant les clients fortunés et les clients disposant d'un avoir net élevé à l'échelle mondiale, ainsi que les services de gestion d'actifs et les produits de fiducie.

Services bancaires américains et internationaux : ce secteur regroupe nos services bancaires à l'étranger, notamment RBC Centura aux États-Unis et les services bancaires de RBC dans les Caraïbes. Par ailleurs, ce secteur comprend notre participation de 50 % dans RBC Dexia IS.

Marchés des Capitaux : ce secteur comprend nos services bancaires de gros à l'échelle mondiale et il offre un vaste éventail de services bancaires à la grande entreprise et de banque d'investissement, de services de vente et de négociation, de services de recherche et de produits et services connexes aux grandes entreprises, aux organismes du secteur public et aux institutions faisant partie de notre clientèle en Amérique du Nord, ainsi que des produits et services spécialisés dans des marchés ciblés à l'échelle mondiale.

Toutes les autres activités ayant trait à l'entreprise qui ne sont pas attribuées à ces quatre secteurs d'exploitation, telles que les opérations de titrisation, les charges nettes liées au capital non attribué et les ajustements relatifs à la consolidation, y compris l'élimination des

montants majorés au montant imposable équivalent, sont présentées dans le secteur Services de soutien généraux. Les ajustements au montant imposable équivalent majorent le revenu net d'intérêt provenant de sources présentant des avantages fiscaux au montant imposable équivalent, et un montant compensatoire correspondant est constaté dans la charge d'impôts. La direction est d'avis que ces ajustements sont nécessaires pour refléter la manière dont le secteur Marchés des Capitaux est géré, car cela accroît la comparabilité des revenus de sources imposables et de sources présentant des avantages fiscaux. Il se pourrait toutefois que les majorations au montant imposable équivalent et les mesures ne soient pas comparables à des mesures analogues prévues par les PCGR ou à des majorations semblables effectuées par d'autres institutions financières.

Notre cadre d'information de gestion permet de mesurer le rendement de chaque secteur d'exploitation comme si ce dernier constituait une entité autonome et de refléter la manière dont il est géré. Cette approche fait en sorte que les résultats de nos secteurs d'exploitation reflètent toutes les données pertinentes quant aux revenus et aux charges liés à la conduite des affaires de ces secteurs et reflète la perception qu'a la direction de ces résultats. Ces éléments n'ont aucune incidence sur nos résultats consolidés.

Les charges de chaque secteur d'exploitation peuvent comprendre des coûts engagés ou des services fournis, directement au nom des secteurs d'exploitation, au niveau de l'entreprise. En ce qui concerne les autres coûts qui ne sont pas directement imputables à l'un de nos secteurs d'exploitation, nous utilisons un cadre d'information de gestion qui comprend des hypothèses, des estimations et des méthodes aux fins de l'attribution des coûts indirects et des charges indirectes à nos secteurs d'exploitation, ainsi qu'aux fins de l'attribution du capital et de l'établissement des prix de cession interne des fonds de nos secteurs d'exploitation, de manière à mesurer avec justesse et de façon constante

les coûts économiques et à les aligner sur les avantages et sur les risques sous-jacents du secteur d'exploitation visé. Les activités entre les secteurs d'exploitation suivent généralement les taux du marché.

La direction revoit périodiquement les hypothèses et méthodes que nous utilisons dans le cadre d'information de gestion, afin d'assurer leur validité. Les méthodes d'attribution du capital comportent la formulation d'un certain nombre d'hypothèses et d'estimations qui sont révisées périodiquement.

La réorganisation de nos secteurs d'exploitation a également donné lieu à un réalignement de certaines de nos unités d'exploitation. Par conséquent, nous avons réattribué l'écart d'acquisition à ces unités d'exploitation et avons soumis ce dernier à un test de dépréciation. Nous avons conclu qu'il n'avait subi aucune perte de valeur.

Modifications des résultats des périodes antérieures

Les résultats des périodes antérieures ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à notre nouveau mode de présentation des secteurs.

Bénéfice trimestriel

	Services bancaires canadiens			Gestion de patrimoine			Services bancaires américains et internationaux		
	T3/07	T2/07	T3/06	T3/07	T2/07	T3/06	T3/07	T2/07	T3/06
Revenu net d'intérêt	1 605 \$	1 559 \$	1 498 \$	106 \$	104 \$	99 \$	263 \$	272 \$	240 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 302	1 521	1 477	900	904	744	259	221	191
Total des revenus	2 907	3 080	2 975	1 006	1 008	843	522	493	431
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	190	204	121	–	–	–	17	10	5
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	343	677	627	–	–	–	–	–	–
Frais autres que d'intérêt	1 356	1 295	1 254	747	722	646	389	381	307
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	1 018	904	973	259	286	197	116	102	119
Charge d'impôts	319	286	313	82	92	61	27	32	36
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	–	–	–	–	–	–	2	3	1
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	699	618	660	177	194	136	87	67	82
Perte nette liée aux activités abandonnées (1)	–	–	–	–	–	–	–	–	(17)
Bénéfice net	699 \$	618 \$	660 \$	177 \$	194 \$	136 \$	87 \$	67 \$	65 \$
Total de l'actif moyen (2)	221 800 \$	216 900 \$	201 300 \$	15 700 \$	16 400 \$	15 900 \$	41 100 \$	41 000 \$	36 200 \$

Bénéfice trimestriel

	Marchés des Capitaux			Services de soutien généraux			Total		
	T3/07	T2/07	T3/06	T3/07	T2/07	T3/06	T3/07	T2/07	T3/06
Revenu net d'intérêt	175 \$	169 \$	28 \$	(171) \$	(203) \$	(99) \$	1 978 \$	1 901 \$	1 766 \$
Revenus autres que d'intérêt	983	1 013	994	58	109	34	3 502	3 768	3 440
Total des revenus	1 158	1 182	1 022	(113)	(94)	(65)	5 480	5 669	5 206
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(7)	(5)	(7)	(22)	(21)	(20)	178	188	99
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	–	–	343	677	627
Frais autres que d'intérêt	693	754	648	(20)	(4)	6	3 165	3 148	2 861
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	472	433	381	(71)	(69)	(51)	1 794	1 656	1 619
Charge d'impôts	79	77	51	(158)	(134)	(80)	349	353	381
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	33	6	27	15	15	16	50	24	44
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	360	350	303	72	50	13	1 395	1 279	1 194
Perte nette liée aux activités abandonnées (1)	–	–	–	–	–	–	–	–	(17)
Bénéfice net	360 \$	350 \$	303 \$	72 \$	50 \$	13 \$	1 395 \$	1 279 \$	1 177 \$
Total de l'actif moyen (2)	317 300 \$	310 200 \$	261 700 \$	(7 100) \$	(5 800) \$	(5 600) \$	588 800 \$	578 700 \$	509 500 \$

(1) Se reporter à la note 3.

(2) Calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

Bénéfice pour la période de neuf mois

	Services bancaires canadiens		Gestion de patrimoine		Services bancaires américains et internationaux	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006
Revenu net d'intérêt	4 711 \$	4 286 \$	318 \$	296 \$	792 \$	702 \$
Revenus autres que d'intérêt	4 357	4 362	2 688	2 288	668	497
Total des revenus	9 068	8 648	3 006	2 584	1 460	1 199
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	576	431	–	1	37	20
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 536	1 898	–	–	–	–
Frais autres que d'intérêt	3 926	3 741	2 171	1 942	1 118	904
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	3 030	2 578	835	641	305	275
Charge d'impôts	942	827	253	201	77	89
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	–	–	–	–	7	4
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	2 088	1 751	582	440	221	182
Perte nette liée aux activités abandonnées (1)	–	–	–	–	–	(28)
Bénéfice net	2 088 \$	1 751 \$	582 \$	440 \$	221 \$	154 \$
Total de l'actif moyen (2)	217 000 \$	196 700 \$	16 300 \$	14 800 \$	39 900 \$	32 300 \$

(1) Se reporter à la note 3.

(2) Calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

Bénéfice pour la période de neuf mois

	Marchés des Capitaux		Services de soutien généraux		Total	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006
Revenu net d'intérêt	400 \$	138 \$	(475) \$	(357) \$	5 746 \$	5 065 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 170	2 990	218	86	11 101	10 223
Total des revenus	3 570	3 128	(257)	(271)	16 847	15 288
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(20)	(115)	(65)	(67)	528	270
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	1 536	1 898
Frais autres que d'intérêt	2 185	1 959	(20)	(6)	9 380	8 540
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	1 405	1 284	(172)	(198)	5 403	4 580
Charge d'impôts	252	253	(387)	(309)	1 137	1 061
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	47	(24)	44	45	98	25
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 106	1 055	171	66	4 168	3 494
Perte nette liée aux activités abandonnées (1)	–	–	–	–	–	(28)
Bénéfice net	1 106 \$	1 055 \$	171 \$	66 \$	4 168 \$	3 466 \$
Total de l'actif moyen (2)	308 400 \$	255 900 \$	(6 200) \$	(5 300) \$	575 400 \$	494 400 \$

(1) Se reporter à la note 3.

(2) Calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

Note 11 : Entités à détenteurs de droits variables**Fonds multicédants**

Nous administrons six programmes de papier commercial adossé à des créances offerts par des fonds multicédants (fonds multicédants). Ces fonds acquièrent principalement des actifs financiers auprès des clients et financent ces acquisitions au moyen de l'émission de papier commercial adossé à des créances. Nos clients utilisent essentiellement ces entités multicédantes afin de diversifier leurs sources de financement et de réduire les coûts de financement. Certains fonds multicédants ont également financé des actifs qui prenaient la forme soit de valeurs mobilières, soit d'instruments s'apparentant à des valeurs mobilières, comme les titres liés à la valeur du crédit. Dans de tels cas, le fonds multicédant constitue souvent l'un des nombreux investisseurs dans ces valeurs mobilières ou instruments semblables à des valeurs mobilières.

Nous ne consolidons pas les fonds multicédants en vertu de la NOC-15 puisque nous n'en sommes pas le principal bénéficiaire.

Toutefois, nous détenons des droits variables significatifs dans ces fonds multicédants en raison de facilités de garantie de liquidités et de rehaussements de crédit partiels que nous avons fournis.

L'actif total de nos fonds multicédants s'établissait à 41 milliards de dollars au 31 juillet 2007 (39 milliards au 30 avril 2007; 34 milliards au 31 octobre 2006), et notre risque de perte maximal s'établissait à 42 milliards (40 milliards au 30 avril 2007; 35 milliards au 31 octobre 2006). Ces résultats traduisent la variation du niveau d'activités au cours du trimestre.

Fiducie de billets secondaires RBC

La Fiducie III a été créée aux fins d'émission de 1 milliard de dollars de billets secondaires de fiducie (se reporter à la note 6). Bien que nous détenions les actions ordinaires ainsi que le contrôle majoritaire de la Fiducie, nous n'en sommes pas le principal bénéficiaire puisque nous ne sommes pas exposés à la majorité des pertes prévues.

Note 12 : Impôts sur les bénéfices – Autres éléments du résultat étendu

La charge ou l'économie d'impôts relative à chaque composante des autres éléments du résultat étendu est présentée dans le tableau suivant.

	Pour le trimestre terminé le		Pour la période de neuf mois terminée le
	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 juillet 2007
Gains nets (pertes nettes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(83)\$	3 \$	(62)\$
Reclassement aux résultats (des gains) des pertes sur les titres disponibles à la vente	5	(3)	10
Gains nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	225	337	210
Gains nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme des couvertures de flux de trésorerie	77	15	101
Reclassement aux résultats (des gains) des pertes sur les dérivés désignés comme des couvertures de flux de trésorerie	4	3	15
Total de la charge (de l'économie) d'impôts	228 \$	355 \$	274 \$

Renseignements aux actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) Canada
Téléphone : 416-974-5151
Télécopieur : 416-955-7800

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2J5

Site Web :
rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal
Société de fiducie Computershare
du Canada

1500, rue University
Bureau 700
Montréal (Québec)
Canada H3A 3S8
Téléphone : 514-982-7555
ou 1-866-586-7635
Télécopieur : 514-982-7635

Site Web :
computershare.com

Coagent des transferts (États-Unis)

The Bank of New York
101 Barclay Street
New York, New York
États-Unis 10286

Coagent des transferts (Royaume-Uni)

Computershare Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box No. 82, The Pavilions,
Bridgwater Road, Bristol
BS99 7NH Angleterre

Inscriptions en Bourse (Symbole de l'action : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires :

Canada
Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis
Bourse de New York (NYSE)
Suisse
Bourse suisse (SWX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la Bourse de Toronto.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul des gains en capital, le prix de base par action ordinaire au jour d'évaluation (22 décembre 1971) s'établit à 7,38 \$ l'action. Ce prix a été ajusté pour refléter la division d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et celle de février 1990. Les dividendes en actions de une action pour une, versés en octobre 2000 et en avril 2006, n'ont eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux transferts d'actions, aux changements d'adresse, aux dividendes, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts et aux transferts de succession, les actionnaires sont priés de communiquer avec :
Société de fiducie Computershare du Canada
100 University Ave., 9th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Téléphone : 514-982-7555
ou 1-866-586-7635

Toute autre demande peut être adressée à :

Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
9th Floor, South Tower
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2J5
Téléphone : 416-955-7806
Télécopieur : 416-974-3535

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :

Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
14th Floor, South Tower
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2J5
Téléphone : 416-955-7802
Télécopieur : 416-955-7800

Il est aussi possible de consulter le site Web suivant :
rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement leurs dividendes; il leur suffit d'en faire la demande par écrit à la Société de fiducie Computershare du Canada, à son adresse postale.

Régime de réinvestissement de dividendes

Notre régime de réinvestissement de dividendes constitue, pour nos détenteurs d'actions ordinaires inscrits résidant au Canada ou aux États-Unis, un moyen de réinvestir automatiquement leurs dividendes en espèces à des fins d'achat d'actions ordinaires additionnelles de RBC.

Pour plus de renseignements au sujet de la participation au régime de réinvestissement de dividendes, veuillez communiquer avec notre agent chargé de la gestion du régime :

Computershare Trust Company of Canada
Attn : Dividend Reinvestment Dept.
100 University Ave., 9th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Téléphone : 1-866-586-7635 (Canada et États-Unis)
514-982-7555
Télécopieur : 416-263-9394
ou 1-888-453-0330
Courriel :
service@computershare.com

Désignation à titre de dividendes admissibles

Aux fins des nouvelles dispositions en matière de crédit d'impôt pour dividendes contenues dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que tous les dividendes réputés) que nous versons à des résidents du Canada sur nos actions ordinaires et privilégiées après le 31 décembre 2005 sont désignés comme des « dividendes admissibles ». À moins d'avis contraire, tous les dividendes (ainsi que tous les dividendes

Dates de paiement des dividendes pour 2007

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration.

	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et actions privilégiées de séries N, W, AA, AB et AC	25 janvier	23 février
	25 avril	24 mai
	26 juillet	24 août
	25 octobre	23 novembre
Actions privilégiées de séries AD et AE	25 avril	24 mai
	26 juillet	24 août
	25 octobre	23 novembre
Actions privilégiées de séries AF et AG	26 juillet	24 août
	25 octobre	23 novembre

réputés) versés après cette date sont désignés comme des « dividendes admissibles » aux fins de la législation susmentionnée.

Rachats d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. Durant la période de un an commençant le 1^{er} novembre 2006, nous pourrions racheter jusqu'à 40 millions de nos actions ordinaires sur le marché libre, aux cours du marché. Nous déterminons le montant de ces achats et le moment où ils auront lieu.

Un exemplaire de notre avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités peut être obtenu sans frais en communiquant avec le secrétaire de RBC, à notre adresse postale torontoise.

Assemblée annuelle de 2008

L'assemblée annuelle des actionnaires ordinaires se tiendra le vendredi 29 février 2008 au palais des congrès du Toronto métropolitain, édifice nord, au 255 Front Street West, Toronto (Ontario), Canada.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2007

Premier trimestre	2 mars
Deuxième trimestre	25 mai
Troisième trimestre	24 août
Quatrième trimestre	30 novembre

L'information fournie dans les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie dudit rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport aux actionnaires sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Les marques de commerce utilisées dans ce rapport comprennent l'emblème du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, RBC, RBC CENTURA, RBC MORTGAGE, RBC MARCHÉS DES CAPITALS, RBC PARTICULIERS ET ENTREPRISES – CANADA, RBC PARTICULIERS ET ENTREPRISES – ÉTATS-UNIS ET INTERNATIONAL, RBC GESTION D'ACTIFS, RBC CARLIN, RBC DANIELS, RBC DOMINION VALEURS MOBILIÈRES et BILLETS SECONDAIRES DE LA FIDUCIE RBC, qui sont des marques de commerce de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada et/ou ses filiales sous licence. Toute autre marque de commerce mentionnée dans ce rapport, qui n'est pas la propriété de la Banque Royale du Canada, est la propriété de son détenteur respectif. RBC Dexia IS et les sociétés affiliées à RBC Dexia sont titulaires de licences d'utilisation de la marque de commerce RBC.



Le présent rapport a été imprimé sur du papier édition Domtar Opaque – Plainfield, certifié Forest Stewardship Council (FSC). La fibre certifiée FSC utilisée lors de la fabrication du papier Domtar Opaque – Plainfield provient de forêts bien gérées, certifiées de façon indépendante par SmartWood et conformément aux règles du Forest Stewardship Council.